

**Le P.C. chinois relance le débat sur la création artistique**

VOIR PAGE 5  
l'article de notre correspondant  
ALAIN JACOB

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique, 11 B. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 18 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 12,50 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 20

3, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris n° 650772

Tél. : 770-91-29

## VERS UNE DÉTENTE AU SAHARA ?

### Limiter les risques

Après trois jours de combats, le premier affrontement direct entre le Maroc et l'Algérie, depuis l'entrée des forces armées royales au Sahara occidental, a pris fin. Les armes se sont tues à Amgala, ce campement du Front Polisario, situé à quelque 300 kilomètres de la frontière avec l'Algérie. Les soldats du roi Hassan II restent maîtres du terrain, et Alger a dû annoncer le repli de ses unités. Le rapport des forces était « infiniment disproportionné » et l'adversaire « ayant mis en œuvre des moyens considérables — aviation, artillerie, blindés — « preuve de son acharnement contre le peuple algérien et sa révolution ».

Même si Alger entend s'en tenir à la version selon laquelle ses troupes accomplissaient une « mission humanitaire » en apportant des vivres et des médicaments aux réfugiés sahraouis, la violence des combats et leur durée ne permettent pas d'entretenir de doutes sur l'importance de l'engagement algérien aux côtés du Front Polisario. Et si c'est à juste titre que l'on estime, de part et d'autre, qu'un « pas décisif » a été franchi, force est aussi de constater que cette nouvelle étape du conflit ne se termine pas à l'avantage d'Alger.

On peut se demander si le gouvernement de M. Boumedienne n'a pas sous-estimé la détermination de Rabat et si l'a pas pris de risques excessifs en aventurant certaines de ses troupes aussi loin de sa base arrière de Tindouf.

L'issue de la bataille d'Amgala est de nature à donner des arguments aux éventuels participants algériens d'un accord avec le Maroc. Mais elle aura surtout pour résultat d'accroître la rançon à l'égard de la monarchie chérifienne. On ne peut l'ignorer à Rabat.

Ainsi s'explique que de part et d'autre on s'emploie de plus en plus à donner au conflit une coloration idéologique. « El Mondjahid », mettant l'accent sur la récente visite au roi Hassan II de l'Union soviétique, s'est demandé mardi si cette puissante armada ne s'appropriait pas à intervenir. Le quotidien « Maroc-Soir » (pro-gouvernemental) n'hésite pas à déclarer, dans son édition de jeudi, que « le Maroc fait face à une conjonction et à une subversion internationale dans le cadre d'un plan minutieusement mis en application de Tanger à Landa, et qui se heurte au Maroc, « verrou et clef de voûte de toute l'Afrique nord-occidentale ». Chacun s'emploie à sensibiliser ses amis et à rassurer des soutiens.

Les multiples démarches entreprises tant à Rabat qu'à Alger, et notamment les messages envoyés par le président Boumedienne aux pays socialistes, à l'Union soviétique et aux chefs d'Etat occidentaux, s'inscrivent dans cette perspective. En dépit des affirmations « non vérifiées » d'une agence d'information espagnole annonçant la présence au Sahara occidental de Chinois et de Vietnamiens, et qui ont fait l'objet de démentis catégoriques tant du Front Polisario que de Hanoï, les Grands ne semblent pas désireux de s'engager dans un nouveau conflit en Méditerranée. L'Union soviétique et les pays socialistes soutiennent certes l'Algérie, mais l'U.R.S.S., qui achète du phosphate à Rabat et lui vend des armes, n'entretient pas de mauvaises relations avec le royaume chérifien. A l'inverse, la monarchie algérienne manifestait ces dernières années une certaine défiance vis-à-vis des Etats-Unis, et il n'est pas certain que ceux-ci voient d'un très bon œil le Maroc s'asseoir, avec la « coopération » du Sahara occidental, un quasi-monopole sur la commercialisation des phosphates.

- Les Marocains ont « dégagé » Amgala
- Alger adresse à M. Kurt Waldheim un message conciliant

On ne signalait pas, vendredi matin, de nouvel affrontement entre Algériens et Marocains. Le gouvernement de Rabat a annoncé, jeudi 29 janvier, que la localité d'Amgala, où les combats se sont poursuivis pendant trois jours, avait été « définitivement dégagée » par les forces armées royales, qui auraient fait entre prisonniers algériens. Alger a reconnu, de son côté, que l'unité de l'A.L.N. s'était repliée, l'agence A.P.S. précise que « le convoi (algérien) a été soumis à des bombardements et à des mitraillages barbares ».

La situation dans la région s'aggrave dangereusement, ajoute A.P.S. L'initiative nouvelle du Maroc marque, dans l'escalade, une véritable mutation dans l'agression inqualifiable contre le peuple sahraoui et la révolution du peuple algérien lui-même.

Le retrait de l'unité algérienne d'Amgala peut s'expliquer non seulement par la supériorité militaire des Marocains, mais aussi par les pressions diplomatiques sur Alger. Le président Boumedienne a reçu, jeudi, le premier ministre libyen, le commandant Jaloud. Il devait s'entretenir vendredi avec le ministre de l'Intérieur tunisien, M. Belkhouja, tandis que le gouvernement tunisien lançait un « appel pressant » à l'Algérie et au Maroc pour qu'ils « fassent preuve d'un large esprit de conciliation ».

M. Yasser Arafat a envoyé un message au roi Hassan II et au président Boumedienne, leur demandant de « faire un effort » pour sauvegarder la paix. Enfin, dans un message à M. Waldheim, le gouvernement algérien annonce qu'il « ne ménagera aucun effort en vue d'apporter sa contribution à toute action susceptible d'éliminer les causes de la tension ».

De notre correspondant

Alger. — Alger a annoncé, jeudi 29 janvier, le repli de l'unité de l'Armée nationale populaire (A.N.P.) accrochée dans la région d'Amgala par les troupes marocaines. D'autre part, au cours d'une conférence de presse, un porte-parole du Front Polisario a confirmé que le convoi escorté par des éléments de l'A.N.P. transportant des dons de la Croix-Rouge internationale destinés aux réfugiés du Sahara occidental.

Tout en rendant hommage aux soldats de l'A.N.P., qui se sont battus « avec un courage et une bravoure admirables dans un rapport de forces infiniment disproportionné », on paraît soucieux à Alger de réduire la portée de l'événement sur le plan militaire, tout en soulignant sa gravité politique.

La journée de jeudi a de nouveau été marquée par une intense activité diplomatique. M. Abdelaziz Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, a adressé deux messages, l'un à M. Kurt Waldheim, l'autre au président du comité, des « 24 » de l'ONU (comité de décolonisation).

(Interim.)

(Lire la suite page 2.)

## Les ventes de technologie nucléaire seront désormais harmonisées

Un accord a été conclu entre les sept pays exportateurs

Les rencontres secrètes qu'ont eues à Londres, dans le courant de l'année 1975, les représentants des sept pays exportateurs de technologie nucléaire — Canada, France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Japon, Union soviétique et République fédérale d'Allemagne — ont abouti, à la fin de la semaine dernière, à un accord qui a pris la forme d'un échange de lettres.

Les sept pays ont accepté d'harmoniser leur politique d'exportation de matières et de technologies nucléaires, qu'il s'agisse de combustibles, de réacteurs, d'usines d'enrichissement ou

de retraitement. Il s'agit d'empêcher les acheteurs de profiter de divergences dans leurs attitudes pour obtenir d'un plus offrant ce qu'un autre leur refuserait. En principe, tout pays exportateur consultera les autres avant de conclure un contrat.

M. Miron Kratzer, secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires scientifiques, de l'environnement et des océans au département d'Etat américain, a d'autre part révélé que la vente par la France d'une usine-pilote de retraitement de combustibles à la Corée du Sud était momentanément suspendue.

C'est à l'instigation des Etats-Unis que les pays exportateurs de technologie nucléaire ont participé à Londres au cours du second semestre de 1975 à plusieurs réunions à huis clos. Washington était, en effet, particulièrement inquiet après l'explosion en mai 1974 de la première bombe indienne, et après l'annonce, en 1975, d'une vente de réacteurs et d'usines d'enrichissement et de retraitement par l'Allemagne fédérale au Brésil. Sans compter les deux contrats que la France négociait avec la Corée du Sud et le Pakistan portant sur deux usines pilotes de retraitement de combustibles irradiés. Le département d'Etat redoutait que de telles ventes ne se multiplient et ne donnent la possibilité à un certain nombre de pays de fabriquer ultérieurement une bombe atomique.

Signé en 1968, le traité de non-prolifération (T.N.P.) était précisément destiné à éviter que les pays qui détiennent la technologie et les connaissances nucléaires n'aident les nations qui en sont dépourvues à réaliser leur première arme atomique. D'autre part, ceux des pays non nucléaires qui ont signé le T.N.P. se sont engagés à ne pas fabriquer cette arme (1). Le respect des règles est assuré par l'Agence de Vienne, qui tient une comptabilité des flux de combustibles et

de matières fissiles circulant d'un pays à l'autre. L'Euratom se charge de cette tâche pour les pays de la C.E.E. en liaison avec l'Agence de Vienne. Les négociations commerciales menées par la France, seule des sept pays susceptibles d'exporter à l'échelle de la parité des pays d'Europe, ont été particulièrement difficiles. L'Allemagne fédérale, en 1975, montrait que ces règles promettaient d'être insuffisantes. A défaut de pouvoir utiliser des fins militaires du combustible civil, un pays désirant fabriquer l'arme atomique pouvait toujours emprunter un chemin un peu plus long et acquérir les connaissances et la technologie lui permettant d'obtenir ultérieurement de produire lui-même la matière fissile nécessaire, plutonium ou uranium enrichi.

Enfin, ni les Etats-Unis, ni l'Union soviétique, ni les autres pays, ne voulaient donner l'impression que l'Agence internationale de Vienne avait perdu de son importance et ne jouait plus désormais son rôle. Leur idée est tout au contraire de renforcer certains des pouvoirs de l'Agence et d'étendre son contrôle à la technologie des usines, qui viendrait, se juxtaposer aux règles de Vienne sur les matières fissiles. Mais ces règles n'avaient de sens que si tous les pays capables d'exporter de la technologie les acceptaient. Ce ne fut pas une des moindres difficultés de l'entreprise que de réunir, dans une même salle, des représentants des Etats-Unis, de l'Union soviétique et aussi de la

### Gentlemen's agreement

Il devenait donc urgent de définir des règles régissant les exportations de matières, réacteurs ou usines, qui viendrait, se juxtaposer aux règles de Vienne sur les matières fissiles. Mais ces règles n'avaient de sens que si tous les pays capables d'exporter de la technologie les acceptaient. Ce ne fut pas une des moindres difficultés de l'entreprise que de réunir, dans une même salle, des représentants des Etats-Unis, de l'Union soviétique et aussi de la

### AU JOUR LE JOUR

#### Pédagogie

M. Lionel Jospin a l'habitude d'accéder qu'il décerne au parti communiste est clairement motivée : « Des progrès, mais peut mieux faire », et il est visible qu'il le soupçonne d'avoir copié sur la page d'écriture du parti socialiste. C'est une conception de la pédagogie, mais il faut prendre garde qu'il force de se faire traiter de cancre l'élève le mieux intentionné ne finisse par lancer des boules puantes.

ROBERT ESCARPIT.

### VERA BOCCADORO A MOSCOU

## La Française du Bolchoï

Elle était arrivée en 1957 à Moscou pour le Festival international de la jeunesse avec une délégation de jeunes danseurs. Elle avait à peine vingt ans et, éblouie, décida qu'il lui fallait rester ; car elle ne recevait ni meilleur enseignement de la danse classique, vingt ans ont passé et elle est toujours là... chorégraphe, Chorégraphe au prestigieux théâtre Bolchoï où elle, ce vendredi, la première de son ballet « Amour pour amour ». « Mais qui donc le sait en France ? » sourit-elle un peu triste. C'est drôle, tout de même, que je sois la première Française à travailler dans ce pays depuis Petipa ».

Elle se nomme Vera Boccadoro, et ce qui lui arrive est tout à fait exceptionnel, mais c'est aussi un miracle de persévérance et de volonté car il n'est pas facile, on peut l'imaginer, d'être admis dans le temple de la danse qu'est le Bolchoï, à plus forte raison, une étrangère...

Née à Nice d'une mère russe venue de Tiflis et d'un père italien, Vera Boccadoro était « montée » à Paris pour entrer à l'école de l'Opéra la même année qu'une

jeune « Moscovite », Marina Vlady. A l'examen de juin 1957, elle terminait septième du second quadrille, c'est-à-dire dernière des dernières du corps de ballet féminin : « Les balletomanes de l'extérieur ne monqueraient pas de se dire que si notre Opéra possède trente-cinq danseuses supérieures à celle-ci, la capitale mondiale de la danse ne peut être que Paris », écrivait alors Maurice Tassart à l'issue des examens de fin d'année. « Cette déduction serait un peu hâtive », poursuivait-il.

Vera Boccadoro n'était pas faite pour être une « étoile ». Mais elle a toujours su qu'elle serait chorégraphe, et lorsque l'occasion s'est présentée de prendre congé de l'Opéra pour suivre les cours de perfectionnement du Bolchoï puis d'entrer à la faculté de chorégraphie de l'Institut théâtral Lounatcharski, elle n'a pas hésité.

Encore étudiante, elle revient à Paris en 1961 comme assistante de Vladimir Bourmeister, qui vient régler la version originale du « Lac des cygnes » à l'Opéra.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 21.)

## La Suède au masculin-féminin

### I. — LES PETITS PAS DES HOMMES

Stockholm. — Blonde ou brune, la Suédoise se dégage peu à peu des clichés galants qui ont cours à son propos dans l'Europe du sud. Les mâles coureurs venus de France ou d'Italie en quête d'aventures sans grands risques déchantent. Quelques anciens se souviennent avec nostalgie d'un temps où la Suède se résumait pour eux à quelques profs faciles aux yeux couleur de ciel, à la peau satinée et accueillante. Maurice, par exemple, cuisinier français installé dans le centre d'Uppsala, où il régalait depuis orne ans des Suédoises avides de sèches pommes frites, pense que les Suédoises ne sont pas celles que l'on croyait. Ce quadrangulaire trapu, volubile, natif de Loudun, où il s'ennuyait ferme, a le visage d'Eddie Constantine et ses manières.

Ecoutez ce « mâle chauviniste » venu d'ailleurs jeter des regards envieux sur la femme-objet de ses

De notre envoyé spécial  
BRUNO FRAPPAT

fantasmes : « Aujourd'hui, il y a plus de concurrence que lorsque j'ai débarqué ici. Elles font les difficultés, mais on en trouve. Mais il ne faut pas exagérer : c'est sur fait ces histoires de Suédoises. Je n'ai jamais trouvé une fille, qui se couchait quand je lui disais de s'asseoir. » Manière, peut-être, d'accroître le mérite du conquérant qu'il pense être. C'est quand même du jolt matériel, il n'y a rien à dire contre elles : Ah ! ces cheveux blonds ! Ah ! ces visages comme de la porcelaine ! »

Le « jolt matériel », comme dit l'honorable correspondant à Uppsala de la gastronomie française, a aussi une âme et l'usage de la parole. On s'en est avisé depuis peu. Depuis dix ans, le champ so-

cial a été envahi par les femmes sorties des biberons et des ménages toujours recommandés. Le marché de l'emploi subit leur poussée. Les partis politiques font mine de leur laisser quelques places et écoutent leurs revendications. « Plus personne », constate M. Carl Lidbom, ministre du commerce et membre influent du parti social-démocrate, « nous dire aujourd'hui que la place des femmes est à la maison. La pression sociale s'est inversée. Développement rapide de la contraception, promotion sociale de quelques-unes, mise en place d'organismes gouvernementaux chargés de leurs problèmes, libération des mœurs, émergence d'un féminisme non agressif, large et permanent débat public, la Suède n'aurait pas attendu l'arrivée de la femme pour s'intéresser à elle. Dans cette société citée en exemple aux autres, on a pu s'étonner de la permanence de l'inégalité entre les hommes et les femmes. C'est peut-être que les meilleures joies sociales ne peuvent rien contre la force des habitudes et de l'inconscient collectif. On ne décrète pas le socialisme à la maison et aucun Parlement ne régle les affaires des ménages.

(Lire la suite page 11.)

## JEAN MALAURIE Les derniers rois de Thulé

Le grand classique sur le peuple esquimau traduit en 11 langues : l'édition augmentée tant attendue.

PLON

COLLECTION TERRE HUMAINE DIRIGÉE PAR JEAN MALAURIE

### Le Monde

publiera lundi (daté 3 février) dans son supplément

#### EUROPA

- Une interview d'Enrico Berlinguer, secrétaire du parti communiste italien.
- Un forum « Pour et contre la censure », avec Philip Rosenthal et Ambrose Roux.
- Un dossier sur la rentabilité des compagnies aériennes.
- Une enquête comparative sur « les squatters » en Europe.

Ce supplément est préparé en collaboration avec la Stampa, The Times et Die Welt.



# AFRIQUE

INTENSE ACTIVITÉ DIPLOMATIQUE APRÈS LES COMBATS DU SAHARA OCCIDENTAL

## Le grand jeu politique dans le désert

par GEORGES SALVY (\*)

Quelle était la situation politique au début du siècle, époque à laquelle, précisément, les « frontières » sahariennes ont commencé à être dessinées ? Elles étaient alors celles, face à face, de l'Empire marocain et la France colonisatrice.

Le Maroc vivait sous le règne de Moulay Abdelaziz, souverain intelligent mais faible succédant au grand Moulay Hassan I qui avait unifié le pays. Et qui, précisément, avait porté ses armes jusqu'à Cap-Juby (Tarfaya), et venait d'aider le marabout Ma El Aïnin à créer Smara.

Dans l'est, le Maroc administrait régulièrement depuis des siècles, non seulement Fégig (où il est toujours) mais aussi les oasis du Touat par la ligne de communication de la Saoura (Béchar, Beni-Abbès, etc.).

Enfin, et ceci est pratiquement inconnu, mais j'en ai trouvé la preuve en 1935, des caïds marocains, originaires des Beni-Ayoun, près du coude du Draa, occupaient, par succession familiale, les fonctions de caïd de Taoudeni. Ce dernier résultat, bien joint, de l'expédition marocaine de Djoudet à Tombouctou, au seizième siècle, dura jusqu'en 1825.

Telle était, indiscutablement et à très grande échelle, la position saharienne du Maroc, au début du siècle.

En face, dans le grand désert occidental, la France avançait. Elle était déjà maîtresse de l'Algérie, entité administrative française, composée des trois départements côtiers d'Oran, d'Alger et d'Annaba, et d'autre part, des territoires du Sud, sous administration militaire. Au-delà s'étendaient de vastes zones complètement inconnues et peu peuplées de Maures, de Touaregs et de Touabous.

Et c'est très précisément déjà bien trop tard dans l'évolution politique de l'Afrique cette particularité saharienne qui fit naître, sous l'inspiration de M. Bédouin, vers 1904, le mouvement d'idées du « Sahara français », qui trouva plus tard une réalisation éphémère dans l'Organisation commune des régions sahariennes (O.C.R.S.).

Au Sénégal et au Soudan, la France se trouvait solidement installée sur les deux fleuves. Entre ces deux lignes politico-militaires s'étendait un hiatus de plus de 2 000 kilomètres, de Saint-Louis-du-Sénégal à Beni-Ounif, où parvenait une route ferrée le reliant à Oran. De Tombouctou à Beni-Ounif, la distance était encore de 1 500 kilomètres.

Dans cet immense désert, on trouvait, à l'ouest, les tribus maures, et à l'est, les tribus touaregs, totalement différentes, les uns et les autres, des populations sédentaires d'Afrique du Nord, d'une part, et des peuples noirs, d'autre part. Ces nomades, généralement guerriers, vivaient d'élevage mais aussi du pillage des caravanes et des sédentaires, comme de l'enlèvement de Noirs, au Sud, revendus comme esclaves au Nord.

### Cinquante années de « colonialisme »

La France, responsable de l'ordre dans les régions qu'elle avait conquises, devait donc, suivant les us de l'époque, faire cesser ces errements fâcheux et élever son autorité sur les nomades. Ce fut la tâche des compagnies sahariennes au Nord et des groupes nomades méharistes au Sud. Guerre exemplaire, conduite pendant cinquante ans par une phalange d'officiers qui, le plus souvent, se lièrent profondément avec les Maures, les Touaregs et les Touabous, qui leur conservèrent encore leur amitié.

De ces cinquante années de « colonialisme » il reste une œuvre de reconnaissance scientifique et de paix, dont la France, non seulement n'a pas à rougir, mais peut être fière.

Aussi, c'est à l'intérieur même de cette action administrative que

furent tracées les lignes qui servent actuellement de frontières. C'est ainsi qu'au cours d'une liaison saharienne entre méharistes du Nord et méharistes du Sud, fut adoptée, à partir du puits de Taramanant, où on se trouvait et, en direction du cap Dras (alors et toujours marocain, et qu'on n'avait jamais vu), l'immense diagonale de quelque 1 500 kilomètres qui sépare actuellement l'Algérie, au nord, du Mali et de la Mauritanie, au sud, et qui touche le Sahara occidental ex-espagnol.

Il serait évidemment curieux que cette simple limite, alors provisoire, de patrouilles méharistes, puisse rester trois quarts de siècle après, un tracé politique « ne varietur ».

La délimitation complexe, entre les territoires espagnols et la Mauritanie, l'Algérie et le Maroc, résulte, on le sait, de conventions directes entre la France et l'Espagne. Il faudrait un long développement pour expliquer comment, de l'ouest, en effet, les frontières, beaucoup variées.

Mais, pratiquement, tout cela resta théorique pendant longtemps : en effet, de 1904 à 1934, l'avance des troupes sahariennes françaises se fit progressivement. Il est essentiel et juste de souligner qu'à partir de Beni-Ounif, un officier général qui devait devenir plus célèbre encore par la suite : Lyautey, poussa délibérément en territoire authentiquement marocain, occupant Béchar, quitta ensuite à protester, en tant que résident général au Maroc, quand, pendant la Grande Guerre, la compagnie saharienne de Saouda s'installa, plus à l'ouest encore, à Tadelba. C'est une reconnaissance de cette même compagnie, commandée par le capitaine Rosta, qui, vers 1930, atteignit pour la première fois Tindouf, et, en conséquence, poussa l'Algérie jusqu'à toucher le territoire théoriquement espagnol.

A partir du Sud, l'avance française vers le nord aboutissait, en fait, à la création progressive de la Mauritanie. Il fallut attendre 1933 pour qu'un groupe nomade puisse se baser sur l'Alger et établir une liaison permanente à Bir-Moghrein avec les troupes venues du Nord.

Et c'est en mars 1935 que la Convention de Bir-Moghrein créa les confins algéro-mauritano-marocains placés sous l'autorité du colonel Trinquet, qui avait sous ses ordres une compagnie de tirailleurs (Algérie) et à Tizi (Maroc). Il traça une « ligne », qui porte encore son nom, pour délimiter administrativement et pratiquement les circonscriptions relevant de lui.

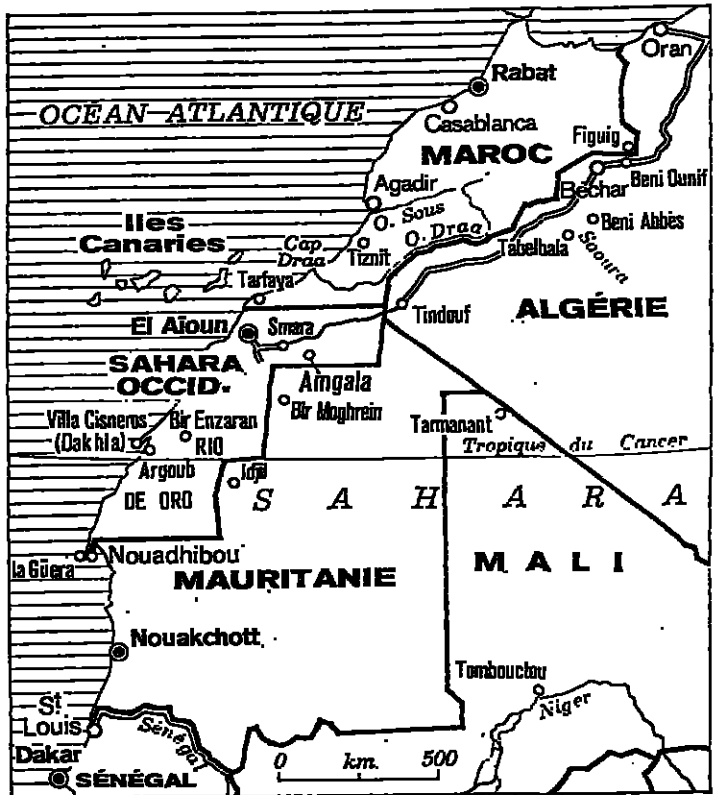
Dès ce moment, on put constater, de visu, que la ligne de communication Agadir-Tindouf-Bir-Moghrein s'imposait, pour l'organisation logistique des postes et des troupes, évidemment tous français, mais dépendant des commandants militaires d'Algérie, du Maroc et d'Afrique occidentale. Et, à Tindouf, le commerce, comme la paye des troupes, s'effectuait en monnaie marocaine jusqu'en 1960.

Il est également juste et historique de mentionner qu'au cours de quelques combats qui marquèrent la conquête de la Mauritanie, la France rencontra l'opposition du Maroc, soit officiellement (présence d'un chef de la famille impériale en Mauritanie vers 1905), soit militairement. Nos adversaires les plus valeureux étant, et ceci jusqu'en 1934, des fidèles de deux grandes confréries guerrières des Ma-el-Aïnin et des Kounta animés par Si Abidin. On a dit, il y a une vingtaine d'années, qu'on n'avait pas à se préoccuper d'actes de piraterie écrits sur des peaux de chameau ! Je pense, au contraire, que si de tels actes existent, ils sont aussi respectables que des « chiffres de papier ».

(\*) Ancien officier méhariste.

Mais il y a bien mieux : il y a encore des témoins vivants de ces faits. Et les plus marquants prouvent que, dans le vide relatif de l'ouest saharien, une certaine présence diplomatique et administrative du Maroc existait, étant bien entendu que la dynastie alaouite n'est pas la dynastie capétienne, et que le droit musulman n'est pas le droit romain.

Au surplus, les officiers sahariens, qui étaient avant tout des officiers de renseignements, l'ont dûment consigné. Et Lyautey, pas-





## AFRIQUE

Selon le Pentagone

**L'U.R.S.S. AURAIT DÉPENSÉ 3 MILLIARDS DE DOLLARS EN AFRIQUE DEPUIS CINQ ANS**

Selon le ministre de la défense américaine, l'Union soviétique aurait dépensé depuis cinq ans près de 3 milliards de dollars dans onze pays du continent africain. Deux mille neuf cents conseillers militaires soviétiques séjourneraient dans ces pays dont sept sont situés au sud du Sahara, précise-t-on de même source. Si l'Égypte a reçu, à elle seule, plus de la moitié de l'assistance militaire soviétique (1,3 milliard de dollars en aide militaire et 355 millions de dollars en assistance économique) essentiellement pendant et peu après la guerre de 1973, deux États d'Afrique ont reçu une importante aide militaire : la Somalie (132 millions de dollars) et l'Angola (108 millions de dollars). La Côte d'Ivoire a reçu sa part : 133 millions de dollars d'assistance économique. D'autre part, Cuba aurait envoyé onze mille quatre cents hommes en Angola, trois cent dix en Guinée et cinquante en Somalie. La Havane aurait fourni, toujours selon le Pentagone, 70 millions de dollars d'aide militaire à la République populaire de l'Angola. (A.F.P.)

Haute-Volta

**LE GÉNÉRAL LAMIZANA DISSOUT SON GOUVERNEMENT**

Ouagadougou (A.F.P.). — Le général Sangoulé Lamizana, chef de l'État voltaïque, a décidé jeudi 29 janvier de dissoudre son gouvernement. Cette décision intervient à l'issue de deux mois de crise entre le gouvernement militaire et les centrales syndicales. Le nouveau gouvernement, qui doit être formé dans les prochains jours, comportera des civils et des militaires dans la proportion de deux tiers un tiers, a annoncé le président Lamizana au cours d'une déclaration radiodiffusée.

« Un climat de crise règne à Ouagadougou depuis bientôt deux mois. Le gouvernement a engagé une épreuve de force avec les syndicats, à la fin de la première quinzaine de janvier, ceux-ci ayant exigé une revalorisation des salaires, l'abandon de l'impôt dit « contribution politique » et le retour à une vie constitutionnelle normale. Le gouvernement a consenti certaines augmentations de salaires et, le 17 janvier, dans un message à la nation, le chef de l'État a annoncé un ensemble de mesures sociales. Enfin, dans une lettre adressée aux syndicats, le général Lamizana a appelé ceux-ci au calme « jusqu'à ce que des solutions concrètes soient trouvées ».

**En souhaitant un règlement négocié en Angola, Moscou veut éviter d'avoir à porter tout le poids des difficultés économiques de Luanda**

M. Kissinger, qui témoignait pour la première fois, jeudi 29 janvier, devant la sous-commission des affaires africaines du Sénat sur le rôle des États-Unis en Angola, a répété que la « crédibilité américaine » était en jeu dans ce conflit. Le secrétaire d'État a indiqué que l'Union soviétique avait, à la demande du président Ford, interrompu du 9 au 24 décembre 1975 son pont aérien acheminant des armes au M.P.L.A. Il a attribué au vote du Sénat, refusant les crédits aux adversaires du régime de Luanda, la reprise de ce pont aérien : « Après le vote du Sénat, les effectifs cubains ont plus que doublé, l'aide militaire soviétique a repris

sur une échelle encore plus grande et la diplomatie soviétique s'est montrée moins coopérative », a affirmé le secrétaire d'État, en précisant que « l'administration envisageait très sérieusement » de demander au Congrès de reconsidérer sa position sur une aide financière à la coalition F.N.L.A.-UNITA. Il s'agit d'une « aide financière ouverte », donc contrôlée par le Congrès.

A La Havane, M. Fidel Castro a fait jeudi l'éloge de la « sagesse » et de la « maturité » des parlementaires américains. Ils « savent tirer la leçon des événements », a assuré le premier ministre cubain à des journalistes.

De notre correspondant

au soutien « des mouvements de libération nationale des peuples luttant contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme ». Le « soutien matériel apporté au gouvernement légitime de la République populaire d'Angola » n'est dû, toujours selon l'agence Tass, qu'au sens que l'U.R.S.S. se fait de son devoir internationaliste et non pas à la recherche « de concessions dans les domaines politique, militaire ou économique ». La notion de « consolidation » n'est guère précisée par les Tass. Le journal, cependant, va plus loin en parlant de « règlement politique ». Une telle expression implique, en effet, dans la paix civile, un minimum de négociations entre les divers mouvements angolais, sinon entre tous les leaders de ces mouvements.

Pas de second Cuba

Le risque pour Moscou n'est plus, comme il y a deux mois, de voir les forces du M.P.L.A. chassées de Luanda. La guerre conventionnelle paraît bien avoir été gagnée par les troupes de M. Neto, grâce aux armes et aux conseillers soviétiques, ainsi qu'aux milliers de combattants cubains. Une telle victoire a cependant coûté très cher à l'Angola en dommages matériels et humains. Si aucun règlement politique n'est obtenu, la guerre conventionnelle risque, d'autre part, de se transformer en une lutte de guérilla, qui ne mettrait certes pas en péril le million du M.P.L.A. au pouvoir, mais qui pourrait se révéler très coûteuse pour le développement de l'ancienne colonie portugaise.

La C.I.A. et d'autres services occidentaux trouveraient aisément les modestes crédits nécessaires à la survie de ces guérillas, qui pourrissent longtemps encore dans les ruelles de Luanda. Dans cette hypothèse, non seulement l'Union soviétique devrait poursuivre son effort militaire, mais

elle deviendrait pratiquement l'unique tuteur de la jeune république africaine. C'est un rôle qui, financièrement, a déjà coûté extrêmement cher à l'U.R.S.S. dans le cas de Cuba. Rien n'indique que les dirigeants soviétiques soient prêts à se lancer dans une telle opération ; leur intérêt serait plutôt d'éviter à l'Angola de subir l'ostracisme international dont Cuba a tant souffert. Ce n'est sans doute pas un hasard si « l'observateur » des Tass consacre plusieurs paragraphes à dénoncer le blocus économique dont souffre déjà l'Angola, l'arrêt de l'exploitation par la Gulf Oil des gisements de Cabinda, l'attitude des banques américaines à l'égard du gouvernement de Luanda, l'intensification des actes de sabotage économique sur le terrain.

Si les ouvertures de l'article des Tass se concrétisent, Moscou éviterait donc un engagement politique et financier à long terme, tout en permettant à MM. Ford et Kissinger de « sauver la face » et en retirant des arguments à ceux que l'on qualifie ici d'« ennemis de la détente ». Une dernière question se pose : M. Brejnev s'est-il aussi peu préoccupé des avertissements de M. Kissinger que les sources américaines les plus autorisées ont bien voulu l'affirmer la semaine dernière ? On peut aujourd'hui nourrir quelque doute, tout en comprenant qu'il était impossible au dirigeant soviétique de reconnaître publiquement avoir abordé l'épineux sujet de l'Angola avec le secrétaire d'État américain.

Le ton général, quant aux relations américano-soviétiques, est en tout cas soudain à l'optimisme. Certain rédacteur en chef de la Pravda va même jusqu'à affirmer que la conclusion d'un accord sur les SALT n'est qu'une question de semaines, que M. Kissinger doit revenir à Moscou avant le congrès du parti communiste soviétique (24-28 février) et que M. Brejnev se trouvera à Washington dans le courant de mai. C'est ainsi que l'hebdomadaire Novoe Vremia fait preuve, ce vendredi matin dans son éditorial, d'une très grande compréhension à l'égard des contretemps qui affectent depuis quelque temps les négociations sur la limitation des armements stratégiques. « A l'issue des pourparlers de Moscou », écrit notamment cet hebdomadaire, « un progrès a été réalisé sur plusieurs questions concernant un accord à long terme de limitation des armes stratégiques. Sur les questions restantes, le dialogue se poursuivra. Des résultats aussi constructifs sont encouragés ».

PIERRE BIARNES.

JACQUES AMALRIC.

## DIPLOMATIE

**L'Europe ne peut plus se contenter de faire confiance aux Américains, déclare le ministre belge de la défense**

« L'Europe ne peut plus se contenter de faire confiance aux Américains », a déclaré M. Vandenberghe, ministre belge de la défense, dans un discours prononcé mercredi devant des dirigeants d'entreprise et rendu public jeudi 29 janvier.

« Aujourd'hui, nous mangeons dans la main des Américains. Que nous arriverait-il si le parapluie nucléaire des États-Unis disparaissait demain ? Nous serions dans une situation véritablement difficile », a-t-il poursuivi. L'Europe doit s'unir non seulement politiquement mais aussi militairement : « c'est une nécessité pour notre sécurité ».

Accusant l'Union soviétique d'« agression » et d'« expansionnisme », M. Vandenberghe a ajouté : « Les Soviétiques ont remporté une grande victoire en persuadant un certain nombre de gens, dans nos pays, que l'alliance atlantique n'est plus nécessaire à cause de la détente, que les dépenses militaires sont un gaspillage. Je suis un réaliste. En 1939, Hitler aussi parlait de détente ». Selon M. Vandenberghe, l'effort militaire soviétique est sept à huit fois plus important que celui de l'alliance atlantique.

« Des gens disent que si quelque chose va mal, les Américains nous aideront », a dit encore le ministre belge. Soyons prudent. Bien qu'il soit clair que l'intérêt des Américains, et non leur devoir, empêche l'Europe de tomber sous domination soviétique, il est également clair que les Américains nous abandonneront à notre sort s'ils se rendent compte que les Européens ne sont pas prêts à se défendre eux-mêmes ou à contribuer à l'effort nécessaire ».

Il a ajouté que si le gouvernement français « n'adopte pas une attitude de coopération » au cours des conversations entre Européens sur les armements qui vont s'ouvrir à Rome, « ses alliés seront contraints de poursuivre leur coopération dans le cadre de l'Euro-groupe (OTAN). Cela signifierait que le rôle de la France, lors de l'organisation de la production du matériel de défense et de son contrôle, ne serait que très limité » (A.P., A.F.P.)

## NOUVEAUTÉS SEUIL

**Philip Agee Journal d'un agent secret Dix ans dans la C.I.A.**

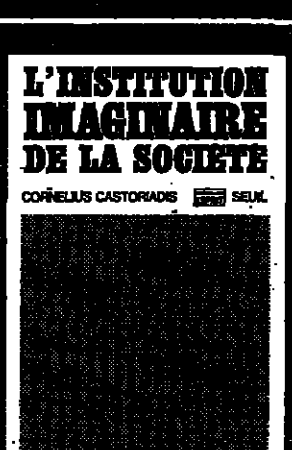


Le dossier le plus complet sur la C.I.A. : la structure, les méthodes, les procédés de recrutement, de propagande, d'espionnage, etc. « Fascinant de détails qui sonnent vrais... » Le Figaro. Collection Combats dirigée par C. Durand. 508 pages 49 F.



**David Cooper Une grammaire à l'usage des vivants**

Entre les vivants et la vie, la machine sociale a multiplié les écrans. C'est pour qu'il y ait plus d'authentiques vivants parmi nous que l'auteur nous propose cette grammaire dangereuse et excitante. Sur l'auteur de Mort de la famille. Trad. de l'anglais par M. Braudoux / Coll. Combats. 163 pages 25 F.



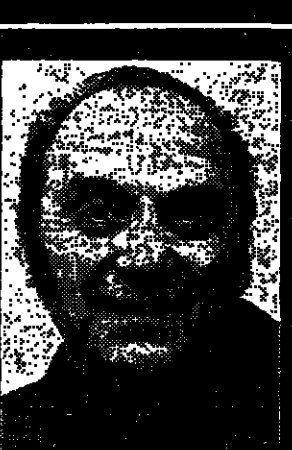
**C. Castoriadis L'institution imaginaire de la société**

« Castoriadis, c'est d'abord cela : une formidable explosion de pensée à l'air libre... Une pensée prophétique et non une pensée prévisionnelle... Un livre véritablement fondateur... » J. Julliard Le Nouvel Observateur. Coll. Esprit « Cité prochaine » dirigée par J.M. Domenach. 512 pages 50 F.



**Gérard Chaliand Mythes révolutionnaires du tiers monde**

« Dans l'étude comparée des mouvements révolutionnaires du tiers monde, Gérard Chaliand est, à ma connaissance, sans égal... » Noam Chomsky. Coll. L'Histoire immédiate dirigée par J. Lacouture. 272 pages 35 F.



**Charles Levinson La démocratie industrielle**

Pourquoi la démocratie s'arrête-t-elle à la porte des entreprises ? Les salariés seraient-ils incapables de participer réellement aux décisions qui engagent leur avenir ? Coll. Économie & Société dirigée par E. Blanc. 504 pages 38 F.



**Carl Amery Fin de la providence**

Notre civilisation judéo-chrétienne s'est donné l'assurance que le monde est fait pour être exploité par l'homme. Aux dépens de qui, ses croyances se sont-elles imposées ? A quelle critique devons-nous la soumettre aujourd'hui ? Coll. Essais dirigée par A. Petitjean. 224 pages 30 F.

**Le premier congrès du seul parti légal d'opposition s'ouvre à Kaolack**

De notre correspondant

Dakar. — Seul parti légal d'opposition, le parti démocratique sénégalais (P.D.S.) ouvre son premier congrès national le 30 janvier à Kaolack, seconde ville et « capitale arachidère » du pays.

Dans une Afrique vouée aux régimes de parti unique, l'événement doit être porté au crédit du chef de l'État.

Le climat dans lequel se tiennent ces premières assemblées nationales du P.D.S. conduit cependant à s'interroger sur les intentions réelles du pouvoir. Pour ne pas être purement formel, le multipartisme, inscrit dans la Constitution et remis en vigueur en août 1974 (le P.D.S. reçut alors l'autorisation de se constituer dans le cadre des lois et règlements), supposait qu'un certain nombre d'autres conditions, juridiques et politiques, fussent remplies. Il fallait que le gouvernement et le parti, jusqu'à présent unique dont il est l'émulation, l'Union progressiste sénégalaise (U.P.S.), jouent loyalement le jeu.

Jusqu'à l'été dernier, on a eu le sentiment qu'il en allait bien ainsi. Le jeune parti d'opposition s'implantait sans trop d'entraves. Son organe mensuel, le Démocrate, ne se heurtait à aucune censure ; sa liberté de ton, pas toujours exempte de démagogie, lui valait une assez large audience. Après quelques combats d'arrière-garde, les fonctionnaires de la radio nationale acceptaient de passer ses communications. M. Abdoulaye Wade, son fondateur et secrétaire général, était invité à toutes les réceptions officielles. Au printemps de 1975, une douzaine de militants du parti gouvernemental furent même inculpés et emprisonnés pour avoir molesté, à Kola, en Casamance, des partisans du P.D.S.

Récemment, enfin, à l'occasion d'un conseil national de l'U.P.S., M. Senghor a réussi à faire admettre le principe du pluralisme syndical comme corollaire du pluralisme politique : désormais les adhérents de la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal (C.N.T.S.) ne seront plus automatiquement membres de l'U.P.S. Les travailleurs, sous certaines conditions, qui res-

tent à définir, pourront se syndiquer dans d'autres centrales que celle actuellement liée et même intégrée au pouvoir.

Depuis octobre 1975, le parti gouvernemental, comme s'il avait pris subitement conscience du danger d'une concurrence qu'il avait jusqu'alors atténuée, s'est lancé dans une vigoureuse contre-offensive. Il est à peu près certain que des pressions — pas toujours loyales — ont été exercées sur certains cadres afin de les détacher du P.D.S. D'autre part, le journal national le Soleil, contrôlé par l'État et seul quotidien du pays, a été transformé au cours des derniers mois en porte-parole du parti au pouvoir, ne parlant du P.D.S. que pour rayer ses déboires, passant à peu près systématiquement sous silence ses activités, même les plus importantes, et ses succès. Ces derniers jours, enfin, les responsables du P.D.S. paraissent avoir eu le plus grand mal à trouver un local à Kaolack pour tenir leurs assemblées.

Fait plus grave encore, un code électoral confirmant le système actuel de scrutin de liste nationale majoritaire à un tour, serait en cours d'adoption, écartant définitivement toute possibilité pour l'opposition d'être un jour représentée au Parlement... sauf à y conquérir la totalité des sièges.

Traité de la sorte, le P.D.S. n'en est pas moins admis à poursuivre ses activités. En outre, un troisième parti, qui sera, indique une source officielle, « marxiste-léniniste », « communiste national » va voir le jour.

(1) L'adoption de deux lois dans une dépêche d'agence de presse annonce la classification des partis politiques dans une déclaration du président Senghor que nous avons rapportée (le Monde du 28 décembre). Le texte correct était : « Le président a proposé un schéma permettant l'existence des trois partis existant les courants de pensée « libérale et démocratique », « socialiste et démocratique », et « marxiste-léniniste ». L'Union progressiste sénégalaise (parti gouvernemental) étant classée dans la deuxième catégorie et le Parti démocratique sénégalais dans la première ».







# AMÉRIQUES

# ASIE

## CÉDÉ EN PRINCIPE PAR LE CHILI AUX BOLIVIENS Le couloir d'Arica donnerait aux Brésiliens une fenêtre sur le Pacifique

Correspondance

Le ministre péruvien des affaires étrangères a proposé au gouvernement de Santiago, le 29 janvier, d'ouvrir des conversations bilatérales pour étudier le problème de l'accès de la Bolivie à la mer. Un traité signé entre Lima et Santiago en 1929 interdit en effet au Chili toute modification unilatérale du statut de la région d'Arica, à la frontière des deux pays, où se situe le couloir qui permettrait à la Bolivie d'avoir un accès vers l'océan Pacifique en cas d'accord.

Buenos Aires. — Le général Pinochet pourrait encore se tailler un beau succès diplomatique. En offrant de céder à la Bolivie un couloir le long de la frontière entre le Chili et le Pérou — permettant ainsi à la Bolivie de recouvrer son littoral maritime perdu à la suite de la guerre du Pacifique, en 1879 — le gouvernement de Santiago espère relever son prestige international. Le général Hugo Banzer, président de la République bolivienne, qui aurait ainsi l'occasion de donner à son pays un accès à la mer et de satisfaire une aspiration nationale presque centenaire, pourrait, par là même, renforcer son régime.

Buenos Aires. — Le général Banzer, arrivé au pouvoir, en 1971, du général Banzer et s'est, depuis lors, acquis une solide position en Bolivie, serait en mesure de rendre indirectement pied sur la côte du Pacifique. Brésiliens n'ont pas manqué ses efforts pour réconcilier Santiago et La Paz — qui ont rétabli en 1974 des relations diplomatiques rompues en 1962 — et pousse un accord définitif entre les deux capitales. Les régimes militaires seraient renforcés de cette opération diplomatique et le gouvernement, en prime, à affaiblir le gouvernement bolivien et révolutionnaire de Lima, qui — la frange territoriale offerte à la Bolivie ayant appartenu au Pérou avant la guerre du Pacifique — doit être considérée comme une parcelle de terre en pleine souveraineté, une zone territoriale bolivienne par une frange territoriale péruvienne. Dans ce cas, la Paz considère l'offre comme « une base globale de négociation », tout en mettant en question des points secondaires de la contre-proposition chilienne : extension et localisation des territoires de compensation, éventuelle délimitation du couloir frontalier, montant des indemnités à payer par la Bolivie pour les installations portuaires et ferroviaires, utilisation des eaux du rio Lauca — ce problème ayant été à l'origine de la rupture des relations diplomatiques en 1962.

La solution trouvée à ce différend frontalier n'est pas totalement nouvelle. A deux reprises, Santiago et La Paz ont été sur le point de signer un traité. En 1951, les présidents Gonzales Videla et Mamerto Urriolagoitia étaient déjà parvenus à un accord. Le président Truman, qui révéla prématurément la nouvelle lors de l'inauguration à Washington de la conférence de l'O.E.A., sembla la méfiance parmi les négociateurs. L'insurrection populaire de 1953 à La Paz mit un terme aux pourparlers.

En 1970, M. Eduardo Frei et le général Alfredo Ovando, chefs des gouvernements chilien et bolivien, étaient de nouveau parvenus à s'entendre. C'était à la veille des élections chiliennes. Outre M. Radomiro Tomic, candidat de la démocratie chrétienne, M. Arturo Alessandri, du parti national, et Salvador Allende, qui

## LE HONDURAS ET EL SALVADOR VONT RENOUVER LEURS RELATIONS

(De notre correspondant.)

Mexico. — Prés de sept années après la « guerre du football » (1), qui avait éclaté entre le Honduras et El Salvador, les deux pays paraissent désormais prêts à rétablir leurs relations diplomatiques et à reprendre leurs échanges économiques.

Le ministre des affaires étrangères salvadorien, M. Mauricio Borghino, s'est, en effet, rendu le 28 janvier à Tegucigalpa, capitale hondurienne, en compagnie de M. Alejandro Orfila, secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.). M. Borghino a déclaré qu'un traité de paix pourrait être signé incessamment entre les deux pays.

La guerre de 1969 avait eu pour origine un conflit frontalier entre le Honduras et El Salvador, et le mécontentement des autorités de San Salvador devant des mesures prises par Tegucigalpa pour contrôler l'immigration de leurs ressortissants. D'autres incidents frontaliers avaient eu lieu depuis, et toutes les tentatives de réconciliation menées par l'O.E.A. ou par les pays voisins avaient échoué. Cette situation avait aggravé les difficultés déjà graves du marché commun centre-américain.

(1) Allende démissionne parce que l'autorité avait suivi un match de football entre le Honduras et El Salvador.

## Etats-Unis

## Le rapport de la Chambre sur les services secrets américains ne sera pas publié à la date prévue

Sur recommandation de sa commission du règlement (chargée principalement de fixer l'ordre du jour des séances), la Chambre des représentants a décidé, le 29 janvier, de reporter de quarante-six jours la publication du rapport final de la commission d'enquête sur les activités des services secrets américains que préside le représentant démocrate de New-York, M. Otis Pike. La majorité s'est ainsi ralliée aux instances de la Maison Blanche, qui réclamait un droit de regard sur le texte intégral du rapport avant sa mise en circulation pour en éliminer les passages choquant les dépositions de hauts fonctionnaires requises sur les commissaires. M. Pike affirme qu'il n'a jamais conclu pareil com-

promis et que, si la Maison Blanche « exploitait » le résultat de ses travaux, il préférerait enterrer son rapport, dont d'ailleurs de très larges extraits ont filtré dans la presse américaine.

Pour satisfaire les deux parties en présence, la Chambre a voté jeudi également la prolongation jusqu'au 11 février — du mandat de la commission, qui devait expirer le 31 janvier. La porte reste donc ouverte à un accommodement. Du moins si M. Pike ne prend pas comme un affront personnel le désaveu temporaire que la Chambre lui a infligé.

Il faut se rappeler en effet que c'est grâce à un concours de circonstances que M. Pike a été nommé à la présidence de la commission. Après quinze ans de députation, le représentant de la première circonscription de l'Etat de New-York ne s'était encore que récemment imposé à une sous-commission permanente de la Chambre. L'enquête sur les services secrets aurait dû revenir à une commission chargée de superviser les réseaux de renseignements américains, mais l'on découvrit que son président, M. Lucien Nedzi, avait, dans l'exercice de ses fonctions, fait preuve de plus de complaisance que de vigilance. Le 17 juillet 1975 la Chambre confia donc la tâche de la commission à M. Pike, à une commission constituée spécialement à cette intention, en donnant la présidence à M. Otis Pike — et lui votait 750 000 dollars de frais d'enquête. M. Pike va-t-il « rater » la promotion publicitaire, donc électorale, que ce coup de chance lui a offert ?

A. C.

PAUL VI MIS EN CAUSE

Rome (Reuters). — L'hébdomadaire milanais Panorama publie les extraits d'un livre, *Les Américains en Italie*, qui sera prochainement édité. Les auteurs affirment que, de 1942 à 1949, alors qu'il était à la secrétairerie d'Etat, Paul VI a coopéré avec les services de renseignements américains.

D'après les auteurs, les relations entre le Vatican et l'Office des services stratégiques (O.S.S.), précurseur de la C.I.A., ont commencé en 1942, lorsque le Vatican a fourni aux Etats-Unis des cartes géographiques secrètes indiquant les positions stratégiques japonaises.

Cette opération, destinée à montrer la bonne volonté du Vatican, a été menée par celui qui n'était encore que Mgr Montini. Ils ajoutent qu'après la guerre, en collaboration avec les Américains, le Saint-Siège a joué un rôle de premier plan dans l'organisation de la campagne anticommuniste. M. Federico Alessandrini, porte-parole du Vatican, a qualifié ces affirmations de « fiction politique ».

## Chine

## UNE NOUVELLE CAMPAGNE DES « CENT FLEURS » ?

## Le P.C. relance le débat sur la création artistique afin de lutter contre la sclérose et la passivité

De notre correspondant

Pékin. — Un débat, commencé avant la mort de Chou En-lai, se développe sur les problèmes de l'art, de la littérature et de la culture en général. Les deux poèmes du président Mao, publiés le 28 janvier, attirent déjà l'attention sur le phénomène de la création. D'un style très classique, dont l'origine remonte à plus de deux mille ans, ils imposent des règles que, depuis la révolution culturelle, on avait tendance à rejeter comme inutilement contraignantes.

Différents textes publiés depuis laissent entendre que le président Mao, ne s'en tenant pas à cet exemple, récommence à faire diffuser des directives touchant à la littérature et à l'art. Elles font l'objet de discussions dans tout le pays. Les signes de mouvement, domine de nouveau, dans le domaine culturel sont d'ailleurs apparents, et deux anciennes revues littéraires ont repris leur publication.

Le débat engagé est présenté comme un prolongement de celui qui se poursuit depuis novembre à propos de l'éducation, et qui ne peut rien de son intensité. Le lien entre les deux campagnes est établi par un article du *Dra-*

peau rouge de janvier sur « la dictature du prolétariat et la grande révolution culturelle ». Il note que la bourgeoisie s'appuie sur le double « fief » de l'éducation et de la culture pour lutter « contre la classe ouvrière ». Et de rappeler les termes avec lesquels le président Mao, avant la révolution culturelle, brocardait le ministère de la culture, proposant de le rebaptiser « ministère des empereurs, généraux, intellectuels et belles dames ». Commentant, d'autre part, dans le *Quotidien du peuple* du 7 janvier, le film *Rhapsodie* (qui traite de la révolution dans l'éducation), le critique Chu Lan — remarqué notamment, en février 1974, pour ses attaques contre l'opéra *Grande traversée* — soulignait que « les bulles dans tous les domaines de la superstructure sont étroitement liées ». Il se félicitait que « notre littérature et notre art créateurs se soient plus étroitement liés à la lutte en cours et à la révolution culturelle ». Tel n'est pas, cependant, l'avis

de tout le monde, et cela dans tous les domaines. Le 13 décembre, dans un article consacré à l'art musical et à la chanson, le *Quotidien du peuple* regrettait la parité des « bonnes créations ». Selon le journal, de trop nombreuses œuvres, sous prétexte de réalisme descriptif, ne parviennent pas à « refléter la vie intérieure des paysans, ouvriers et soldats ». Dans une critique nuancée mais ferme, il notait « un manque de profondeur dans l'expression idéologique » de maintes œuvres. « Le marxisme, ajoutait-il, ne refuse pas d'utiliser les formes artistiques anciennes. La question est de modifier les formes anciennes, de manière qu'elles répondent à un contenu nouveau ». Et de souligner comment « améliorer la qualité de la création ? Tel est le problème fondamental à l'heure actuelle ».

Qu'un problème de la qualité de la création artistique se pose, voilà qui ressort également de textes divers — et de quelques conversations — où il est fait référence avec une inhabituelle insistance, au discours de février 1957 du président Mao sur « la juste solution des contradictions au sein du peuple », celui-là même qui lançait l'expérience des « cent fleurs ». L'article du 13 décembre du *Quotidien du peuple* évoque ce souvenir historique et n'hésite pas à l'actualiser. « Bien des problèmes, écrit-il, attendent d'être résolus, par exemple celui de savoir comment doit être appliquée correctement, dans l'art de la chanson, la directive du président Mao : « Que cent fleurs s'épanouissent, et que cent écoles rivalisent ; que l'ancien serve le présent, et que ce qui est étranger serve la Chine ».

Le comité du parti de l'université de Tsinghua, cité le 11 janvier par le journal, a recouru à la même référence : « Nous devons, dit-il, appliquer plus complètement le principe : « Que cent fleurs s'épanouissent, et que cent écoles rivalisent », afin que les professeurs osent exprimer leurs vues sur les moyens de mieux réaliser la révolution dans l'éducation ; qu'ils osent discuter et critiquer ».

Rien n'indique que l'on s'en tienne à un retour au passé. Chacun, au contraire, souligne la nécessité de parachever la révolution dans le domaine de l'art. Le *Quotidien du peuple* dénonce le 7 janvier l'opinion exprimée, par exemple, selon laquelle les œuvres modernes révolutionnaires entraîneraient le développement de la culture. Le nouveau Opéra de Pékin, réformé par Mme Chang Ching, est expressément cité comme un modèle dont l'expérience doit être soigneusement étudiée. Mais, ajoutait le journal, il s'agit là de « questions de ligne qui doivent être clarifiées par voie de discussion ».

## Imagination

et audace créatrice

C'est ici que prend tout son sens la référence au discours de février du président Mao, « Pour déterminer ce qui est juste et ce qui est erroné, on s'en tient au fait, et non à l'opinion ». Il faut adopter une attitude prudente, encourager la libre discussion et se garder de tirer des conclusions hâtives.

Tel est apparemment l'essentiel du message qui est actuellement transmis, et qui correspond bien aux préoccupations « unitaires » qui se manifestent dans d'autres domaines. Il signifie que le parti s'inquiète d'une sclérose de l'art révolutionnaire qui peut atteindre la Chine comme elle a touché d'autres pays socialistes. Cette sclérose résulte avant tout de la crainte qu'éprouvent artistes et intellectuels à innover, à prendre le risque de révéler un conformisme officiel, quitte à se réfugier dans une prudente passivité. Personne n'est invité — pas plus qu'à l'époque des « cent fleurs » — à contester les grandes orientations du régime et surtout pas à oublier la lutte des classes ni la dictature du prolétariat. Mais, dans ce cadre, il faut faire preuve d'un peu plus d'imagination et d'audace créatrice. Et rien n'empêche auteurs et artistes de puiser un peu plus à la fois dans la longue tradition artistique de la Chine et dans les expériences de l'étranger.

Il y a tout juste deux ans, cependant, le *Quotidien du peuple* s'inquiétait de l'influence que « la musique et la culture bourgeoises » pouvaient exercer sur la nouvelle génération et qualifiait sans complaisance Beethoven de « compositeur allemand bourgeois ». Mais le 20 octobre 1975, en l'honneur du chancelier Schmidt, l'orchestre de l'armée interprétait un menuet du même Beethoven ainsi que l'ouverture d'un opéra de Weber.

Le vent a-t-il tourné ? Un débat, plus ouvert que ces dernières années, paraît au moins entamé. A en croire l'un de nos interlocuteurs, c'est précisément le long travail d'éducation effectué dans le peuple depuis la révolution culturelle — et notamment à travers les campagnes sur la critique de Confucius et l'étude de la dictature du prolétariat — qui permet aujourd'hui de l'aborder.

ALAIN JACOB

## Commentant un « testament » publié au Japon

## L'agence Tass écrit que Chou En-lai était inquiet pour l'avenir de son pays

Les quotidiens japonais *Sankei Shimbun* a publié, jeudi 29 janvier, un document présenté comme le testament politique de Chou En-lai. Selon M. Yamane, rédacteur en chef adjoint du journal, c'est une source de Hongkong, Chou En-lai aurait laissé une lettre posthume résumant sa philosophie politique, et que sa femme, Mme Tang Ying-chao, aurait distribué aux membres du comité central du P.C.C.

Le texte, dont le journal japonais rapporte la substance, porte sur les problèmes diplomatiques et économiques et la vie du parti. Il est ressort que la diplomatie chinoise n'est pas seulement un jeu d'échecs, mais un jeu d'inspiration, paix mondiale, combat qui passe par la coopération entre les forces socialistes et démocratiques. Le principe du maintien de l'unité nationale, du prolétariat, inscrit dans la nouvelle Constitution, est, selon ce texte, à la base de la diplomatie chinoise.

## Aucune référence à l'U.R.S.S.

En conséquence, la coopération entre les nations socialistes et le tiers-monde est une nécessité absolue. En ce qui concerne l'économie, le document fait état des « erreurs que la révolution culturelle a corrigées », du rôle des experts et de la nécessité de coopérer avec les puissances capitalistes telles que les Etats-Unis et le Japon.

La question de l'authenticité de ce document divise les experts, même dans la rédaction du *Sankei Shimbun*, ancien correspondant du journal à Pékin, estime « impossible » que l'ancien premier ministre ait écrit un tel « testament », qui a cependant été immédiatement commenté par l'agence Tass. Il n'est pas étonnant, écrit Tass, que Chou ait

## LIQUIDATION

de tout le stock de vêtements de luxe et chemiserie pour hommes

Costumes - Vestes - Pantalons  
Imperméables - Pardessus - Chemiserie  
Pulls - Peausserie - Fourrures  
et quantité d'autres articles

ANTHONY

142, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS

**Le Soleil ou la Neige**  
de l'ITALIE avec EKSION  
- La DOLCE VITA et les splendeurs de Rome, Naples, Venise, Florence, Sorrente. En week-end ou pour une et même plusieurs semaines !  
(de 780 f à 1885 f PARIS/PARIS)  
- La mer bleue en Sicile à Taormine  
(1 semaine de 1495 f à 2895 f PARIS/PARIS)  
- La neige immaculée au Club-Hôtel VALTUR dans les DOLOMITES (de 935 f à 2515 f, 1 semaine PARIS/PARIS, en pension complète, leçons, remontées, avantages club inclus)  
- Les croisières de rêve sur de magnifiques paquebots en Méditerranée.

**LES «PRODUITS» T.V. AU BANC D'ESSAI**  
- Pour 60 jours, vous pouvez essayer gratuitement les produits de consommation, Gault, Millaud, etc. sans aucun engagement. Les produits alimentaires, cosmétiques, parfums, etc. sont livrés à domicile. Le tarif est de 20 f. Le Nouveau Guide Gault-Millaud de janvier, chez votre marchand de journaux.

**ALLIER VOYAGES**  
31, rue Gérard - 75013 PARIS - Tél. 580-72-86  
(Lc. B 74-046)  
Vous informe de l'ouverture de son deuxième point de vente :  
29, rue Pascal - 75005 PARIS - Tél. 70-71-71  
TOURISME - BUS - TRAIN - AVION - BATTEAU  
toutes destinations











## MÉDECINE

La polémique sur les centres de prélèvements sanguins

**Si nous ne pouvons plus produire en France nous reprendrons nos productions à l'étranger**  
déclare M. Mérieux

« Notre métier c'est de prendre des risques. C'est l'industrie », a déclaré le vendredi 30 janvier à midi aux journalistes qui ont été portés contre l'Institut qu'il dirige, après la question écrite posée par M. Chau, député socialiste, au ministre de la Santé, sur le commerce du sang (Le Monde du 29 janvier).

Le docteur Mérieux a rappelé l'ambiguïté dans laquelle se trouve, à propos des dérivés du sang humain, son Institut, depuis 1952, date de la loi régissant le prélèvement du sang et la vente des produits sanguins en France. Il fabriquait et continuait de fabriquer depuis des produits indésirables qu'il était seul à pouvoir à l'époque réaliser.

Fabricant et vendeur de gamma globuline (anti-corps) d'origine humaine contre la coqueluche et contre le tétanos, l'Institut Mérieux possède des visas pharmaceutiques en règle qui mentionnent l'origine des produits. Mais les centres d'où ils proviennent n'ont jamais été agréés par la Commission nationale de la transfusion sanguine. Cinq de ces centres à Paris, Lyon, Marseille, Nancy et Seyssel emploient plus de cinquante personnes. Ils vont

être fermés d'ici quelques mois sur décision de Mme Simone Veil. Un centre comparable, et légal, celui-là, est installé par l'Institut Mérieux en Floride depuis un an et continuera pour sa part à fonctionner. La perte de chiffre d'affaires liée à l'interdiction de vente des produits fournis par un centre sur le sol français est de l'ordre de 8 % du chiffre d'affaires global consolidé.

MM. Mérieux père et fils ont insisté, lors de leur conférence de presse, sur la nature du service public rendu. Ils ont précisé qu'ils sont prêts à renoncer à tout profit dans ce domaine s'ils peuvent garder le bénéfice purement moral des retombées technologiques et maintenir l'emploi.

« Si nous ne pouvons plus produire en France, nous reprendrons nos productions à l'étranger. Nous retournerons sur nos pieds et n'y perdrons pas. Mais la France ? »

« L'accusation portée contre nous est à la limite de la diffamation pour ce qui concerne notamment le trafic de sang des pauvres, que nous dénonçons obstinément. Nous n'avons jamais rien fait d'illicite dans ce domaine. »

## LA COMMISSION FOUGÈRE PRÉCONISE UNE FORMATION SPÉCIFIQUE ET UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES MÉDECINS GÉNÉRALISTES

Le ministère de la Santé vient de rendre public le rapport de la commission chargée de l'étude des problèmes relatifs à la formation du médecin généraliste, dite « commission Fougère ». Ce groupe de travail, formé en juillet 1973, qui rassemblait des représentants de la profession médicale (ordre et syndicats médi-

caux), du ministère de la Santé et du secrétariat d'État aux universités, a terminé ses travaux à l'automne dernier. Depuis, il se consacre à l'étude des problèmes généraux de formation des médecins, notamment dans l'optique d'une réforme de l'internat et de l'accès aux spécialités (Le Monde du 6 mai 1975).

« S'il faut rendre sa vraie place au médecin généraliste, souligne tout d'abord le rapport de la commission, c'est sans doute parce qu'il l'a perdue (...). Le développement de la médecine hospitalière et de la médecine de spécialités a réduit le champ d'action de la médecine omnipraticienne, mais dans le même temps la demande de soins à laquelle celle-ci doit répondre (...) a augmenté. » Selon la majorité des membres de la commission, la crise de la médecine générale sera durable, malgré l'augmentation du nombre annuel de diplômés, notamment en raison de l'attraction des spécialités et de la médecine salariée, surtout chez les femmes, en proportion croissante chez les étudiants.

Pour assurer le renouvellement de la médecine générale, la commission propose donc trois séries de mesures, et elle souligne qu'elles devraient être « concurremment appliquées ».

1) Une formation spécifique du généraliste : dans sa grande majorité, la commission a reconnu que le mode de formation du médecin généraliste était « gravement défectueux » : trop grande place aux matières dites fondamentales dans le premier cycle, lacunes dans l'enseignement des matières médicales (obstétrique, dermatologie, pédiatrie, thérapeutique...), pratique médicale abordée trop tard. Une forte majorité des membres de la commission se sont prononcés en faveur de l'instauration d'un troisième cycle de formation spécifique, d'une durée de deux ans, incluant le stage interne actuel : obligatoire pour l'exercice de la médecine générale, ce cycle com-

porterait, outre des enseignements médicaux complémentaires, « des stages dans les hôpitaux ou dans des structures médico-sociales comportant des responsabilités de soins et une période de stage chez le praticien ». A propos du projet actuel de réforme de l'internat, la commission a exprimé quelques inquiétudes : « Il est à craindre que les postes hospitaliers les plus intéressants ne soient occupés par les internes futurs spécialistes. Il serait nécessaire qu'un nombre suffisant (de ces postes) soient réservés aux étudiants du troisième cycle du généraliste. »

2) L'augmentation du nombre de généralistes. — Si l'augmentation du nombre d'omnipraticiens est insuffisante, il ne faudra pas hésiter à relever le nombre de clauses La commission estime d'autre part qu'il sera peut-être nécessaire de corriger les inégalités de la répartition territoriale des effectifs médicaux par une redistribution des étudiants entre les U.E.R. en fonction des besoins médicaux des régions, « la répartition actuelle privilégiant les régions les plus médicalisées ».

3) L'amélioration des conditions d'exercice, par le développement de la médecine de groupe, l'augmentation du nombre d'auxiliaires médicaux, la diminution du nombre de visites à domicile.

« Le docteur Thomas French, psychanalyste éminent et directeur de l'Institut de psychanalyse de Chicago, est décédé le mardi 27 janvier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il était l'auteur de plusieurs ouvrages faisant autorité dans sa spécialité. — (A.P.) »

## SCIENCES

**Les ventes de technologie nucléaire**

(Suite de la première page.)

L'accord conclu entre l'Allemagne et le Brésil prévoit, semble-t-il, que la ré-exportation par le Brésil d'une technologie allemande n'est autorisée que dans le cas où le pays tiers a passé un accord avec l'Agence de Vienne. Pour sa part, la France avait demandé à la Corée du Sud d'accepter une clause limitant les possibilités de copie de l'usine-pilote de retraitement. Là encore, l'Agence de Vienne surveille le respect de cette clause.

**Les problèmes de financement**

En revanche, les négociateurs n'ont pas retenu la suggestion américaine d'envisager à l'avenir des centres multinationaux de retraitement où les pays possédant des réacteurs nucléaires feraient retraiter le combustible ; ce qui aurait permis de mieux contrôler l'usage fait du plutonium contenu dans ces combustibles. La réalisation de telles usines multinationales pose de difficiles problèmes de financement, et il n'est pas certain que les pays tiers utiliseraient leurs services.

Pour l'instant, les États-Unis se sont contentés d'exercer une forte pression sur la Corée du Sud pour qu'elle renonce à l'achat de l'unité-pilote de retraitement que la France était prête à lui vendre. Le département d'État aurait, selon des rumeurs qui courent à Washington, fait savoir qu'il ne pourrait pas donner l'autorisation de vente d'un réacteur nucléaire américain si la transaction commerciale avec la France était signée. Bien que le gouvernement de Séoul soit signataire du T.N.P. et ait accepté toutes les demandes françaises supplémentaires de contrôle, la vente est donc momentanément suspendue. Les livraisons de matériel n'ont pas commencé. La France poursuit néanmoins ses négociations avec le Pakistan.

DOMINIQUE VERGUESE

## Le Monde de l'éducation

numéro de février

### L'ORIENTATION

**LES RÈGLES CACHÉES DU JEU**, par Catherine ARDITTI

L'orientation est un redoutable casse-tête pour les familles. Théoriquement, ce foisonnement d'options et de filières doit permettre à chaque élève de trouver « sa » place en fonction de ses goûts, de ses aptitudes et des débouchés. Mais ce choix est en grande partie illusoire : l'orientation est aussi une sélection et une élimination.

**PRIORITÉ AU DIALOGUE AVEC LES PARENTS**

L'orientation est maintenant régie par de nouvelles procédures qui mettent l'accent sur l'information et le dialogue. C'est dès le début de l'année que les parents doivent s'en préoccuper.

**LES OPTIONS ET LES FILIÈRES**

Des tableaux pour y voir clair.

**« MAÎTRE ÈS LETTRES, SERRURIER, CHERCHE SITUATION EN RAPPORT »**

Le témoignage d'un étudiant « orienté » vers les lettres qui, au terme de ses études, se retrouve chômeur et se reconstruit vers la serrurerie...

**COMMENT S'INFORMER**

Les organismes susceptibles d'aider et de conseiller les parents.

**MICHEL BUTOR : « L'Université française est plus fermée sur elle-même qu'avant 1968 »**

Bien que docteur ès lettres, l'écrivain MICHEL BUTOR ne peut pas être professeur en France. Dans une interview, il explique les raisons de son « exil » à Genève, juge l'Université française et parle de la place de l'écrivain et de la littérature dans l'enseignement.

**PORTUGAL : la réforme à l'épreuve de la « normalisation »**, par Guy HERZLICH

Depuis la « révolution des œillets », l'enseignement portugais a été profondément bouleversé. Mais l'illusion lyrique des premiers mois a disparu et la réforme a de plus en plus de mal à s'imposer.

**UN BON ÉLÈVE**, par Jean GUENOT

Ce clochard qui siffle son nom entre ses dents, affaîlé sur une bouche de métro, c'est Couvard... On était à l'école ensemble. C'était le meilleur élève de la classe. Comment en est-il arrivé là ?

**NOUVELLES DE L'ÉTRANGER**

Belgique : deux ans pour refaire l'Université.  
Grande-Bretagne : le ministre, la loi et la crise.

**VIE DE LA CLASSE**

Instituteur à Angerville. Nouveaux manuels. Apprendre l'enfant aux enfants, par le Dr GALLERAND. Savoir... Mais quel ? par Louis PROMEYRAT.

**SPECTACLES POUR ENFANTS**

Théâtre : Trouver le ton juste. Cinéma : « Protéger » les enfants de la médiocrité. Des adresses de théâtres, de cinémas et de cinémas.

**GRANDES ÉCOLES**

L'E.S.S.E.C. à Cergy : Des étudiants dans la cité.

**FORMATION CONTINUE**

Les « héros » du Conservatoire national des Arts et Métiers.

**INFORMATIONS PRATIQUES**

Les métiers de l'agronomie. Au « Bulletin officiel ».

**LES LIVRES - LES REVUES**

Le n° : 5 F - Abonnements (11 n° par an)  
France : 50 F - Étranger (voie normale) : 68 F

## LE TARIF LE MOINS CHER VERS LES ETATS-UNIS SANS LES CONTRAINTES DU CHARTER.

NEW YORK

1619 F

BOSTON

1591 F

WASHINGTON

1796 F

CHICAGO

1877 F

DENVER

2785 F

LOS ANGELES

2398 F

SAN FRANCISCO

2398 F

Ce sont les nouveaux tarifs Apex aller et retour TWA avec départs quotidiens de Paris sur vols réguliers 747 et 707.

Comme il ne s'agit pas de charters, vous bénéficiez du service complet TWA : un choix de 3 plats en classe économie, une sélection de 2 films et 8 programmes musicaux sur chaque vol.

En outre, vous pouvez poursuivre votre voyage vers l'une des (ou toutes les) 35 villes américaines du réseau intérieur TWA en bénéficiant de tarifs aussi réduits. Alors que sur un charter vous auriez payé plein tarif pour la suite du voyage.

Si vos plans changent pendant votre séjour en Amérique, et si vous désirez rentrer plus tôt, vous pouvez reporter la valeur de votre billet à valoir sur un tarif régulier, sans le perdre intégralement comme avec un charter.

Mieux encore, les tarifs enfants sont encore moins chers que sur un charter. Les conditions sont simples. Vous devez réserver et régler deux mois avant votre départ et séjourner entre 22 et 45 jours.

Enfin, si vous deviez annuler avant le départ, les frais d'annulation s'élèveraient au minimum à 256 francs ou au maximum à 10 % et vous pouvez même vous assurer à titre personnel contre ce risque.

Ces tarifs sont soumis à l'approbation gouvernementale et peuvent être modifiés sans préavis.

Ils offrent jusqu'à 52 % de réduction sur les tarifs réguliers d'hiver en classe économie. Et vous profitez en plus d'un luxe et d'une liberté qui font défaut aux charters.

Appelez votre agent de voyages ou TWA, 720.62.11. Demandez les tarifs Apex TWA.



\* Un accord international nous oblige à percevoir un léger supplément pour les distractions en vol.

مكتبة من الأصل



# SCIENCES

Les ventes de technologie nucléaire

# ÉCONOMIE

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

Le secrétariat de la formation d'une spécialité

# ÉDUCATION

## Crise à l'université de Clermont-Ferrand

### Plusieurs U.E.R. réclament une « partition »

L'élection du président de l'université de Clermont-Ferrand, qui devait avoir lieu ce vendredi 30 janvier — le mandat du président sortant, M. Robert Kohlmeier, venant à expiration — a été reportée et la réunion du conseil académique a été annulée. En effet, le secrétariat d'Etat aux universités a décidé d'engager une procédure légale pour envisager un partage de l'université de Clermont-Ferrand, qui compte quatorze mille cinq cents étudiants et neuf cents enseignants environ. Cette décision a été annoncée le 29 janvier par le recteur de l'académie. Les conseils de cinq unités d'enseignement et de recherche — droit, sciences économiques, médecine, pharmacie, odontologie — ont demandé un tel partage de l'université, souhaitant se séparer des autres unités. Dès la constitution de l'université, le problème était posé : les professeurs de la faculté de médecine craignaient notamment la cohabitation avec celle de lettres, plus agitée. En fait, les statuts de

## DEUX ÉTUDIANTS ET UN JOURNALISTE MALMENÉS À NANTERRE

Un journaliste de Valeurs actuelles et deux étudiants responsables nationaux de l'Union nationale universitaire (UNI) ont été retenus pendant une heure par un groupe de jeunes gens d'extrême gauche, à l'université de Paris-X Nanterre, alors que les opérations pour l'élection des U.E.R. venaient de commencer. Ils ont été conduits dans les locaux de l'université puis dans le bureau du président avant d'être relâchés. Les trois personnes ont été molestées et un des étudiants de l'UNI a été sérieusement frappé. Estimant que « les élections ne sont qu'une parodie de scrutin sans sincérité ni signification », l'UNI en demande l'annulation. Elle fait valoir également l'absence de bulletins de vote pour sa liste dans une des unités d'enseignement et de recherche.

## Au tribunal de Valence

### ENTRAVE À LA CIRCULATION OU DÉLIT D'OPINION ?

Quarante-quatre jeunes gens ont comparu, le 29 janvier, devant le tribunal de Valence, pour répondre au délit d'entrave à la circulation. Le tribunal rendra son jugement le 10 février prochain. Les quarante-quatre prévenus, qui protestent contre l'armée, le 11 novembre dernier, résistent couchés enchaînés en travers de la chaussée sur le passage des véhicules militaires participant au défilé dans la ville de Valence. Ils contestent tous le délit d'entrave à la circulation car, selon eux, il s'agit d'un « délit d'opinion contre l'armée ».

Durant les débats, quelques échauffourées se sont produites à l'extérieur du bâtiment entre les forces de l'ordre et des jeunes gens qui voulaient manifester leur sympathie aux prévenus : un manifestant a été légèrement blessé.

● Un capitaine du 54<sup>e</sup> régiment de commandement et de transmissions de Verdun, M. Michel Jeandrey, quarante ans, est mort dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 janvier, victime du froid intense (-20°) qui régnait sur le terrain de manœuvres de Blenod-les-Toul (Meurthe-et-Moselle), où il s'était endormi à bord d'un véhicule de commandement, au terme de deux journées de manœuvre.

● M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, estime qu'« après la projection sur TF 1 de la dramatique « Le silence des armes » (le Monde du 30 janvier) il n'y a plus lieu désormais de poursuivre qui que ce soit pour démolition de l'armée ». M. Le Pen réclame « la mise en liberté immédiate de tous ceux qui sont détenus sous cette inculpation. Il serait scandaleux que de simples soldats soient maintenus en prison de ce chef quand passent sur les antennes nationales, avec l'accord du pouvoir, des films qui tombent sous le coup de la loi. Il ne peut y avoir deux lois pénales pour les simples soldats et pour les ministres ».

● La « démolition de l'armée ». — M. Jean-Jacques de Félice nous précise que les trois avocats qui estiment que la procédure suivie devant la Cour de sûreté de l'Etat n'est pas conforme à la Convention européenne des droits de l'homme (le Monde du 30 janvier) l'ont écrit au président de la chambre de contrôle de la Cour au nom de tous les avocats des inculpés encore détenus.

# ARMÉE

## L'affaire des comités de soldats

### LES ORGANISATIONS DE GAUCHE VONT DEMANDER UNE ENTREVUE À M. LECANUET

Les partis de gauche et les syndicats qui réclament la libération des personnes emprisonnées « pour tentative de démolition de l'armée », le retrait des incriminations et la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat sont convenus de demander une entrevue « dans le plus bref délai » à M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, garde des sceaux. Dans un communiqué publié, jeudi 29 janvier, au siège parisien du parti communiste, les représentants du Mouvement des radicaux de gauche, du parti communiste, du parti socialiste, du P.S.U., de la C.F.D.T., de la C.G.T. et de la F.E.N. ont décidé, d'autre part, « d'organiser des meetings nationaux communs à Lyon, Montpellier, Nantes et Paris ».

La décision de faire des démarches auprès des pouvoirs publics et d'engager des actions d'ensemble avait été prise lors de la réunion commune des organisations le lundi 26 janvier au siège du parti communiste (le Monde du 28 janvier).

D'autre part, plus de trois mille personnes ont assisté, jeudi soir 28 janvier, à la Mutualité à Paris, au gala organisé par le Comité national pour la libération des soldats et militaires emprisonnés.

# RELIGION

### PAUL VI DÉNONCE LA « TRAHISON DES CLERS »

Cité du Vatican (A.P.). — Evoquant les critiques soulevées par le document romain sur la sexualité, Paul VI a déclaré notamment, le 28 janvier, que s'était infiltré dans l'Eglise un esprit de désobéissance, de protestation, de pluralisme libre, de critique atée, d'interprétation personnelle et souvent opposée à l'enseignement autorisé et indispensable de l'Eglise. « L'influence du libre examen emprunté au protestantisme, une idée de liberté absolue isolée par l'absence de devoir et de responsabilité, une trahison des clers (...) ont notablement affaibli le sens d'unité, de solidarité et de charité ».

## Un Livre blanc sur l'université de Toulouse-Le Mirail

### Anatomie d'une crise

De notre correspondant régional

Toulouse. — L'intersyndicale des personnels enseignants, techniques et administratifs (I) de l'université de Toulouse-Le Mirail (Toulouse-II) vient de rendre public un Livre blanc dont le premier tirage a été dépassé le millier d'exemplaires. Cette Anatomie d'une crise, selon le titre que ses auteurs lui ont donné, veut faire connaître à l'opinion publique les difficultés inquiétantes d'une université qui, depuis plus de dix-huit mois, n'a ni conseil ni président élu, l'asphyxie financière qui paralysa les équipements et les recherches, enfin la situation des personnels affrontés quotidiennement au blocage des carrières, aux problèmes des heures complémentaires, au sous-encadrement (le Monde du 21 janvier 1975).

Le Livre blanc rappelle combien Toulouse-II est loin d'être l'université exemplaire dont rêvait M. Solon. La réalité est tout autre. Quatre cents professeurs, une centaine de chercheurs, deux cent cinquante techniciens, administratifs, ouvriers, au service de dix mille étudiants répartis dans douze unités d'enseignement et de recherche. Le campus occupe un terrain de 28 hectares éloigné du centre urbain et mal desservi par les transports en commun.

Dans cet immense ensemble, pas de cafétéria, une infirmerie mais pas une seule infirmière à temps plein. Si Toulouse-Le Mirail a coûté fort peu à la construction, son entretien, en revanche, exigeait un budget énorme. Il n'y a pas de crédits pour recruter du personnel, mais le chauffage revient à 15 000 francs par mois. Ce qui, à peu près, correspond au budget de la bibliothèque universitaire pour un an. Les « amphis »

signaler l'existence à l'université de Grenoble-II d'une option « animaux socio-culturels » dans le département « carrières sociales » de l'institut de technologie « B ».

LEO PALACIO.

(1) Les auteurs du Livre blanc sont les responsables des syndicats nationaux de l'enseignement supérieur, de l'administration universitaire, du personnel technique de l'enseignement supérieur affiliés à la Fédération de l'enseignement national, le Syndicat général de l'enseignement national C.F.D.T. et le Syndicat du personnel technique et des bibliothèques C.G.T.

signaler l'existence à l'université de Grenoble-II d'une option « animaux socio-culturels » dans le département « carrières sociales » de l'institut de technologie « B ».

NS CHER  
S-UNIS  
AINTES  
ER.

Le Club Découverte du Tapis d'Orient, qui pour but de mieux faire connaître les Tapis d'Orient et de vous aider à les acheter en toute sécurité à leur vraie valeur, organise avec LA PLACE CLICHY une exposition exceptionnelle de Tapis d'Orient et de Tapis Roumains.

Tous les tapis à la main, ces Tapis Roumains sont le reflet de traditions artistiques les plus souvent empruntées à l'Orient. Leurs qualités esthétiques et décoratives en font de vrais objets d'art qui offrent l'avantage de pouvoir être acquis à des prix très avantageux.

Vous les découvrirez à LA PLACE CLICHY parmi une sélection de très belles pièces de l'Orient traditionnel.

à la place clichy  
le magasin intertapis de Paris  
93 rue d'Amsterdam

JUSQU'AU 28 FEVRIER  
LA PLACE CLICHY  
ET LE CLUB  
DECOUVERTE DU TAPIS D'ORIENT  
PRESENTENT

L'ORIENT  
ET  
L'ARTISANAT  
ROUMAIN

Vos intérêts sont ils bien gérés?

Dans la période d'incertitude économique et financière que nous traversons, il est plus nécessaire que jamais d'être entouré de conseils et d'appuis pour gérer ses revenus, son patrimoine, ses affaires personnelles.



Vos intérêts sont ils bien gérés?

La Banque de Paris et des Pays-Bas a créé un nouveau service bancaire totalement original — Télébanque-Paris — qui vous permet de bénéficier à domicile du concours de son état-major d'analystes, de conseils et d'experts. Grâce à Télébanque :

- Vous pourrez poser des questions juridiques, fiscales, financières, un service d'information résoudra rapidement tous vos problèmes dans ces domaines.
- Vous bénéficierez d'un diagnostic financier personnel dans lequel vous trouverez l'analyse de votre patrimoine et des conseils adaptés à vos préoccupations.
- Vous recevrez régulièrement des propositions de placements sélectionnés par l'une des plus importantes banques françaises, et toujours adaptés à votre cas personnel.
- Vous disposerez d'informations financières sous forme de lettres et bulletins à diffusion restreinte.
- Vous aurez un carnet de chèques d'un type nouveau : il vous permettra, entre autres, de recevoir régulièrement la répartition de toutes vos dépenses par catégories : maison, habillement, loisirs... Vous disposerez aussi de « Téléchèques » qui vous donneront la possibilité de retirer de l'argent partout en France.
- Vous disposerez d'un correspondant choisi par vous : par écrit ou par téléphone, vous serez en relations étroites avec votre fondé de pouvoirs, chargé de toutes vos relations avec Télébanque.

Ce ne sont là que quelques-uns des avantages de Télébanque qui peut également résoudre, avec discrétion, vos besoins de crédits. Cette nouvelle forme de banque vous permet de bénéficier à domicile, sans jamais avoir à vous déplacer, de tous les services d'une très grande banque privée, la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui a une expérience centenaire dans le domaine des placements et de la gestion de fortune. Quels que soient vos revenus, quel que soit votre patrimoine, Télébanque vous fera gagner du temps et très probablement de l'argent. Pour en savoir plus, renvoyez tout simplement le coupon ci-dessous après l'avoir rempli ou en y joignant simplement votre carte de visite.

## GRATUIT

à retourner à : BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS, 28, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Veuillez m'adresser, sans engagement de ma part, une documentation complète sur TELEBANQUE-PARIBAS.

nom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_  
code postal \_\_\_\_\_ ville \_\_\_\_\_







SOCIÉTÉ

# La Suède au masculin-féminin

(Suite de la première page.)

Il n'est pas intéressant de savoir sur quels obstacles, parfois inattendus, bute l'émancipation des femmes dans un pays où l'on avait dit — un peu vite — qu'elle était chose faite.

C'est à une vaste entreprise de redéfinition des rôles masculin et féminin, dans la société comme dans le couple, qu'est aujourd'hui attelée la Suède. L'intérêt des expériences — encore limitées — qu'on peut y observer vient de ce qu'on ne s'est pas limité au champ social. La famille, à son tour, s'est mise à changer. A la suédoise, c'est-à-dire sans déchirements,

sans drames, sans en avoir l'air. A petits pas.

Les pieds nus sur la moquette du petit bureau qu'elle occupe dans le gigantesque immeuble de la santé publique et de la prévoyance sociale, à Stockholm, Mme Hanna Olsson étudie depuis trois ans l'évolution des relations humaines et sexuelles dans son pays. « Dans les années 60 et 70, explique-t-elle, les femmes se sont réveillées. Elles se sont interrogées sur ce que cela signifiait d'être une femme suédoise. Cette interrogation est irréversible, mais le processus de conscientisation qui est engagé ne fait que commencer. Il se passe quelque chose dans la société. »

Bengt a trente-cinq ans. Haut fonctionnaire au ministère des affaires sociales, à Stockholm, bec d'oiseau, lunettes, visage pâle et sérieux, il a connu il y a quelques mois son chemin de Damas. Heureux dans son métier comme dans sa famille, cet homme vivait en homme, sa femme vivait en femme. Il n'en est aujourd'hui qu'au début d'une remise en cause douloureuse dont il parle avec difficulté et une très grande pudeur. « Je me suis rendu compte que j'étais enchaîné à mon vieux rôle d'homme. Lorsque je rentrais à la maison, le soir, les bras chargés de dossiers, j'embrassais mes deux enfants, puis je m'enfermais dans mon bureau pour travailler encore. Mon identité se résumait à mon travail. J'ai d'abord compris que ma femme, qui travaillait à mi-temps, avait aussi le droit de se développer. »

réponse : « Oui, je ressens la même chose que toi, il faut faire quelque chose. »

Les vieux rôles se lisardent dans les couples de manière insensible. Aucune statistique ne peut en rendre compte, aucune loi ne peut accélérer ce processus. Ce qui, en revanche, dépend de la collectivité et de l'organisation sociale, c'est la redéfinition des rôles dans le domaine du travail. A cet égard la Suède est en avance sur tous les autres pays. Il semble même qu'elle soit en avance sur les mentalités des Suédois eux-mêmes. Il est vrai que dans ce pays la pression sociale n'est jamais intolérable, car le gouvernement a eu, en général, l'habileté de la prévenir.

BRUNO FRAPPAT.

Prochain article :

## II. — DES FEMMES PARTOUT

### « Une vague se lève »

Mme Olsson ne parle pas en l'air : sa fonction l'amène quotidiennement à rencontrer, à travers tout le pays, des groupes d'hommes et de femmes dont elle anime les discussions. « Une vague se lève, dit-elle, de jeunes gens qui veulent s'occuper de leurs enfants, de jeunes filles qui veulent d'abord travailler. La pression de ces jeunes est déjà considérable et ne fera qu'augmenter. » Ici comme ailleurs, c'est par une remise en cause du rôle féminin qu'on a commencé : « Aujourd'hui, on n'accepte plus le rôle uniquement féminin défini par la biologie. Deux raisons essentielles expliquent cette évolution : d'une part le contrôle, par les femmes,

des méthodes de contraception, d'autre part le fait que la société a besoin des femmes dans la production. »

Cette prise de conscience, assez générale dans les pays industrialisés, a débouché depuis peu — et cela est plus original — sur une remise en cause du rôle traditionnel des hommes. « L'homme, dit encore Mme Olsson, qui n'était défini que par ses occupations sociales, doit réviser ses émotions, la compréhension des autres. Pour être sûr de sa réussite. » Un peu partout en Suède, des indices encore marginaux mais prometteurs, d'un changement se profilent. Un « contre-modèle » se dessine.

## LES LIMITES DU NON-MARIAGE

La famille reste, en Suède, la cellule de base de la société. L'évolution des mœurs n'a pas remis en cause son existence, et le développement des communautés, ici comme ailleurs, est resté marginal et limité. « Les communautés, estiment les chercheurs de l'institut de sociologie de l'université d'Uppsala, sont des associations de familles nucléaires vivant sous le même toit. »

La famille a résisté aux soubresauts passés, elle résistera bien au nôtre, qui voit l'effritement de toutes les autres institutions. Les recherches des sociologues d'Uppsala confirment cette impression. Depuis 1974, ils ont lancé dans cette région une enquête très précise sur le mariage et le non-mariage. Il s'avère que la contestation du mariage — phénomène universel dans les pays développés — est limitée à la contestation de la procédure, mais que le résultat du non-mariage est le même que celui du mariage : la création d'un couple et d'une famille.

Cent couples mariés et cent couples non mariés ont été interrogés. Une première observation a frappé les enquêteurs : tous les couples mariés, sans exception, avaient cohabité avant leur mariage. La plupart

se sont finalement mariés pour des raisons pratiques plus que pour des raisons de principe, même si 69 % l'ont fait religieusement.

La cohabitation avant le mariage a connu en Suède une progression foudroyante. En 1969, 6,5 % des couples n'étaient pas mariés. En 1972, ils étaient 12 % et 19 % en 1974. Parallèlement le nombre des mariages a évidemment décroché passant de 61 000 en 1969 à 37 600 en 1973. La législation a dû s'adapter et, dès 1976, les différences juridiques — du point de vue de la fiscalité ou de la responsabilité parentale — entre couples mariés et non mariés vont être supprimées. Limitée, au début, aux milieux estudiantins et intellectuels, la cohabitation pré-maritale s'est répandue comme une traînée de poudre dans toutes les couches de la société.

La situation est telle, commente une sociologue d'Uppsala qui « cohabite » depuis six ans avec son « fiancé », qu'aujourd'hui « on ne demande plus aux gens pourquoi ils ne se marient pas, mais pourquoi ils se marient. » Mes parents, ajoute-t-elle, étaient d'abord choqués. Aujourd'hui, ils seraient les premiers surpris si je leur annonçais mon mariage. »

### « Pour rien au monde »

Qu'un couple marié ressemble à s'y méprendre à un couple non marié la preuve en est le fait que, dans l'enquête menée à Uppsala, plus du tiers des couples non mariés avaient des enfants, treize couples sur cent en ayant deux ou plus. Les raisons avancées pour ne pas se marier sont diverses mais peu élaborées : cela paraît naturel et ne pose pas de question. La remise en cause de l'institution est fort limitée : quarante-deux personnes seulement sur deux cents déclarent qu'elles ne se marieront pour rien au monde. La pression des familles faiblit d'année en année tandis que la société se fait tolérante : il n'y a pas plus — ni moins — de problème pour trouver un appartement pour un

couple non marié que pour un couple marié.

Parallèlement à ce flou institutionnel qui rend indistincte la frontière entre concubinage et état marital, le nombre des divorces s'est accru de manière spectaculaire : 64,8 pour 10 000 mariages en 1969, 85 en 1973, 130 en 1974. Les éléments composant un couple changent donc plus aisément, mais cela ne signifie en rien que le couple — comme modèle — disparaît, au contraire. Changer de partenaire, n'est-ce pas tenter d'améliorer le couple ?

Avec le pré-mariage, la famille s'expérimente mieux. La valeur de l'engagement à long terme n'en est que plus grande. Depuis qu'a été lancée l'enquête d'Uppsala, dix couples non mariés se sont mariés...

### Aimer ou partager

Bengt ne se considère pas comme un pionnier et n'écargue pas son mérite. « J'ai donné une nouvelle dimension à ma vie. Je me sens plus heureux avec ma famille depuis que je lui donne plus de temps. Maintenant je considère qu'il est plus important de se lever la nuit pour consoler des enfants qui pleurent que de rédiger des rapports. » Ces hommes scrutent — il est exceptionnel — il ne le pense pas, mais il souffre un peu de ne pouvoir échanger ses scrupules avec d'autres hommes : « Il est encore difficile de leur parler de tout cela. » Il existe pourtant en Suède, depuis quelques mois, plusieurs groupes d'hommes qui se réunissent entre eux pour réfléchir à leur condition masculine, pour déposer le vieux homme, stimulés en cela par les recherches et les revendications des groupes de femmes qui les ont précédés sur la voie d'une redéfinition des rôles. Mais la quête d'une nouvelle identité est encore peu avouable : « Je suis seul avec mon processus », dit Bengt, fût-il en parler. Cela m'arrive de le faire avec des hommes et, toujours, j'ai cette

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

## TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS

LIVRAISON TRÈS RAPIDE  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
DISTRIBUTEUR  
Seule adresse de vente :  
37, av. de la République  
PARIS XI<sup>e</sup> • Tél. 357.46.35  
METRO PARMETIER

LE ROY  
carte V

## CROISIÈRES DE 8 OU 15 JOURS AFRIQUE OCCIDENTALE, MADÈRE & ÎLES ATLANTIQUES



Départs d'Agadir ou Santa-Cruz jusqu'à 5/5 sur "BORE STAR" construit en 1975 - 12000 T - Air conditionné, piscines, saunas, night-club, casino.  
TOUTES CABINES AVEC DOUCHE & WC.  
Prix Paris-Paris à partir de 2570 F en cabine double, avion inclus  
Adressez-vous à votre Agent de voyages ou renvoyez le coupon à

Agents Généraux 20, rue de la Michodière, 75002 PARIS Tél. 268.85.40

Veuillez m'adresser gratuitement et sans engagement de ma part votre brochure en couleur "CROISIÈRES INÉDITES"

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Post. \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Paris - 16<sup>e</sup>

121, bd Murat  
Résidence luxueuse

un seul appartement par étage - 84 m<sup>2</sup> large balcon exposition Sud à des prix qui vous permettent d'habiter le 16<sup>e</sup>

Livraison 1<sup>er</sup> trimestre 1976

APRI CONSTRUCTEUR-PROMOTEUR

29, av. Foch - 94100 SAINT-MAUR. 885-12-30 +.

Appartement témoin et bureau de vente : mardi et vendredi après-midi, de 14 heures à 19 heures

Breguet présente

Métre : 171 m<sup>2</sup>, 4 chambres, 2 salles de bains.  
Un des modèles de 5 à 8 pièces, de 525 à 670 000 F, parmi lesquels vous pouvez choisir.

A l'est et à l'ouest de Paris

## Deux nouveaux domaines dignes des plus exigeants

Deux nouveaux domaines pour tous ceux qui rêvent de calme et d'espace. Situés dans les régions les plus recherchées à l'est et à l'ouest de Paris pour leur cadre et leur facilité d'accès. Demeures de construction traditionnelle

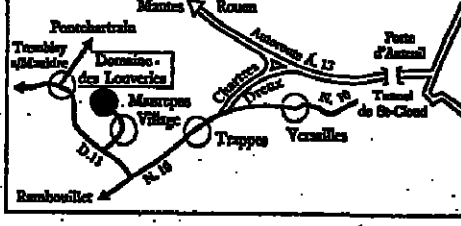
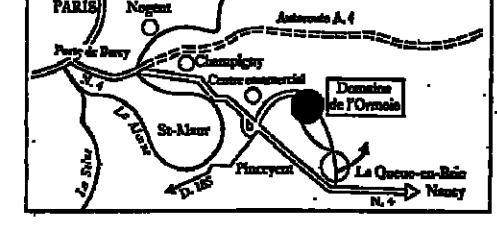
dans des jardins de 600 à 1800 m<sup>2</sup>. 4 modèles de 134 à 278 m<sup>2</sup> - 2 à 4 étages et 2 de plain-pied - avec vastes séjours (39 m<sup>2</sup> à 63 m<sup>2</sup>), 3 à 6 chambres, 2 salles de bains, fenêtres à double vitrage, des grandes cuisines, celliers, garages, etc.

A l'est, le domaine de l'Ormeau. La Quene-en-Brie (94). Tél. 933.71.30.

A 15 km de la porte de Berry. Le plus proche des nouveaux villages qui entourent Paris. Tout près du petit village de La Quene-en-Brie. A deux pas des magasins, des supermarchés, des équipements scolaires et sportifs. Accessible en un temps record par la voie express rive droite, l'A. 4 et la N. 4. Un train toutes les 10 min relie, en 25 min Paris-Est aux gares de Villiers-sur-Marne et Pontault-Combault. Et le R.E.R., à Sucy-en-Brie et Boissy-Saint-Léger, vous conduit à la Nation en 22 min.

A l'ouest, le domaine des Louveries. Maurepas (78). Tél. 062.96.43.

A 28 km du pont de Saint-Cloud. Dans un site exceptionnel : un terrain de plus de 20 hectares entre les bois et le vieux village de Maurepas. A proximité de la ville nouvelle de Maurepas avec son centre commercial, ses équipements scolaires, sportifs et culturels. Rapidement accessible par l'autoroute de l'Ouest (branche Chartres et Dreux), sortie Trappes, la N. 10 jusqu'à la D. 13 à droite et le village de Maurepas. Plus de 30 trains relient en 27 min Paris-Montparnasse à la gare de La Verrière.



Crédits préférentiels Cofinéma et Crédit Agricole, de 3 à 20 ans.  
Visites sur place des maisons modèles décorées par Alessandra Orsini, tous les jours de 10 h à 19 h.



# Philips: 50.000 ordinateurs de bureau, mini-ordinateurs, terminaux bancaires et systèmes de saisie dans le monde.

50 000 : ce chiffre qui se passe de commentaires représente le résultat des activités de Philips dans ces différents secteurs du marché de l'informatique. C'est pourquoi nous avons décidé de nous concentrer sur ce type de matériels pour renforcer nos positions acquises.

## 20 années d'expérience dans l'un des plus grands laboratoires du monde

Depuis 1950, les recherches effectuées dans les laboratoires de physique de Philips ont permis de fournir à l'industrie informatique mondiale de nombreux composants électroniques.

A partir de ses connaissances scientifiques, Philips devait acquies une expérience étendue dans la mise au point, la fabrication et les applications des ordinateurs.

Philips utilise sa production informatique pour ses propres besoins. En effet, dans toutes les organisations Philips du monde, 440 ordinateurs de bureau, 150 gros ordinateurs et 780 mini-ordinateurs fonctionnent en permanence. Ils ont les rôles les plus divers : traitement des commandes, gestion des stocks, circulation des marchandises, calcul des coûts de production, programmes de livraison, planning, design, administration, recherche scientifique et contrôle de processus.

## Faits et chiffres

En 1969, Philips lançait sur le marché ses premiers ordinateurs de bureau qui remportaient un succès immédiat. Depuis, plus de 27 000 systèmes des séries P 350 et P 300 ont été installés dans 26 pays et particulièrement dans les secteurs industriels et commerciaux.

Les ordinateurs de bureau peuvent s'adapter aux besoins de chaque client. Il est en effet possible d'étendre la capacité des systèmes grâce à une gamme étendue de périphériques.

Actuellement, l'accroissement de la demande en petits systèmes est constant. Très efficaces et cependant économiques, les ordinateurs de bureau Philips répondent à cette demande. Installés rapidement, leur utilisation est simple. Des programmes standard facilitent encore leur exploitation.

## L'efficacité des grands

A l'avenir, le marché sera orienté vers de petits systèmes qui s'intégreront facilement dans les moyennes et grandes entreprises sans en bouleverser les structures.

Les systèmes informatiques de gestion Philips de la série P 450 lancés en 1975 répondent parfaitement à cette tendance.



Malgré leur petite taille, ils ont une capacité pratiquement équivalente aux gros ordinateurs des années passées.

## Accès immédiat à l'information

La décentralisation est devenue l'un des aspects essentiels de l'entreprise actuelle. Des terminaux situés à différents emplacements assurent à l'utilisateur l'accès direct à un ordinateur central pour la préparation, la saisie et la recherche des informations ou pour l'exécution d'un programme.

Des milliers de terminaux multi-applications Philips X 1150 sont installés dans diverses sociétés d'Europe occidentale.

## Des terminaux intelligents

Les terminaux permettent d'exploiter efficacement l'ordinateur central. Le système Philips PTS 6000, doté de terminaux intelligents, est utilisé par les plus grands établissements bancaires d'Europe.

## Philips Data Systems: votre partenaire pour l'avenir

10 000 personnes réparties dans 26 pays sont à votre service au sein de Philips Data Systems.

De nouveaux modèles d'ordinateurs de bureau, de petits ordinateurs de gestion, de systèmes de saisie et de terminaux seront bientôt lancés sur le marché et viendront consolider la position de Philips dans le domaine de l'informatique.

En informatique, faites confiance à Philips, votre partenaire pour l'avenir.

## Utilisations multiples

Les mini-ordinateurs jouent un rôle capital dans l'automatisation industrielle. Les mini-ordinateurs Philips de la série P 800 peuvent être programmés pour gérer de nombreux systèmes et processus industriels. Par exemple : matériel d'analyse des rayons X, microscopes électroniques, mesures et contrôles, télégraphes, téléphones, radars, contrôle de circulation, administration médicale, thérapie, planning de diagnostics et de traitements, gestion et contrôles des divers processus industriels tels que fabrication en série, épuration des eaux et conditionnements des produits alimentaires, etc.

## Logiciel d'application très souple

Indépendamment de sa taille, chaque entreprise a des exigences propres pour le traitement de ses données. Une connaissance étendue des problèmes liée à une importante bibliothèque de programmes permet à Philips de résoudre les différents cas et de s'intégrer à des organisations déjà en place.

En outre, nous avons également prévu d'intégrer nos équipements ainsi que leur logiciel de systèmes, de banques de données et de communication de données dans les systèmes de réseaux d'information.

## Philips Data Systems

40 avenue Hoche, 75008 Paris.  
Tél. 227 06 24  
5 square Max-Hymans, 75015 Paris.  
Tél. 734 77 59

Afrique du Sud: 2 Harbstr. New Doornfontein, Johannesburg.  
Allemagne: Weidenauer Strasse 211 - 213, 5900 Siegen-Weidenau.  
Schwanstrasse 3, 4 Düsseldorf.  
Argentine: Maconia S.A. C.I. Av. Córdoba 2036/38, Buenos Aires.  
Australie: 88-90, Foveaux Street, Surry Hills, N.S.W. 2010.  
Autriche: Untere Donaustrasse 11, A-1020 Vienne.  
Belgique: 1, Boulevard Anspach, 1000 Bruxelles.  
Brésil: Rua São de Setembro 145, Alto da Boa Vista, São Paulo.  
Canada: 118 Vandenhof Avenue, Toronto 553, Ontario M4G2J1.  
Danemark: Prags Boulevard 80, 2300 Copenhagen S.  
Espagne: Gispert S.A., Provenza, 206-208, Barcelona 11.  
Etats-Unis: 1291 East Hillside Blvd., Foster City, Californie 94404.  
Finlande: Kalvotatu 3, Helsinki 10.  
Grande-Bretagne: Elektra House, 2 Bergholt Road, Colchester, Essex, CO4 5AA.  
Irlande: Newstead, Clonsilla, Dublin 14.  
Italie: Viale Fulvio Testi, 327, 20182 Milan.  
Japon: Communication Science Corp., 8-5, 2 Chome, Kiti-Aoyama, Minato-ku, Tokyo 107.  
Mexique: Calle Durango 167, Mexico 7 D.F.  
Norvège: Nils Hansen vei 2, Oslo 6.  
Pays-Bas: Bordewijkstraat 4, Rijswijk.  
Portugal: Regaçaria SARL, Av. Duque de Loulé 72, Lisbonne.  
Suède: Pack, 172 07 Sundbyberg.  
Suisse: Brinzstrasse 18, 8027 Zurich.  
Venezuela: Edif. Centro Colgala, Av. pp. de los Ruices, Urb. los Ruices, Caracas 107.  
Yougoslavie: Fa. Commerce, Titova Cesta S.T. 61, Ljubljana.



Data Systems

PHILIPS

هكذا من الأصل



# Le Monde

du **TOURISME**  
et des **LOISIRS**

Les plus fortes subventions aux stations les plus riches

## LA MONTAGNE TRUQUÉE

**L**ES maires des petites communes de montagne peuvent se réjouir : les règles qui président à la répartition des subventions destinées aux sports d'hiver vont être modifiées à leur avantage. Quand et de combien ? Cela ne peut être indiqué dès à présent, le ministre de l'Intérieur n'ayant pas encore envoyé ses suggestions à la Rue de Rivoli, qui fera sans doute des contre-propositions. Mais l'affaire paraît assurée, les services de la place Beauvau ayant — enfin ! — entendu les plaintes adressées de toutes parts contre le favoritisme dont bénéficient les « grandes stations nouvelles ».

Les subventions en question (plus de 60 millions de francs par an) sont inscrites au Fonds d'action locale (FAL), qui reçoit depuis 1958 une petite partie (de l'ordre de 4 %) du « versement représentatif de la taxe sur les salaires ». Ce V.R.T.S. avait, on le sait, lui-même remplacé deux ans plus tôt la taxe locale. Le législateur, en opérant ces substitutions d'impôt, avait voulu dédommager les communes qui risquaient de perdre au change : cités industrielles ou commerciales, qui « touchaient gros » sur les affaires

traitées dans leurs murs, communes touristiques à qui les hôtels, les restaurants, les jeux, rapportaient beaucoup.

On inventa donc le FAL pour aider à la fois les communes les plus démunies et les cités touristiques. Ces dernières ont reçu en 1974 (dernière année pour laquelle les comptes soient clos) 167 millions de francs du « FAL touristique », dont un tiers — 56 millions — pour les communes de montagne. C'est la répartition de cette somme qui a soulevé une contestation croissante.

stations nouvelles un minimum de 10 % du total des subventions ? Il n'avait, certes, pas distingué entre les cités de ski, les communes thermales et les villes balnéaires ; la proportion de 10 % devait donc s'appliquer à l'ensemble des stations nouvelles et non pas seulement à celles de sports d'hiver. Mais un nombre croissant d'élus estiment que le favoritisme dont bénéficient les stations-vedettes est contraire à l'esprit de la loi de 1958, sinon à sa lettre. La seconde critique résulte de la première : l'aide publique se trouve actuellement concentrée sur quelques départements montagneux au détriment des autres : 34 % pour la Savoie, 18 % pour la Haute-Savoie, au lieu de 11 % seulement pour l'ensemble des Pyrénées, ou 10 % pour le Massif central tout entier. Troisième grief, relatif lui aussi à l'iniquité du système : puisque, l'aide accordée aux stations anciennes est fonction de leur capacité d'accueil, et que celle-ci se calcule selon des coefficients accordant huit fois plus d'importance à un lit d'hôtel de luxe qu'à une place de camping, la subvention publique est huit fois plus forte pour les équipements hôteliers de standing, destinés à une clientèle fortunée, que pour les maisons familiales de vacances ou les installations de caravanning, qui intéressent davantage la clientèle populaire. Cette inégalité budgétaire a conduit les touristes avertis à rechercher une priorité nationale.

### Une mécanique compliquée...

Il est impossible d'entrer ici dans le détail des modalités d'attribution de ces crédits, que trois réglementations successives ont compliquées à l'extrême. Mais on peut, pour faire comprendre les critiques actuelles, schématiser ainsi le dispositif :

● Pour être inscrites sur la liste des communes subventionnées, les cités de montagne doivent avoir une capacité minimum d'hébergement de touristes. Les stations anciennes doivent disposer d'environ quatre cents lits (1) et avoir une capacité d'accueil dépassant de 15 % les effectifs de la population permanente. Pour les stations nouvelles, le minimum d'hébergement est le double du précédent et la capacité d'accueil doit dépasser de 100 % celle existant avant la création de la station.

● La répartition des crédits du « FAL touristique » entre les communes dépend du nombre de points obtenus par chacune d'elles. Les stations anciennes (environ trois cents) gagnent ces points en fonction des impôts qu'elles perçoivent sur les

### ...dont l'injustice est critiquée

Le premier grief adressé au système est qu'il aboutit à répartir très inégalement l'aide du FAL en faveur des grandes stations, spécialement des stations nouvelles. Le tableau (que l'on lira page 14) montre que 2 % des stations ont obtenu 25 % des subventions destinées à l'ensemble des stations de ski, et que 5 % en annexent 47,5 %. Les stations nouvelles reçoivent 23 % du total, alors qu'elles ne constituent qu'un dixième de l'ensemble des cités du ski.

Est-ce bien cela que voulait le législateur, lorsqu'il avait garanti aux



fois moins que les Deux-Alpes, sept fois moins que Morzine, neuf fois moins que Megève ou Courmayeur ? Cela conduit aux deux critiques de caractère économique formulées contre le système : 1) Il pousse au gaspillage des équipements : dans les stations nouvelles, la subvention est d'autant plus forte que les dépenses d'équipement (3) sont plus élevées, quand bien même celles-ci seraient un carcan bureaucratique. Dans les stations anciennes, la subvention, proportionnelle aux impôts, n'inclut pas à l'économie ; paradoxes : la commune dépensière ou mal gérée tou-

### Quels changements ?

L'accord semble se faire peu à peu sur la nécessité de modifier ce système, sinon sur les modalités du changement. Pour remédier aux défauts les plus graves, on peut songer d'abord à limiter la part de l'aide allouée aux grandes stations ; en plaçant, par exemple, soit le montant global des subventions destinées à chacune d'elles, soit le volume des dépenses d'équipement à prendre en compte. Plafonnement qui devrait, bien sûr, porter sur plusieurs années à la fois, pour ne pas inciter les communes à fausser les échéanciers rationnels de travaux afin de toucher le maximum d'aide chaque année.

Dans le même esprit, plutôt que d'aider indistinctement tous les équipements, le « FAL touristique » devrait être réservé aux investissements ayant un rapport direct avec l'aménagement touristique. On risque, c'est vrai, de buter sur des difficultés d'appréciation à propos de la voirie ou des réseaux d'assainissement, la même rue ou le même collecteur d'égouts pouvant desservir à la fois l'école communale et des hôtels ; mais mieux vaut trouver localement un compromis — même contestable — entre l'administration préfectorale et le maire sur les quelques dossiers litigieux — au demeurant fort peu coûteux, par rapport aux dépenses énormes d'aménagement du domaine skiable — que de continuer à pousser toutes les communes à dépenser indistinctement dans l'espoir d'obtenir davantage de subventions.

## Au front

**L'**EMOI suscité voici quelques jours par l'annonce de l'incident survenu, dans le Sud marocain, à des touristes circulant à bord d'une Land-Rover (leur véhicule, affrété par une agence française, avait, on s'en souvient, sauté sur une mine, blessant grièvement deux de ses occupants), remet en question, une fois encore, le problème grave de la sécurité des touristes, et, donc, celui de la responsabilité que se partagent — que devraient se partager — les gouvernements des pays en guerre et les tour operators.

Les professionnels du tourisme ont mal accepté que l'on ait pu, à cette occasion, mettre l'accent sur la « légèreté » dont certains d'entre eux font quelquefois preuve en pareilles circonstances, en ne refusant pas purement et simplement à leurs clients telle randonnée, tel circuit passant par des territoires qui sont, de notoriété publique, en état d'insécurité.

C'est vite se décharger d'une culpabilité pourtant évidente. Quand bien même les autorités gouvernementales se refuseraient-elles — comme c'est presque toujours, malheureusement, le cas — à indiquer par les voies les plus officielles quelles portions de leur territoire peuvent présenter momentanément des dangers, le rôle du fabricant de voyages, c'est l'évidence, doit consister, avant toute autre chose, à ne pas laisser courir le moindre risque à sa clientèle.

Les plus sages d'entre eux l'ont bien compris, et provisionnellement, et provisoirement, à la moindre alerte, de leurs collègues, les destinations douteuses s'arrêtent et celles-ci le sont devenues.

Reste aux autres à suivre leur exemple. Et reste aussi aux gouvernements concernés à admettre enfin que leur pays n'est pas sûr, momentanément, au lieu de répondre trop évasivement aux questions qui leur sont posées à ce sujet. Reste à considérer la vie d'outre-mer avec un peu plus d'élé-gance.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 14.)

- (1) En réalité, les données ne parlent pas de lits, mais d'effectifs calculés en multipliant les lits effectifs (ou les places de camping) par des coefficients allant de 0,75 à 6. L'indice national des (1970) correspond à peu près à quatre cents lits.
- (2) Le « centime démographique » est obtenu en divisant la valeur du centime communal par la population. Un centime élevé est caractéristique d'une population dense.
- (3) Intérêt des emprunts ou excédent du budget de fonctionnement transféré au budget d'investissement.
- (4) 10-16, route de la Gare, 05000 Graillet.

**NICE**  
**HOTEL HELVETIQUE \*\* N.R.**  
70 chambres entièrement rénovées  
Très calme  
Ouvert toute l'année  
**GRAND CONFORT**  
**TELEVISION COULEUR**  
**RADIO STEREO**  
dans les chambres  
47, rue Hôtel-des-Postes, NICE  
(à 50 mètres place Masséna)  
Tél. : (33) 85-47-38 et 85-11-92

### TOURISME

#### HOTELS RECOMMANDES

#### Côte d'Azur

#### VILLFRANCHE-SUB-MER

Mapotel WELCOME bord de mer.  
Balcón hiver : T. (33) 30-70-38.

#### Montagne

Alpes du Sud - 04400 LE SAUZE -  
1400 m - HOTEL « LE DAUPH » \*\*\* N  
- Frits des plats, Piscine chauffée.  
Sauts, Restaurant d'altitude.

#### Province

#### BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX  
\*\* N. App. salons 40 à 75 F T.T.C.  
Centre d'affaires et de spectacles.  
2, place de la Comédie, Bordeaux  
Garage gratuit - Tél. 82-04-03 à 06

#### Angleterre

#### VICTORIA (Londres)

#### HAMILTON HOUSE HOTEL

Bed and Breakfast à partir de 60 F  
par personne, 60 Warwick Way, SW1  
Téléphone : 01-421-7113.

#### KENSINGTON

#### CROMWELL HOTEL, Cromwell Place

London SW7 6LA. Tél. 01-589-4288  
Prix Métro South Kensington -  
M. Thom, propriétaire résident.  
Prix modérés.

#### Suisse

#### ABORA (Gmünd)

HOTEL VALSANA - Première classe  
Cours de tennis - Piscine plein air  
et piscine couverte.

### Corse

**Trigano joue le jeu**

**M.** GILBERT TRIGANO, « patron » du Club Méditerranée, prépare l'ouverture, pour la mi-mai, des trois « villages » qu'il exploite en Corse : Cargèse (1830 lits), sur la côte occidentale, Santa-Giulia (1250 lits) et Sant'Ambrogio (520 lits), sur la côte orientale. Il se déclare prêt à travailler la main dans la main avec les maires, et il du moins ceux-ci acceptent, sans arrière-pensées, son offre de services.

On sait le procès fait au Club par certains autochtones, qui lui reprochent de n'être qu'un « corps étranger », sans prise sur la réalité insulaire, dont la présence nuirait à la Corse infiniment plus qu'elle ne lui rapporterait. Chiffres en main, M. Trigano s'est expliqué, l'été dernier, devant les représentants des assemblées régionales.

Les résultats de 1975 — maintenant connus — confirment son analyse : « La saison dernière, nous avons accueilli environ 22 000 touristes en Corse, ce qui représente 252 577 journées hôtelières, précède-t-il. Nous avons versé, au titre des impôts locaux, 1 683 000 F et dépenses, auprès des commerçants locaux, 6 686 000 F, réalisant ainsi, sur place, plus de 90 % de nos achats ». Financièrement, est-il possible de faire beaucoup mieux ?

Quant aux projets de M. Trigano d'ouvrir ses « villages » sur l'extérieur, personne n'est, semble-t-il, très pressé de les voir aboutir.

Pour leur part, les maires des trois communes sur le territoire desquelles s'est installé le Club souhaitent offrir l'hospitalité aux G.O. Les conseils municipaux devraient, au début du mois prochain, officiellement donner leur accord. M. Trigano veut faire les choses en règle afin de ne plus apparaître, aux yeux des Corses, comme un indésirable.

### Languedoc

**LE GOLFE DU LION FERA TOILETTE**

« **S'**IL existe une portion de littoral qui peut être considérée comme propre et saine, c'est le Languedoc-Roussillon. Les 150 kilomètres de plages bordées d'étoiles qui s'étendent du Rhône à l'Espagne sont, sans en de très rares points, parfaitement inoffensives. Les baigneurs peuvent, sans crainte, y faire trempette ».

Ce satisfait, qui rassurera les estivants et fera plaisir aux aménageurs de la côte, vient d'être décerné par le délégué régional à l'environnement du Languedoc, M. Roger Ringuelet. (1) Il avait mené, au cours de l'été 1975, une enquête minutieuse dont les résultats sont consignés dans un rapport bourré de cartes et de tableaux statistiques. Un recensement des pollutions et des moyens employés pour les combattre qui pourrait servir d'exemple à ses collègues des autres régions de France.

Le sort enviable de la côte languedocienne tient à trois facteurs : le vent du nord qui entraîne au large les impuretés, le petit nombre des industries et

l'effort d'assainissement des pontons publics.

Cependant, le rapport de M. Ringuelet ne diminue pas les « trous » du dispositif antipollution. Montpellier, Nîmes, Perpignan n'ont pas de station d'épuration suffisante. Aussi les baignades situées à l'aplomb de leurs rejets, c'est-à-dire Palavas, Valras et Canet sont, elles, classées comme « mauvaises » ou « douteuses », 40 % des campings surpeuplés (300 000 campeurs en août) rejettent leurs saletés sans traitement. Chaque automne les effluents des distilleries — nombreuses dans la région — tentent des masses de poissons dans les rivières.

Pour liquider ces « bavures », le délégué à l'environnement propose de lancer une opération « rive

M. A.-R.

(1) Salubrité du littoral du Languedoc. Délégation régionale à l'environnement, avenue Paul-Bismarck, R.P. 6047, 34030 Montpellier Cedex.

**Pendant que les autres grelottent, allez prendre le soleil en Tunisie.**

En Tunisie, il fait beau aujourd'hui. Nous vous offrons la mer turquoise comme toile de fond au vert profond des oliviers et des cyprès, les oasis qui émergent comme des îles des sables et les hôtels les plus modernes du monde méditerranéen.

#### • TUNIS A TUNIS

1 semaine Paris/Paris à partir de 785 F

#### • HAMMAMET

1 semaine de séjour Paris/Paris en pension complète ... 875 F

#### • Sousse - JET

8 jours Paris/Paris à partir de ... 885 F

#### • PÉRIEUX THUISER

Tunis, Kairouan la ville sainte, les oasis du sud, Djérba joyau posé sur la mer, Hammamet. 8 jours Paris/Paris ... 1050 F

#### GRANDES VACANCES

70000 Paris - Tél. 200.34.35

Je désire recevoir votre brochure « TUNISIE »

Mon nom .....

Mon adresse .....

En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien

**Un ski pas comme les autres**

découvrez le ski finlandais

aid en étoile à partir d'un centre sportif, ou bien la grande aventure d'une randonnée en Laplande.

Renseignements : OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE  
13 rue Auber 75009 Paris Tél. 206.40.13

pour les jeunes et les moins jeunes, un ski dynamique, revigorant, pas casse-cou.

forfait de 9 jours de Paris à Paris : 1800 francs.

**LA GENESTIERE**

très grand confort (réservation) 18 chambres

**PISCINE - TENNIS**  
**PARC OMBRAGÉ**  
Route de CARPENTRAS  
34170 MONTREUX  
Tél. (04) 81-22-14

LIPS



## Tourisme

### Trois mille haltes sous les ailes

## LE VENT REVIENT SUR LES MOULINS

UN peu partout en France, les ailes des moulins recommencent à tourner. A Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), le vieux moulin de la Tour, un très bel édifice en pierre, qui était menacé de démolition, est sauvé. Englobé dans la ZAC qui va se construire aux abords de l'avenue Maurice-Thorez, le moulin sera démonté dans quelques semaines et remonté 20 mètres plus loin, place du 8-Mai. La décision vient même d'être prise de lui redonner son toit et ses ailes. A Nanterre, il y a six ans, le moulin des Gibets a été restauré, comme le sera prochainement à Sannois (Val-d'Oise) le moulin du mont Trouillet. De leur côté, les amis du château de Talley (Loir-et-Cher) ont remonté dans le village le moulin de Châtenay-en-Bauce, qui s'apprête à tourner. Des expositions ont été organisées à Lille et à Vincennes. Enfin, à Moulins (Allier), un musée de moulinoiserie a été aménagé par les soins de M. Marcel Générat, architecte des Bâtiments de France.

Depuis quelque temps, donc, initiatives privées et pouvoirs publics s'intéressent de plus près à l'existence et à la sauvegarde des moulins. « La France compte encore trois mille moulins à vent », indique M. Gérard Gally, architecte et président de l'Association française des amis des moulins. Mais tous ne sont pas en bon état, loin de là. Le renouveau que nous nous efforçons de lui donner, de pierre à l'ensemble complet qui tourne.

De son côté, le centre de recherches sur les monuments historiques s'est vu confier par la direction de l'architecture, en 1970, une enquête sur les moulins. Enquête systématique, qui tend à dresser l'inventaire des moulins restés debout, puis à protéger ceux qui présentent chacun dans

son style les caractéristiques architecturales les plus remarquables. Une première étude a sélectionné cent cinquante-deux moulins, chacun faisant l'objet d'un dossier. Sur ce total, soixante-sept sont maintenant classés, ou en instance de l'être, et quarante-cinq inscrits. L'enquête, quant à elle, reste ouverte.

En Normandie, au quatorzième siècle, parce qu'ils avaient été « importés » par les croisés, on les appelait « moulins turquois ». Pour se mettre au vent, ils avaient comme les navires des

ailes habillées de toile (on les remplaça par des ailes en bois) et un long gouvernail. L'opération d'entraînement était laborieuse. L'homme poussait la barre de l'épave ; autour du moulin, à la longue, se traçait un chemin, marqué de pierres amoncelées pour permettre de s'arabouter dans sa poussée. Ailes, gouvernail ou queue, échelle, ces éléments se retrouvent, à quelques exceptions près, dans tous les moulins, qui, pourtant, se différencient en trois grandes familles : la tour, le pivot, le cavier.

#### Des femmes encombrées de paniers

Le moulin-tour, le plus répandu et le plus classique, est une forte tour de pierre, de brique ou de grès, au sommet de laquelle se trouve la calotte, dite « coiffure », qui comprend la toiture et les ailes, repose sur un chemin de roulement qui glisse en pivotant dans une rainure pratiquée au faîte de la maçonnerie. A l'intérieur du moulin de Daudet, à Fontvieille (Bouches-du-Rhône), autour de cette calotte, on lit le nom des trente-deux vents de Provence : tre-montano, aquile l'our, pounentau, zarbounés, etc. Qu'ils soient bretons, vendéens, landais ou provençaux, ces moulins-tours aux toits pointus ont grande allure. En Vendée, par exemple, sur la commune des Herbiers, le moulin du mont des Alouettes a été classé, comme, près de Guérande, celui du Diable ; seul au milieu d'un grand pré, il est tout en grès et d'une forme particulière qui lui a valu le nom de « coquetier ».

Plus audacieux et plus originaux sont les moulins-pivots. Dans leur cas, c'est le moulin tout entier qui tourne autour d'un axe, cage en bois, légère et fragile, qui entraîne, dans sa rotation quotidienne, le meunier, l'échelle et le queue-gouvernail. Certains silhouettes sont droites et dépourvues, d'autres se sont encombrées au fil des ans d'annexes utiles. « On croirait de loin des femmes encombrées de paniers », a dit Jean Bruggeman, leur « spécialiste ». On les voit surtout dans le Nord et dans le Pas-de-Calais, qui comptent deux mille moulins en bois au dix-neuvième siècle, et aussi en Beauce. La construction d'un moulin nécessitait l'abattage de quarante arbres. L'un des plus beaux « qui porte un très grand nombre de paniers » se trouve à Coquelles (Pas-de-Calais). Il a été classé tout comme le moulin de l'Ingratande, à Boeschepe (Nord), ou ceux d'Omerville et d'Ymonville, en Eure-et-Loir.

Cabine carrée (ou hucheroille) posée sur le cavier, le côté en maçonnerie qui abrite les meules, le moulin-cavier est particulièrement à l'Anjou, où on le voit se dresser parmi les vignes et les maisons claires. Trois cent quarante moulins ont été dénom-

brés dans cette région ; dix-neuf sont monuments historiques dans le seul Maine-et-Loire, le département français qui peut se vanter de compter la plus grande nombre de classements. A Châlons-la-Pothuère, le moulin du Ratz se signale par trois particularités : il est classé, il moud toujours farine et... le meunier a dix enfants.

Veiller à ce que les moulins ne disparaissent pas lors d'une opération immobilière, comme cela aurait pu être le cas à Ivry, propose des « candidats » au classement, mener des opérations privées de restauration spectaculaire — à Lignerolles (Loiret) où le moulin fut entièrement démonté puis remonté — telles sont les activités de l'Association française des amis des moulins. D'autres « moulino-logues » se sont réunis dans le Nord autour de M. Jean Bruggeman et un groupe s'est récemment formé à Angers. « La so-

ciété locale qui est sur place, prête à intervenir après un mauvais coup de vent, est pour les moulins la meilleure des gardiennes », déclare-t-on au centre de recherche sur les monuments historiques.

Un moulin qui tourne au bout d'une rangée d'arbres, on le voit dans le paysage. Il vit. Pour le tourisme, il est un élément d'attraction considérable. S'il travaillait, ce serait encore mieux. « Aux Etats-Unis, fait observer M. Gérard Gally, depuis la crise de l'énergie, on a consacré des études aux machines éoliennes. Là, vent, il y en aura toujours. Pourquoi ne pas l'utiliser ? Prenons, par exemple, les Antilles, dont on cherche à relancer l'économie. Les alizés soufflent constamment et il y a des centaines de moulins sur les collines. Pourquoi ne pas les réemployer comme à Marigot-Galante pour travailler la canne à sucre ? » Car si on pense toujours au moulin à farine, il y avait autrefois le moulin à papier, le moulin-forge, le moulin-pompe, le moulin qui sciait le bois, la pierre, le marbre même... Ne pourrait-on pas trouver une activité moderne pour occuper ces bras ? Ou y songer serait-il un rêve de Don Quichotte ?

FLORENCE BRETON.

\* Association française des amis des moulins. Musée des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahabata-Gendil, 75116 Paris.  
\* ARAM Nord-Pas-de-Calais, musée de l'Économie-Commerciale, 32, rue de la Monnaie, 59000 Lille.  
\* Amis des moulins d'Anjou, c.a.b.n.e. 4, rue du Général de Lamoignon, 49000 Angers.

## LA MONTAGNE TRUQUÉE

(Suite de la page 13.)

Enfin, il conviendrait de réviser les actuels coefficients de calcul de la capacité d'accueil. Il a peut-être paru utile au grand jour — au moment de doter l'hôtellerie de l'une d'un coefficient de subvention huit fois supérieur à celui du camping populaire ; rien impose de s'y tenir ; réduire la « fourchette » de moitié ou des deux tiers serait sûrement plus raisonnable. Cela faciliterait l'accès des stations de ski à la grande masse des Français qui s'en trouvent présentement tenus éloignés par le coût élevé des sports d'hiver. Ainsi rectifiées, les règles d'attribution du « FAL touristique » répondraient certainement mieux aux besoins des cités montagnardes. Rien n'empêcherait d'ailleurs l'Etat d'ajouter — moyennant quelques crédits complémentaires — telle ou telle inflexion proprement politique. Au profit, par exemple, d'une vallée maconnerie qui abrite les meules, le moulin-cavier est particulièrement à l'Anjou, où on le voit se dresser parmi les vignes et les maisons claires. Trois cent quarante moulins ont été dénom-

le fait au profit de telle « ville moyenne » ou de tel « pays » à industrialiser ou à « désenclaver ». Il traduirait — au grand jour — des choix économiques ou géographiques. Mieux vaudrait cette méthode claire

et loyale que l'actuel système, qui aboutit à déguiser d'indiscutables préférences derrière des paramètres séduisants, réputés d'intérêt général.

GILBERT MATHIEU.

#### 28 % DES SUBVENTIONS POUR 2 % DES STATIONS

Station	Subvention 1974 (en millions de francs)
Saint-Bon (Coutchereuil)	3 566
La Plagne	3 398
St-Martin-de-Belleville (Les Menuires, Val-Thorens)*	2 095
Bourg-Saint-Maurice (Les Arcs)*	1 399
Alpe d'Huez	1 696
Val d'Isère	1 388
Mégève	1 525
<b>TOTAL DES SEPT STATIONS</b>	<b>15 739</b>
En % du total national (2 % des stations).....	28,1 %
Dix stations suivantes.....	10 384
<b>TOTAL DES DIX-SEPT STATIONS</b>	<b>26 643</b>
En % du total national (5 % des stations).....	47,5 %

(\*) Station nouvelle.

### Si vos maux persistent et vous découragent....

(expédiez ce coupon)

Indications : Rhumatismes, arthrites, arthroses, gonit, séquelles traumatiques (de fractures, contusions, distorsions et luxations), Collagénoses, rhinites, pharyngites, sinusites, bronchites, Affections gynécologiques et du métabolisme. Thérapie préventive.

Coupon : Veuillez m'envoyer vos dépliants illustratifs.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Le plus moderne établissement thermal-hôtelier.  
110 chambres avec balcon, radio, téléphone, air climatisé, bain ou douche.  
Pension complète journalière à partir de ca. 90 F.  
1-35830 Montecortone - Abano Terme  
Tél. (avec numéro d'appel) : (003942) 524057  
(12 km Padoue - 42 km Venise)

Hotel  
Leonardo  
Da Vinci

### ski aux Menuires

SAVOIE

Office du Tourisme  
Tél. : (79) 00-50-88

## le ski nordique, autant le pratiquer

dans son pays d'origine, la Norvège.

A Lillehammer, le plus important centre de ski nordique d'Europe, 240 km de pistes balisées, entretenues, vous attendent. Et pour ceux qui ne vous retiennent plus, l'équipement vous est fourni (ski, bâtons et chaussures, ou l'un des ski) qui restent votre propriété pour vous engager à revenir. Dépliants sur demande à : l'Office National du Tourisme en Norvège, 10, rue Auber, 75009 Paris, tél. 073.24.30.

AIR FRANCE

SAS



**ASIE**  
bali 3.150 f  
tokyo 3.400 f  
bangkok 2.200 f  
jakarta 2.475 f

ET 300 VOYAGES  
SUR L'EXTRÊME-ORIENT  
Informations  
sur tous les vols  
à prix réduits  
GROUPES  
INDIVIDUELS  
VOYAGES  
PROFESSIONNELS  
CENTRE  
D'INFORMATIONS  
TOURISTIQUES  
DE L'ASIE  
DU SUD-EST  
163, avenue du Maine  
75014 Paris  
539-37-36

**SUISSE**  
LA BONNE  
ADRESSE

**Arusa** Hôtel «Hohe Promenade»  
1ère classe. Belle situation, centrale et tranquille. Toutes chambres avec tout confort. Cuisine soignée. Demandez prospectus. Tél. 19-41 81 31 26 51 - Tél. 74 362.

**Arusa** **HOTEL EXCELSIOR**  
Téléphone : 19 - 41 / 81 / 31 16 61  
Tél. 74 728.  
Hôtel de première classe avec 140 lits. Situation centrale, tranquille et ensoleillée. Piscine couverte. Bar-dancing. Parking, garage.

1.500-2.200 m. Région Martigny-Grand-Saint-Bernard - Valais  
**HOTEL DU GLACIER** - 65 lits  
7 jours pension complète dès 280 F. 7 jours remises mécaniques : 65 F.  
20 km pistes balisées - Ski de fond et de promenade.  
Tél. : 19-41/26/4 12 07 ou 4 15 39. Appartements à louer.

**GENÈVE - HOTEL MÉTROPOLE**  
170 lits - 1er rang. L'hôtel traditionnel au centre de la ville, face au lac.  
Restaurant « Le Lémis-XVI »  
34, quai du Général-Guisan. Tél. : 19-41/22/21 13 44 - Tél. : 23 350

Venez visiter cette année la station ENSOLEILLÉE, ENNEIGÉE et SPORTIVE. MÜRREN dans l'Oberland bernois : 10 remontées mécaniques et télé-cabins - Patinoire - Promenades balisées - Ecole de ski, de curling et de patinage - Jardin d'enfants - Restaurant tournant PIZ GLORIA SCHILTTHORN - Bars - Dancing - Possibilité de faire des achats, et cela tout SANS TVA. Semaines de ski forfaitaire avec pension d'hôtel dès 280 F. Prospectus et renseignements : Office du Tourisme CH-3225 Mürren. Tél. 19-41/36/35/16 16.

**CLINIQUE LA MÉTAIRIE**  
1260 Nyon, près de Genève, lac Léman. Tél. : 19-41/22/61 15 81.  
Dr. O.W. Semadeni, Médecin-Directeur.  
Établissement médical privé pour les affections du système nerveux. Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitements biologiques - Cures de sommeil - Désintoxication - Physiothérapie - Massages - Culture physique - Sports.

L'endroit de vacances préféré dans l'Épagnole. Situation très privilégiée, au bord du lac et une belle garantie avec un climat d'altitude sain. Établissements thermal et sports modernes. Prix avantageux dans les semaines de printemps. Centre pour randonnées de ski.  
**Pontresina**  
Informations et prospectus : Office du tourisme, CH-7504 Pontresina. Tél. : 19-41/82/9 64 88 - Tél. : 74 495.

**VALAIS - LAC DE GENÈVE**  
A vendre chalets, appartements, studios entiers, équipés dès 55.000 FS. Hypothèques, facilité, discrétion, rendement 5-7 %, inscription au registre foncier, Mme Bura, Swiss Chessier 100, CH-1250 Stm. Tél. 19-41/27/25 31 26.

هكذا من الأصل



# Tourisme

## CHARTERS

### LA BATAILLE DES ANTILLES

M. JACQUES CHIRAC, lors de sa récente visite aux Antilles, avait annoncé qu'Air France offrirait, dès l'été 1976, à un « opérateur » indépendant de la compagnie nationale le soin de commercialiser une formule de transport bon marché qui mettrait la semaine en Guadeloupe ou à la Martinique aux environs de 2 700 F. Répondant à l'invitation du premier ministre, un groupement d'intérêt économique (G.I.E.) vient de se créer, qui rassemble les offices de tourisme et tous les hôteliers de ces deux départements d'outre-mer. Ce G.I.E., qui dédient ainsi un portefeuille neuf mille lits, se propose de vendre, au prix de 3 000 francs, un séjour de deux semaines aux Antilles en demi-pension, dans un établissement « quatre étoiles ».

Une affaire menée tambour battant. Le premier ministre ne se serait-il pas déclaré, au cours d'une séance de travail à Fort-de-France, chaud partisan d'une libéralisation du régime applicable aux vols à la demande ? Pour Marie-Claude Valide, qui anime ce groupement d'intérêt économique, il fallait sans tarder prendre au mot M. Chirac. Les responsables d'Air France et du Secrétariat général à l'aviation civile (S.G.A.C.) connaissent bien cette jeune métisse, pilote et hôtelière à la fois, qui n'en est pas à son coup d'essai en matière de transport aérien.

Pour obliger Air France à casser ses tarifs entre la métropole et les Antilles, Marie-Claude Valide a tout simplement sa propre compagnie aérienne : Validair. On embarque à Charleroi, en Belgique ; on débarque à Saint-

Lucie, ancienne possession britannique, à quelques encablures de la Martinique. Devant la menace d'une évasion de trafic, Air France qui abusait un tantinet de son monopole consentit, il y a trois ans, de fort mauvaise humeur, à baisser ses barrières.

Depuis lors, sur l'insistance du gouvernement, qui jugeait politiquement indispensable de rapprocher les Antilles de la métropole, la compagnie nationale accepta d'aménager ses tarifs. On l'accusa bientôt de contrôler de trop près le marché local avec ses deux filiales Jet Tour et les Hôtels Méridien. La solution, proposée par M. Chirac répondait à ces objections. Cui mieux que Marie-Claude Valide pouvait maintenant plaider ce dossier dans les bureaux obscurs de l'administration ?

#### La clé sous le paillason

« Ne me parlez pas de droits de trafic, dit-elle. Ce qui m'importe, c'est de voir débarquer ici des foules de vacanciers. » Aux Antilles, le tourisme fait vivre directement quelque six mille personnes. Dans des îles minées par le chômage, ces chiffres ne sont pas sans importance. « Pour que nos hôtels puissent tourner avec un coefficient de remplissage de 85 %, garant d'une certaine rentabilité, nous devons accueillir 350 000 visiteurs par an. Or en 1975 nous en avons reçu à peine 100 000 dont 30 000 Français seulement. »

Deux semaines aux Antilles — transport et séjour — coûtent actuellement environ 4 200 francs. Pour arriver à faire tomber ce prix aux alentours de 3 000 francs, ce ne sera pas une mince affaire. Les hôteliers, qui imposent à la clientèle individuelle des tarifs proprement dissuasifs, ont accepté d'appliquer des barèmes de groupe intérieurs de 50 % au prix affiché. « La journée dans un « trois étoiles » en chambre double et en demi-pension sera vendue entre 90 et 95 francs », précise Marie-Claude Valide.

M. Chirac a été net : c'est Air France, comme il se doit entre deux points du territoire national, qui achètera les touristes vers les Antilles au départ de la métropole. « Nous admettons bien volontiers de traiter avec la compagnie nationale, note Marie-Claude Valide, à condition que celle-ci nous fasse des prix corrects ». Le G.I.E. refuse de négocier au-dessus de

1 500 francs le siège, et ce entre le 15 avril et le 15 décembre seulement, c'est-à-dire à la belle saison. Air France entend maintenir le tarif qu'elle consent à Jet Tours : pas moins de 1 700 francs le fauteuil.

Rien d'étonnant, aux yeux des administrateurs du G.I.E., si Air France est incapable d'offrir de petits prix. La compagnie nationale envisage, en effet, d'utiliser de vieux Boeing-707, dévoreurs de kérosène. « Il nous faudrait des DC-8, indique Marie-Claude Valide. Les compagnies américaines en possèdent et leurs pilotes ne sont pas surpayés. Résultat : l'heure de vol est de 20 % moins chère sur ces avions-là. » Le tout, si la compagnie nationale déclare forfait, car, aux yeux des responsables du G.I.E., de trouver une astuce qui permette de voler sous pavillon étranger sans attenter à l'honneur des couleurs françaises.

D'une manière ou d'une autre, Air France est condamné à s'entendre avec nous car nous représentons l'ensemble des hôteliers », conclut Marie-Claude Valide. « En dehors de notre G.I.E., il n'existe pas de solution de rechange. » Cette Pasionaria du transport aérien veut s'assurer que M. Chirac n'a pas prononcé de paroles en l'air. « Si derrière ces propos officiels il n'y a que du vent, avertit-elle, avant un an tous les hôteliers des Antilles auront mis la clé sous le paillason. »

J. J. B.

### Chaîne à Aix

LORSQUE l'académicien Louis Bertrand écrivait Au bruit des fontaines d'Aix-en-Provence, il n'y avait qu'une ville, d'art et d'esprit, de musées aussi, et, aux côtés, le Café des Vieux Garçons était tout à la fois le lieu et le lieu de cette calme cité que même ses étudiants n'arrivaient pas à troubler. Il y avait aussi, au Vendôme (restaurant du Casino dont le festival musical est fort connu), des galas gastronomiques qui, d'un an, sont devenus sans intérêt. Mais voilà qu'une autre ville est née, l'Aix industrielle. C'est le réveil de la « belle endormie ».

Aix la marginale, Aix amoureuse de ses vieux platanes, de ses façades patinées à la fois patriciennes et bon enfant, de sa campagne dorée comme un Cézanne, devenue ville vivante, militante, accueillie près de trente mille étudiants et de nombreuses entreprises. C'est l'expansion. On devine que l'équipement hôtelier laisse à désirer, et ce n'est pas le Mayot Roy René (14, boulevard du Roi-René, tél. 26-01-01) qui, charmant mais obsolète, pouvait suffire. Pas non plus la rénovation des chambres du Paul Cézanne (40, avenue Victor-Hugo, tél. 26-34-73). C'est alors que les Novotel sont arrivés. Le premier d'abord, sur le périphérique sud (tél. 27-90-49), le second à la sortie est de l'A8 (tél. 27-67-50).

#### Retour aux sources ?

A peine une centaine de chambres chaâbi, une piscine, le confort de ce genre d'hôtels, et une petite carte au restaurant. Les touristes qui préfèrent sans doute le jardin ombragé et fleur du Pignonnet (route de Marseille, tél. 26-21-52), le Roy René déjà cité, la cuisine de Charvet, le meilleur restaurant de la ville (19, rue Lucapède, tél. 37-72-81), ce qui, malheureusement, ne peut pas être-ci au rang des capitales gourmandes (le turbot, même étriqué, doit venir de loin, et les morilles du pays de bœuf sont de conserve !), délaieront ces Novotel. Les hommes d'affaires s'en réjouiront.

Cela n'autorise à signaler cette chaîne, devenue depuis les années des Soifés, la meilleure, et de loin, des chaînes françaises. MM. Dubrule et Pellison, ses P.-D.G., semblent vouloir affirmer cette primauté. Déjà, à Bagnollet, avec son restaurant l'Œuf et la Poule. Novotel a montré qu'il était plus haut que la moyenne. Il n'en faudrait pas beaucoup pour son conseiller gastronomique peut-être et, surtout, envoyer leurs cuisiniers quelques semaines chez un Manière, un Chapel, des Troisgros, en guise de retour aux sources pour que l'on aille aux restaurants Novotel comme à une fête.

L. R.

### Mercredi au Casino

Il y a longtemps que je n'ai pas parlé de La Petite Tour, ce qui ne veut pas dire que je l'oublie. La Petite Tour, de Lucien et Marinette, c'est un peu mon havre de mille grâces gourmandes et d'amitié. Je ne parlerai pas du décor passable, des rideaux rouges, non plus que du service efficace mais décontracté. Du bar-raillement des familles : chicken curry à l'indienne (28 F) très remarquable, poulet au whisky, friteuse à Marguerite (15 F) mais qui se multiplie, « parlé » par Marinette d'une dizaine de plats du jour roboratifs comme le canard aux navets, la poulette farcie aux marrons, le foie de veau à l'auvergnate (avec des pommes sautées à cru auxquelles on mélange quelques rouelles de carottes, ce qui leur donne un « accent » merveilleux !), etc. J'oublie le chariot de hors-d'œuvre, les coquilles du pays, un toujours parfait plateau de fromages et des desserts de femme : le flot-tante, tarte paysanne, mousse au chocolat. Et si vous êtes dans les petites papilles de Marinette, à l'époque du cantal frais, elle vous tournera un alliot de derrière les buissons. Mais chut ! Elle n'aime pas qu'on le raconte. Quelquefois, il y a aussi, sur la carte, des quenelles de rascasse. Car si Marinette est de Saint-Chély-d'Apcher, Lucien est cannois. Ce qui explique aussi une ratatouille comme on n'en fait guère à Paris. Je pense que vous vous en réga-

lerez comme moi à La Petite Tour.

Pour aller à Cannes il y a le train. Et particulièrement le « train bleu ». Il garde un gentil côté légendaire, ce train de luxe qui emmenait autrefois, sur la Côte d'Azur, les vacanciers de l'hiver (les sages !) et les femmes adultères (il paraît qu'il y avait toujours un commissaire de police, sur le quai de départ, pour parer aux coups de revolver conjugués !). Mais c'est aussi le nom, on le sait, du buffet de la gare de Lyon. Et à ce Train bleu février sera le mois du « mimosa ». Les jolies perles jaunes d'or de la fleur seront offertes aux clientes et une carte spéciale proposera des plats de Provence, de la salade niçoise aux tartes à l'orange et au citron. Je vous recommande notamment une daube de mouton comme en Avignon. Au Train bleu, le plateau de fromages (du fromager d'Anchise) et le chariot des desserts sont toujours de grande qualité. S'y ajoutent pour l'occasion les pères d'asse ainsi que les calissons d'Aix et le nougat de Montélimar.

A Cannes, enfin, il faut signaler les mercredis gastronomiques du Casino. Remuant avec une tradition de François André, son neveu Lucien Barrière présente au Casino, chaque mercredi de février, un gala gastronomique. Le thème, cette année, est « Les chroniques gastronomiques, le

cuisinier et le menu de leur choix ». C'est ainsi que, le 4 février, André Jaunet (Hôtel de Paris, à Arbois) vient de préparer et présenter le menu de Michel Plot (Le Figaro) ; que, le 18, ce sera M. Vlé (Les Trois Marches, à Versailles), présenté par Philippe Coudere (Ménestrel) ; que le 25, enfin, ce sera Christian Guy (L'Aurore) qui aura décidé du menu du bon Emile Tingand (Auberge de Condé, à La Ferté-sous-Jouarre).

J'ai sauté le 11 février, qui sera le dîner La Reynière. Et le lecteur ne s'étonnera point que j'aie demandé à Jacques Manière, du Pactole, de méditer sur le menu suivant : soupe d'écrevisses, ragout de bœuf et truffes, tourtière de poulet aux sautés, salade à la fourme d'Ambert, le flot-tante aux pralines roses avec brioche mouseline tiède et mousse au chocolat.

Mais puisque nous volons sur la Côte, je voudrais signaler la reprise en main, à Cannes, de Chez Laurent, par Laurent Revell assisté de sa fille Gisèle. J'y reviendrai. Et aussi les clientèles « Soleil de Nice », fruits non traités garantis du Domaine de la Baronne (à La Gaude-06, tél. 31-65-33), domaine où l'on récolte aussi (dans un mois, et jusqu'en mai) des kumquats frais, très rares en France, et bien amusants à servir à table.

LA REYNIÈRE.

\* La Petite Tour : 11, rue de la Tour, tél. 570-09-31 (fermé le dimanche).  
\* Le Train Bleu : Gare de Lyon, tél. 32-09-08.  
\* Chez Laurent : 18, rue Macé, à Cannes, tél. 39-32-55.

### MIETTES

● Le « Grand Prix de Paris » organisé par l'Association des barmen de France a été un succès. Un cocktail, c'est aussi un tableau, pastel ou sépia, n'a-t-il pas confié Michel Bigot, président de l'A.B.F., et organisateur de ce concours européen. Premières remarques : celle de Bertrand Janmet, du Bristol, avec un Skylab (1/10 jus de lime, 4/10 petit herring, 5/10 baccarat et un trait d'anguille), Angelo Biolato du Forum, J. Englemaier du Quatre bar Parkhotel, d'Amsterdam, Karol Lux du Hilton de Vienne, Gérard Tournoux du Vieux Berlin, de l'avenue George-V.

● Très sérieusement, un confrère a posé à ses lecteurs « quarante questions-tests » pour savoir s'ils sont gastronomes. Bravo ! L'ennui est que, dès la première réponse donnée, on tombe sur une erreur grossière : ce n'est en effet pas Marjolaine-Servin qui a écrit la Découverte d'un mets nouveau... etc. mais le président Honoré de Pansey. D'autre part, je signale à l'auteur du questionnaire que le Legault n'est pas un fromage d'Auvergne mais du Rouergue, et que la mouclade n'est pas une soupe de moules... A part ça !

● Pour les amateurs d'irish coffee, à noter que l'on trouve de merveilleux verres « ad hoc » chez Keltia (boutique de traditions celtiques et

d'artisanat breton, écossais, irlandais, gallois), 85, rue de Paris à Boulogne-sur-Seine.

● Un très excellent ouvrage pour les chasseurs : « Chasses de tous jours », de R. Raynal (éditions de l'Orée à Bordeaux). J'y relève ce classement du gibier, par Noël de Fermeux, à la fin du siècle dernier : bécasse 19/20 — grive 18/20 — perdreau 17/20 — alouette — calite 17/20 — chevreuil 15/20 — sarcelle 14/20 — canard sauvage 15/20, etc. le garenne en sautoir occupant la dernière place avec 10/20. Est-ce l'avis de tous ? L. R.

Unique au monde  
**300 BIERES**  
chez  
**King Henry**  
44 rue des Boulangers  
75005 PARIS Tél. 0335437  
de 10h à 20h

### Chateau Léoville Las-Cases

ST. JULIEN - MEDOC  
GRAND CRU CLASSE  
EN 1855  
PREMIER NOMME



"L'accord se fit sur les merveilleuses qualités du 1961, que nous bûmes... à 16° pas plus... et si Bacchus nous prête vie, nous boirons le LEOVILLE-LAS-CASES 1961 dans 10 ans, avec une truffe sous les cendres"

LA REYNIÈRE  
LE MONDE DU 24.11.67  
En direct de la propriété  
Franc toute la France T.T.C.  
millésime 1972

12 bout.	60 bout.
324 F	1440 F

Tarifs sur demande  
pour nos autres millésimes

Ecrivez  
CH. LEOVILLE-LAS-CASES  
33250 ST. JULIEN - MEDOC

#### Rive gauche

##### MAYFLOWER

Restaurant de la cuisine VRAIE. Port de la Bourdonnais (rive gauche). Parking illimité en bord de Seine. Entrée quai Branly, face à l'avenue de la Bourdonnais.

OUVERTURE : le 2 FÉVRIER 1976  
RESERVATION : 551-63-08 (jusqu'au 2-2-76). A partir du 2-2-76 au 555-11-22 - 555-10-72.

Déjeunés  
Dînez ou Soupez  
avec  
**PARIS A VOS PIEDS**

le ciel  
de Paris  
LE RESTAURANT DU 55ème ETAGE  
RELATIVES MARIE-MONTMARTRE  
538-52-35

**NAVY CLUB**  
RESTAURANT de 19 H à l'aube  
HUITRES - COQUILLAGES - SPÉCIALITÉS  
DISCOTHÈQUE de 22 H à l'aube  
SALLES CLIMATISÉES - PARKING ASSURÉ  
58 bd de l'Hôpital 13 - 535.91.94/93.86, Fermé Lundi sauf 16-17

**LES TROIS TOURS**  
La nouvelle table des gourmets  
dans un cadre étonnant  
TOUT  
MARIE-MONTMARTRE  
11, rue de l'Église, 75005 PARIS

**LE PETIT ZINC**  
FRUITS DE MER, FOIE GRAS, VIN DE PAYE  
**LE FÜRSTENBERG**  
FRUITS DE MER, FOIE GRAS, VIN DE PAYE  
FRUITS DE MER, FOIE GRAS, VIN DE PAYE  
23, rue de Bercy - PARIS 12

**La Chaumière en l'île**  
Serge MONASTIER  
Spécialités de la cuisine de la Seine  
Cuisine de haut vol - Spécialité de volaille aux crepes  
4, rue Jean de Bellay - 4° - Fermé le lundi 14-15  
Parking St. Marie Montmarte Tél. 033.27.34

#### Rive droite

**FLO**  
Son banc d'huitres  
770.13.59  
63, Rue du Fg. St. Denis F/D

**Julien**  
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10°  
Réservation 770 12 06  
tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

**Chez Manuëlle**  
depuis 45 ans de Père en Fils  
**SON BANC D'HUITRES**  
Spécialités de POISSONS  
**BOUILLABAISSE 28 F.**  
comme à Marseille  
3, r. du Fg St-Denis - 10° - F. merc.  
770-31-39

**MARIUS et JANETTE**  
TOUS LES FRUITS DE MER  
et toutes les spécialités provençales  
4, St. George-V - L.Y. 71-78, 011-94-37

**L'AUTRICHE ?**  
NON !  
tout près de vous  
la JOIE de la NEIGE à  
**LA TRUITE VAGABONDE**  
avec ses spécialités  
17, rue des Batignolles - 17°  
Réservé à  
387.71.80 et 87,75

**Dessirier**  
MAÎTRE - ÉCAILLER - RESTAURATEUR  
7, place Fereire, Paris 17° - 754-74-14

**OUVERTS JOUR et NUIT**  
avec Huitres  
FRUITS DE MER - GRATINÉE - GRILLADES  
à l'Opéra

**le grand café**  
Le grand RESTAURANT de l'Opéra  
4, Bd des Capucines - 075-47-45  
Parking Permanent à 20 m

**Le Châlot**  
54, boulevard des Batignolles (17°)  
Tél. 387-25-84  
SPÉCIALITÉS MARITIMES  
La plus belle carte de poissons  
SALLE CLIMATISÉE  
Fermé dimanche et lundi

**TERMINUS NORD**  
824.48.72  
SON BANC D'HUITRES  
23, rue de Dunkerque  
face Gare du Nord  
tous les jours

**le grand café**  
Le grand RESTAURANT de l'Opéra  
4, Bd des Capucines - 075-47-45  
Parking Permanent à 20 m

**le grand café**  
Le grand RESTAURANT de l'Opéra  
4, Bd des Capucines - 075-47-45  
Parking Permanent à 20 m

**le grand café**  
Le grand RESTAURANT de l'Opéra  
4, Bd des Capucines - 075-47-45  
Parking Permanent à 20 m











# Sports

## PAGES AU GALOP

**D**E Xénophon à nos jours la littérature équestre a gaspillé à travers le monde en une somme inépuisable d'ouvrages. Tous tentent en vain d'expliquer avec exactitude le geste d'un cavalier, de l'écuyer, de l'archiviste paléographe flanqué d'une équipe d'éprouvés de rats de bibliothèque y laisserait son cœur et sa santé!

Le corollaire? L'étonnante floraison n'a rien perdu de sa vigueur. L'an dernier, comme si l'art équestre, fixé par des lois intangibles, attendait aujourd'hui encore de nouvelles chartes. A cela, deux raisons sans doute. D'abord, il y a toute dans les écuries et, traîche et dispose, une clientèle potentielle pour les libraires. Certes, l'enseignement oral ayant à peu près disparu du manège, le livre a dû se substituer à la bonne parole. Mais, dans la prolifération des conseils tirés de

l'écriture, où se loge la vérité, quel pasteur inspiré suivre? Si les grands principes au nom desquels des générations d'élèves ont été mis à cheval reviennent tous les siècles, leurs modes d'application, en revanche, offrent à la polémique un champ illimité de controverses. En France, pays de très ancienne tradition équestre, on ne compte plus les chefs d'école défendant sur un ton et dans une langue souvent admirables (1) des théories absolument inconciliables aux yeux du débutant de bonne volonté, qui ne sait plus très bien sous quelle bannière marcher aux trois allures. Avec quelle visible délectation leurs continuistes, peu économes de leur encre, poursuivent le char, vivifiant et semant le combat. L'édition — l'édition de luxe en particulier — ne regarde pas à la dépense pour recueillir les fruits de leurs méditations, prouve que le public existe, le petit coup de pouce du snobisme aidant, pour ce genre de lectures, peu accessibles au simple mortel.

### « Auristes » et « bauchéristes »

En 1975, l'équitation académique comprend un nombre à peu près égal et considérable de « bauchéristes » et d'« auristes ». François Baucher, Rouennais d'origine modeste, et le comte Antoine Cartier d'Aure, d'illustre souche béarnaise, dominent de leur forte carrure l'extraordinaire pépinière d'écuyers de talent dont le siècle passé peut justement s'enorgueillir. Le souvenir du premier est depuis l'avant-dernier été perpétué dans les jardins des Champs-Élysées par une plaque portant l'inscription : « En ce lieu du Carré Marigny s'élevait le cirque des Champs-Élysées. François Baucher (1787-1875), l'un des plus grands écuyers des temps modernes, y connut une gloire éclatante entre 1837 et 1843 ». Le passant qui déchiffre ces lettres artistement gravées dans le marbre est loin de soupçonner la tempête que déchaine le citoyen Baucher dans le Paris de Louis-Philippe, aux écuries innombrables.

### Méditer la leçon

A vrai dire, ce novateur de génie imagina, élaborait la technique que nous voyons appliquer de nos jours — et avec quel retardement! — par la souveraine école allemande, et qu'une poignée formée tout simplement d'élèves de l'école de Baucher.

Les méthodes respectives des deux écoles, séparées par une barrière de l'écuyer d'aujourd'hui, se ressemblent et se ressemblent, peuvent se résumer ainsi. Dans l'esprit de Baucher, il s'agit de briser les forces instinctives du cheval, de leur substituer des forces transmissibles, les premières étant « celles qui viennent de l'animal et déterminent l'emploi », les secondes celles émanant du cavalier.

Pour d'Aure, au contraire — cavalier ayant exercé en extérieur sous un toit — le cheval se trouve certes en liberté absolue, mais sous des aides vigilantes, mais non soumis, « tel que la nature l'a construit ». Suivant la belle et limpide image du général Durosny : « Avec le comte d'Aure, l'action du cavalier peut se comparer à celle d'un rhéostat contrôlant l'intensité

et les irrégularités du courant, avec Baucher, elle tend à sa distribution régulière ». Les forces du cheval n'étaient en somme libérées qu'à la commande. Autour de ces deux thèmes de réflexion qui ont tout pour s'harmoniser et se compléter et cherchent à se détruire, sans quoi les déliées querelles de clocher disparaîtraient, les antagonismes s'exaspèrent, le nom de Baucher rayonnant avec plus d'éclat toujours, sur le drapeau de l'équitation outre-Rhin et à Vienne que celui d'Aure, dont la réputation territoriale après tout (et on ne le dira pas assez), que tout aujourd'hui, plus de cent ans après Baucher, les Winkler, Schockebue, Stenken, Sonksen, Ligges, commencent à étranger (notamment outre-Rhin et à Vienne) que celui d'Aure, dont la réputation territoriale après tout (et on ne le dira pas assez), que tout aujourd'hui, plus de cent ans après Baucher, les Winkler, Schockebue, Stenken, Sonksen, Ligges, commencent à étranger.

### Jambe en Z

L'Equitation de Jean Saint-Fort-Pallard (Chiron Ed. Paris) et l'Equitation (Chancery Ed.) par Ivor Herbert, deux titres identiques, deux ouvrages d'inspiration et de conception profondément différentes. Médaille d'or en dressage par équipes aux Jeux olympiques de Londres en 1948, Jean Saint-Fort-Pallard appartient à ce noyau de cavaliers de concours alimentant sans arrière-pensée le cheval de l'industrie, vertu que peu de vedettes fâchées et applaudies ont en partage. Le cheval baigne tout entier dans un climat de chaleur et de saine sympathie et pour cette raison le livre ne peut que susciter de nouvelles vocations équestres.

Ceux qui croient encore à la démocratisation du cheval apprécieront l'Equitation de M. Ivor Herbert astucieusement « cotée » en bandes dessinées. Dès la première leçon, la jeune Carole, héroïne d'une merveilleuse aventure

équestre, présente en selle une position digne d'un écuyer cavalcadour, la jambe en Z, le talon rigoureusement descendu. Seigneur que cette enfant est douée! Il y a là, de toute évidence, une petite tromperie dont il convient d'alerter les débutants. Le livre n'en demeure pas moins paré d'excellents conseils.

A quelle famille d'auteurs rattachée, M. Charles Collomb, Lyonnais bon teint, qui a signé un ouvrage « pensé ». Une technique de dressage rapide du cheval de selle (Ed. Collomb, 70, bd des Belges, Lyon). Le titre peut de prime abord hérisser l'ameur tout en séduisant les velléités de mettre en équitation les bouchées doubles. Dès les premiers chapitres, nous sommes heureusement et complètement rassurés, l'ouvrage s'adresse — et c'est son originalité — aux cavaliers largement dégraisés (niveau du deuxième degré) et ayant extrêmement peu de chances de trouver un instructeur, car le nombre en est faible.

La mode étant aux petites pirouettes, citons celle-ci : « Un cheval peut être dans une très vive impulsion même s'il est complètement immobile ». On ne saurait aller plus loin dans la connaissance du noble animal.

ROLAND MERLIN.

(1) Lire à ce propos Les Maîtres de l'équitation classique, comprenant un particulier un texte de La Guérinière d'une incomparable élégance de style. (Bibliothèque des Arts et Traditions). Prix : 25 F. Autre lecture recommandée : l'Equitation de tradition française, de Diego de Bragança, traduit du portugais par René Bacharach. (Ed. Le Livre de Paris.) Prix : 50 F.

# Jeux

## Echecs

N° 643

(Tournoi international de Weesp-Can-Zee (Hollande, 1976). Blancs : L. LUBJOVITZ. Noirs : O. ANDERSSON. Défense de Scheveningue.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. c3 c6 4. d4 d5 5. cxd5 cxd5 6. f4 f5 7. g4 g5 8. f5 g6 9. f6 g7 10. g6 h6 11. h6 g7 12. g7 h6 13. h6 g7 14. g7 h6 15. h6 g7 16. g7 h6 17. h6 g7 18. g7 h6 19. h6 g7 20. g7 h6 21. h6 g7 22. g7 h6 23. h6 g7 24. g7 h6 25. h6 g7 26. g7 h6 27. h6 g7 28. g7 h6 29. h6 g7 30. g7 h6 31. h6 g7 32. g7 h6 33. h6 g7 34. g7 h6 35. h6 g7 36. g7 h6 37. h6 g7 38. g7 h6 39. h6 g7 40. g7 h6 41. h6 g7 42. g7 h6 43. h6 g7 44. g7 h6 45. h6 g7 46. g7 h6 47. h6 g7 48. g7 h6 49. h6 g7 50. g7 h6 51. h6 g7 52. g7 h6 53. h6 g7 54. g7 h6 55. h6 g7 56. g7 h6 57. h6 g7 58. g7 h6 59. h6 g7 60. g7 h6 61. h6 g7 62. g7 h6 63. h6 g7 64. g7 h6 65. h6 g7 66. g7 h6 67. h6 g7 68. g7 h6 69. h6 g7 70. g7 h6 71. h6 g7 72. g7 h6 73. h6 g7 74. g7 h6 75. h6 g7 76. g7 h6 77. h6 g7 78. g7 h6 79. h6 g7 80. g7 h6 81. h6 g7 82. g7 h6 83. h6 g7 84. g7 h6 85. h6 g7 86. g7 h6 87. h6 g7 88. g7 h6 89. h6 g7 90. g7 h6 91. h6 g7 92. g7 h6 93. h6 g7 94. g7 h6 95. h6 g7 96. g7 h6 97. h6 g7 98. g7 h6 99. h6 g7 100. g7 h6 101. h6 g7 102. g7 h6 103. h6 g7 104. g7 h6 105. h6 g7 106. g7 h6 107. h6 g7 108. g7 h6 109. h6 g7 110. g7 h6 111. h6 g7 112. g7 h6 113. h6 g7 114. g7 h6 115. h6 g7 116. g7 h6 117. h6 g7 118. g7 h6 119. h6 g7 120. g7 h6 121. h6 g7 122. g7 h6 123. h6 g7 124. g7 h6 125. h6 g7 126. g7 h6 127. h6 g7 128. g7 h6 129. h6 g7 130. g7 h6 131. h6 g7 132. g7 h6 133. h6 g7 134. g7 h6 135. h6 g7 136. g7 h6 137. h6 g7 138. g7 h6 139. h6 g7 140. g7 h6 141. h6 g7 142. g7 h6 143. h6 g7 144. g7 h6 145. h6 g7 146. g7 h6 147. h6 g7 148. g7 h6 149. h6 g7 150. g7 h6 151. h6 g7 152. g7 h6 153. h6 g7 154. g7 h6 155. h6 g7 156. g7 h6 157. h6 g7 158. g7 h6 159. h6 g7 160. g7 h6 161. h6 g7 162. g7 h6 163. h6 g7 164. g7 h6 165. h6 g7 166. g7 h6 167. h6 g7 168. g7 h6 169. h6 g7 170. g7 h6 171. h6 g7 172. g7 h6 173. h6 g7 174. g7 h6 175. h6 g7 176. g7 h6 177. h6 g7 178. g7 h6 179. h6 g7 180. g7 h6 181. h6 g7 182. g7 h6 183. h6 g7 184. g7 h6 185. h6 g7 186. g7 h6 187. h6 g7 188. g7 h6 189. h6 g7 190. g7 h6 191. h6 g7 192. g7 h6 193. h6 g7 194. g7 h6 195. h6 g7 196. g7 h6 197. h6 g7 198. g7 h6 199. h6 g7 200. g7 h6 201. h6 g7 202. g7 h6 203. h6 g7 204. g7 h6 205. h6 g7 206. g7 h6 207. h6 g7 208. g7 h6 209. h6 g7 210. g7 h6 211. h6 g7 212. g7 h6 213. h6 g7 214. g7 h6 215. h6 g7 216. g7 h6 217. h6 g7 218. g7 h6 219. h6 g7 220. g7 h6 221. h6 g7 222. g7 h6 223. h6 g7 224. g7 h6 225. h6 g7 226. g7 h6 227. h6 g7 228. g7 h6 229. h6 g7 230. g7 h6 231. h6 g7 232. g7 h6 233. h6 g7 234. g7 h6 235. h6 g7 236. g7 h6 237. h6 g7 238. g7 h6 239. h6 g7 240. g7 h6 241. h6 g7 242. g7 h6 243. h6 g7 244. g7 h6 245. h6 g7 246. g7 h6 247. h6 g7 248. g7 h6 249. h6 g7 250. g7 h6 251. h6 g7 252. g7 h6 253. h6 g7 254. g7 h6 255. h6 g7 256. g7 h6 257. h6 g7 258. g7 h6 259. h6 g7 260. g7 h6 261. h6 g7 262. g7 h6 263. h6 g7 264. g7 h6 265. h6 g7 266. g7 h6 267. h6 g7 268. g7 h6 269. h6 g7 270. g7 h6 271. h6 g7 272. g7 h6 273. h6 g7 274. g7 h6 275. h6 g7 276. g7 h6 277. h6 g7 278. g7 h6 279. h6 g7 280. g7 h6 281. h6 g7 282. g7 h6 283. h6 g7 284. g7 h6 285. h6 g7 286. g7 h6 287. h6 g7 288. g7 h6 289. h6 g7 290. g7 h6 291. h6 g7 292. g7 h6 293. h6 g7 294. g7 h6 295. h6 g7 296. g7 h6 297. h6 g7 298. g7 h6 299. h6 g7 300. g7 h6 301. h6 g7 302. g7 h6 303. h6 g7 304. g7 h6 305. h6 g7 306. g7 h6 307. h6 g7 308. g7 h6 309. h6 g7 310. g7 h6 311. h6 g7 312. g7 h6 313. h6 g7 314. g7 h6 315. h6 g7 316. g7 h6 317. h6 g7 318. g7 h6 319. h6 g7 320. g7 h6 321. h6 g7 322. g7 h6 323. h6 g7 324. g7 h6 325. h6 g7 326. g7 h6 327. h6 g7 328. g7 h6 329. h6 g7 330. g7 h6 331. h6 g7 332. g7 h6 333. h6 g7 334. g7 h6 335. h6 g7 336. g7 h6 337. h6 g7 338. g7 h6 339. h6 g7 340. g7 h6 341. h6 g7 342. g7 h6 343. h6 g7 344. g7 h6 345. h6 g7 346. g7 h6 347. h6 g7 348. g7 h6 349. h6 g7 350. g7 h6 351. h6 g7 352. g7 h6 353. h6 g7 354. g7 h6 355. h6 g7 356. g7 h6 357. h6 g7 358. g7 h6 359. h6 g7 360. g7 h6 361. h6 g7 362. g7 h6 363. h6 g7 364. g7 h6 365. h6 g7 366. g7 h6 367. h6 g7 368. g7 h6 369. h6 g7 370. g7 h6 371. h6 g7 372. g7 h6 373. h6 g7 374. g7 h6 375. h6 g7 376. g7 h6 377. h6 g7 378. g7 h6 379. h6 g7 380. g7 h6 381. h6 g7 382. g7 h6 383. h6 g7 384. g7 h6 385. h6 g7 386. g7 h6 387. h6 g7 388. g7 h6 389. h6 g7 390. g7 h6 391. h6 g7 392. g7 h6 393. h6 g7 394. g7 h6 395. h6 g7 396. g7 h6 397. h6 g7 398. g7 h6 399. h6 g7 400. g7 h6 401. h6 g7 402. g7 h6 403. h6 g7 404. g7 h6 405. h6 g7 406. g7 h6 407. h6 g7 408. g7 h6 409. h6 g7 410. g7 h6 411. h6 g7 412. g7 h6 413. h6 g7 414. g7 h6 415. h6 g7 416. g7 h6 417. h6 g7 418. g7 h6 419. h6 g7 420. g7 h6 421. h6 g7 422. g7 h6 423. h6 g7 424. g7 h6 425. h6 g7 426. g7 h6 427. h6 g7 428. g7 h6 429. h6 g7 430. g7 h6 431. h6 g7 432. g7 h6 433. h6 g7 434. g7 h6 435. h6 g7 436. g7 h6 437. h6 g7 438. g7 h6 439. h6 g7 440. g7 h6 441. h6 g7 442. g7 h6 443. h6 g7 444. g7 h6 445. h6 g7 446. g7 h6 447. h6 g7 448. g7 h6 449. h6 g7 450. g7 h6 451. h6 g7 452. g7 h6 453. h6 g7 454. g7 h6 455. h6 g7 456. g7 h6 457. h6 g7 458. g7 h6 459. h6 g7 460. g7 h6 461. h6 g7 462. g7 h6 463. h6 g7 464. g7 h6 465. h6 g7 466. g7 h6 467. h6 g7 468. g7 h6 469. h6 g7 470. g7 h6 471. h6 g7 472. g7 h6 473. h6 g7 474. g7 h6 475. h6 g7 476. g7 h6 477. h6 g7 478. g7 h6 479. h6 g7 480. g7 h6 481. h6 g7 482. g7 h6 483. h6 g7 484. g7 h6 485. h6 g7 486. g7 h6 487. h6 g7 488. g7 h6 489. h6 g7 490. g7 h6 491. h6 g7 492. g7 h6 493. h6 g7 494. g7 h6 495. h6 g7 496. g7 h6 497. h6 g7 498. g7 h6 499. h6 g7 500. g7 h6 501. h6 g7 502. g7 h6 503. h6 g7 504. g7 h6 505. h6 g7 506. g7 h6 507. h6 g7 508. g7 h6 509. h6 g7 510. g7 h6 511. h6 g7 512. g7 h6 513. h6 g7 514. g7 h6 515. h6 g7 516. g7 h6 517. h6 g7 518. g7 h6 519. h6 g7 520. g7 h6 521. h6 g7 522. g7 h6 523. h6 g7 524. g7 h6 525. h6 g7 526. g7 h6 527. h6 g7 528. g7 h6 529. h6 g7 530. g7 h6 531. h6 g7 532. g7 h6 533. h6 g7 534. g7 h6 535. h6 g7 536. g7 h6 537. h6 g7 538. g7 h6 539. h6 g7 540. g7 h6 541. h6 g7 542. g7 h6 543. h6 g7 544. g7 h6 545. h6 g7 546. g7 h6 547. h6 g7 548. g7 h6 549. h6 g7 550. g7 h6 551. h6 g7 552. g7 h6 553. h6 g7 554. g7 h6 555. h6 g7 556. g7 h6 557. h6 g7 558. g7 h6 559. h6 g7 560. g7 h6 561. h6 g7 562. g7 h6 563. h6 g7 564. g7 h6 565. h6 g7 566. g7 h6 567. h6 g7 568. g7 h6 569. h6 g7 570. g7 h6 571. h6 g7 572. g7 h6 573. h6 g7 574. g7 h6 575. h6 g7 576. g7 h6 577. h6 g7 578. g7 h6 579. h6 g7 580. g7 h6 581. h6 g7 582. g7 h6 583. h6 g7 584. g7 h6 585. h6 g7 586. g7 h6 587. h6 g7 588. g7 h6 589. h6 g7 590. g7 h6 591. h6 g7 592. g7 h6 593. h6 g7 594. g7 h6 595. h6 g7 596. g7 h6 597. h6 g7 598. g7 h6 599. h6 g7 600. g7 h6 601. h6 g7 602. g7 h6 603. h6 g7 604. g7 h6 605. h6 g7 606. g7 h6 607. h6 g7 608. g7 h6 609. h6 g7 610. g7 h6 611. h6 g7 612. g7 h6 613. h6 g7 614. g7 h6 615. h6 g7 616. g7 h6 617. h6 g7 618. g7 h6 619. h6 g7 620. g7 h6 621. h6 g7 622. g7 h6 623. h6 g7 624. g7 h6 625. h6 g7 626. g7 h6 627. h6 g7 628. g7 h6 629. h6 g7 630. g7 h6 631. h6 g7 632. g7 h6 633. h6 g7 634. g7 h6 635. h6 g7 636. g7 h6 637. h6 g7 638. g7 h6 639. h6 g7 640. g7 h6 641. h6 g7 642. g7 h6 643. h6 g7 644. g7 h6 645. h6 g7 646. g7 h6 647. h6 g7 648. g7 h6 649. h6 g7 650. g7 h6 651. h6 g7 652. g7 h6 653. h6 g7 654. g7 h6 655. h6 g7 656. g7 h6 657. h6 g7 658. g7 h6 659. h6 g7 660. g7 h6 661. h6 g7 662. g7 h6 663. h6 g7 664. g7 h6 665. h6 g7 666. g7 h6 667. h6 g7 668. g7 h6 669. h6 g7 670. g7 h6 671. h6 g7 672. g7 h6 673. h6 g7 674. g7 h6 675. h6 g7 676. g7 h6 677. h6 g7 678. g7 h6 679. h6 g7 680. g7 h6 681. h6 g7 682. g7 h6 683. h6 g7 684. g7 h6 685. h6 g7 686. g7 h6 687. h6 g7 688. g7 h6 689. h6 g7 690. g7 h6 691. h6 g7 692. g7 h6 693. h6 g7 694. g7 h6 695. h6 g7 696. g7 h6 697. h6 g7 698. g7 h6 699. h6 g7 700. g7 h6 701. h6 g7 702. g7 h6 703. h6 g7 704. g7 h6 705. h6 g7 706. g7 h6 707. h6 g7 708. g7 h6 709. h6 g7 710. g7 h6 711. h6 g7 712. g7 h6 713. h6 g7 714. g7 h6 715. h6 g7 716. g7 h6 717. h6 g7 718. g7 h6 719. h6 g7 720. g7 h6 721. h6 g7 722. g7 h6 723. h6 g7 724. g7 h6 725. h6 g7 726. g7 h6 727. h6 g7 728. g7 h6 729. h6 g7 730. g7 h6 731. h6 g7 732. g7 h6 733. h6 g7 734. g7 h6 735. h6 g7 736. g7 h6 737. h6 g7 738. g7 h6 739. h6 g7 740. g7 h6 741. h6 g7 742. g7 h6 743. h6 g7 744. g7 h6 745. h6 g7 746. g7 h6 747. h6 g7 748. g7 h6 749. h6 g7 750. g7 h6 751. h6 g7 752. g7 h6 753. h6 g7 754. g7 h6 755. h6 g7 756. g7 h6 757. h6 g7 758. g7 h6 759. h6 g7 760. g7 h6 761. h6 g7 762. g7 h6 763. h6 g7 764. g7 h6 765. h6 g7 766. g7 h6 767. h6 g7 768. g7 h6 769. h6 g7 770. g7 h6 771. h6 g7 772. g7 h6 773. h6 g7 774. g7 h6 775. h6 g7 776. g7 h6 777. h6 g7 778. g7 h6 779. h6 g7 780. g7 h6 781. h6 g7 782. g7 h6 783. h6 g7 784. g7 h6 785. h6 g7 786. g7 h6 787. h6 g7 788. g7 h6 789. h6 g7 790. g7 h6 791. h6 g7 792. g7 h6 793. h6 g7 794. g7 h6 795. h6 g7 796. g7 h6 797. h6 g7 798. g7 h6 799. h6 g7 800. g7 h6 801. h6 g7 802. g7 h6 803. h6 g7 804. g7 h6 805. h6 g7 806. g7 h6 807. h6 g7 808. g7 h6 809. h6 g7 810. g7 h6 811. h6 g7 812. g7 h6 813. h6 g7 814. g7 h6 815. h6 g7 816. g7 h6 817. h6 g7 818. g7 h6 819. h6 g7 820. g7 h6 821. h6 g7 822. g7 h6 823. h6 g7 824. g7 h6 825. h6 g7 826. g7 h6 827. h6 g7 828. g7 h6 829. h6 g7 830. g7 h6 831. h6 g7 832. g7 h6 833. h6 g7 834. g7 h6 835. h6 g7 836. g7 h6 837. h6 g7 838. g7 h6 839. h6 g7 840. g7 h6 841. h6 g7 842. g7 h6 843. h6 g7 844. g7 h6 845. h6 g7 846. g7 h6 847. h6 g7 848. g7 h6 849. h6 g7 850. g7 h6 851. h6 g7 852. g7 h6 853. h6 g7 854. g7 h6 855. h6 g7 856. g7 h6 857. h6 g7 858. g7 h6 859. h6 g7 860. g7 h6 861. h6 g7 862. g7 h6 863. h6 g7 864. g7 h6 865. h6 g7 866. g7 h6 867. h6 g7 868. g7 h6 869. h6 g7 870. g7 h6 871. h6 g7 872. g7 h6 873. h6 g7 874. g7 h6 875. h6 g7 876. g7 h6 877. h6 g7 878. g7 h6 879. h6 g7 880. g7 h6 881. h6 g7 882. g7 h6 883. h6 g7 884. g7 h6 885. h6 g7 886. g7 h6 887. h6 g7 888. g7 h6 889. h6 g7 890. g7 h6 891. h6 g7 892. g7 h6 893. h6 g7 894. g7 h6 895. h6 g7 896. g7 h6 897. h6 g7 898. g7 h6 899. h6 g7 900. g7 h6 901. h6 g7 902. g7 h6 903. h6 g7 904. g7 h6 905. h6 g7 906. g7 h6 907. h6 g7 908. g7 h6 909. h6 g7 910. g7 h6 911. h6 g7 912. g7 h6 913. h6 g7 914. g7 h6 915. h6 g7 916. g7 h6 917. h6 g7 918. g7 h6 919. h6 g7 920. g7 h6 921. h6 g7 922. g7 h6 923. h6 g7 924. g7 h6 925. h6 g7 926. g7 h6 927. h6 g7 928. g7 h6 929. h6 g7 930. g7 h6 931. h6 g7 932. g7 h6 933. h6 g7 934. g7 h6 935. h6 g7 936. g7 h6 937. h6 g7 938. g7 h6 939. h6 g7 940. g7 h6 941. h6 g7 942. g7 h6 943. h6 g7 944. g7 h6 945. h6 g7 946. g7 h6 947. h6 g7 948. g7 h6 949. h6 g7 950. g7 h6 951. h6 g7 952. g7 h6 953. h6 g7 954. g7 h6 955. h6 g7 956. g7 h6 957. h6 g7 958. g7 h6 959. h6 g7 960. g7 h6 961. h6 g7 962. g7 h6 963. h6 g7 964. g7 h6 965. h6 g7 966. g7 h6 967. h6 g7 968. g7 h6 969. h6 g7 970. g7 h6 971. h6 g7 972. g7 h6 973. h6 g7 974. g7 h6 975. h6 g7 976. g7 h6 977. h6 g7 978. g7 h6 979. h6 g7 980. g7 h6 981. h6 g7 982. g7 h6 983. h6 g7 984. g7 h6 985. h6 g7 986. g7 h6 987. h6 g7 988. g7 h6 989. h6 g7 990. g7 h6 991. h6 g7 992. g7 h6 993. h6 g7 994. g7 h6 995. h6 g7 996. g7 h6 997. h6 g7 998. g7 h6 999. h6 g7 1000. g7 h6 1001. h6 g7 1002. g7 h6 1003. h6 g7 1004. g7 h6 1005. h6 g7 1006. g7 h6 1007. h6 g7 1008. g7 h6 1009. h6 g7 1010. g7 h6 1011. h6 g7 1012. g7 h6 1013. h6 g7 1014. g7 h6 1015. h6 g7 1016. g7 h6 1017. h6 g7 1018. g7 h6 1019. h6 g7 1020. g7 h6 1021. h6 g7 1022. g7 h6 1023. h6 g7 1024. g7 h6 1025. h6 g7 1026. g7 h6 1027. h6 g7 1028. g7 h6 1029. h6 g7 1030. g7 h6 1031. h6 g7 1032. g7 h6 1033. h6 g7 1034. g7 h6 1035. h6 g7 1036. g7 h6 1037. h6 g7 1038. g7 h6 1039. h6 g7 1040. g7 h6 1041. h6 g7 1042. g7 h6 1043. h6 g7 1044. g7 h6 1045. h6 g7 1046. g7 h6 1047. h6 g7 1048. g7 h6 1049. h6 g7 1050. g7 h6 1051. h6 g7 1052. g7 h6 1053. h6 g7 1054. g7 h6 10



LES COLLECTIONS DE PRINTEMPS

Ca, c'est Paris !

L'EXTRAORDINAIRE démonstration par Mme GRES de ce que peut être le métier d'art de la haute couture termine la ronde des présentations de printemps si bien lancée par PIERRE BALMAIN. Tous deux ont en commun un sens de l'élégance très parisien et, avec CHRISTIAN DIOR, LOUIS FERRAUD, L'AMIN et NINA RICCI, n'ont pas cédé à la facilité de l'orientalisme.

Le retour de l'ensemble à blazer ou veste et pantalon de flanelle rayée ou uni, de coton ou de soie, plaira aux jeunes femmes actives sans pour autant démoder les jupes et les robes. C'est une question de style et de finesse de coupe. En tout état de cause, ces tenues dépourvues et nettes sont adoucies par le tissu et la coupe des blouses qui les accompagnent.

Comme prévu, le manteau d'entrée de saison se fait rare, en faveur de vestes, de cardigans et d'imperméables. Les djellabas au mollet et les chemises-ponchos jouent le rôle de cache-pousière, en gabardine de laine poids plume, en toile de lin, en coton ou en soie aussi bien pour le jour que pour le soir.

Les corsages blousants allongent le buste et affinent les hanches en mouvements et découpes plates ou drapées, se terminant souvent par une ceinture. Les jupes et les robes bougent grâce à une ampleur basse, aux froncées sous la taille ou aux fentes sur les côtés.

Les chaussures et les sandales ouvertes à talons hauts et canures marquées donnent une démarche féminine aux jambes gainées de tous côtés. Détail pratique glané au cours de la semaine : portez vos cheveux en casque gominé s'ils sont courts, ou s'ils ne le sont pas tirez-les en mini-chignon sur la nuque. Si vous confectionnez vos robes, pensez à acheter 1 mètre de tissu assorti pour nouer en écharpe ou en châle. La fleur en contraste au revers renouvellera l'allure de votre blazer de l'année dernière et un col claudine blanc celle d'un chemisier de couleur.

John Tullis, chez MOLYNEUX, a repris seul le flambeau de la maison avec des tailleurs marines à veste courte, des redingotes sages et des robes de mousseline. CARVEN tente de séduire la femme au foyer en lui offrant des ensembles de coton et de soie imprimés à effet de tablier plissé légèrement au-dessus de l'ourlet. Tout bouge et danse à la marche dans les modèles de jour, alors que les robes de cocktail sous le mollet allongent la silhouette par des rayures ou des bandes satin dans les mousselines façonnées, toujours traitées à la verticale. Les imprimés à petits motifs fleurissent pour la journée, tandis que des tons forts se parent de broderies chamarrées en robes hiératiques, hautes en couleur.

1976, chez Mme GRES, est un grand millésime. Son talent jaillit tout au long d'une collection vraiment prestigieuse où l'artiste paraît avoir sculpté ses modèles sur le corps de ses jeunes filles. Tout est soigné, pur de ligne, infiniment subtil et merveilleux à porter, tant par les contrastes de drapés et de formes que par celui des couleurs. Parfait !

NATHALIE MONT-SERVAN.



Mode

LAPIDUS : Ensemble en popeline de coton blanc de Thomas Mason, bonnet de chambrayette bleue.

CARVEN : Robe en imprimé de soie bleu, blanc, rouge de Chiffon Monty Roussel, à tablier plissé.

UNGARO : Robe d'après-midi en soie jacquard rose de Poulner, imprimée de bouquets romantiques en camaïeu de mauve de Sonia Knapp.

PATOU : Ensemble à djellaba marocaine en cachemire chameau de Bevilacqua, sur un pyjama de soie blanche de Bianchini.

CHANEL : Manteau en toile de coton noir et blanc à grosses rayures sur un deux-pièces blanc uni. Chapeau noir de Paulette garni de fleurs et d'une voilette.

GRES : Robe de soie à tunique au corsage drapé en éventail, sur une taille finement marquée et un mouvement de basque, portée avec une jupe droite haut fendue en shantung de soie noire de Moreau.

CLIN D'OEIL

TRISTAN ET LES SOLDES

Le commerce, qui tient la vitrine de la société de consommation, a réussi à nous imposer, entre les saisons qui rythment la vie terrestre, des intersaisons dites « des soldes », ayant aujourd'hui toutes les apparences de phénomènes naturels.

Comme il y a les marées d'équinoxe, les saints de glace et l'été de la Saint-Martin, il y a « les soldes », qui mériteraient bien d'être mentionnés au calendrier.

Suivent les stratégies publicitaires, les soldes se présentent différemment. Certains boutiquiers, croyant à l'attrait du mystère, barbouillent les glaces de leurs vitrines au blanc d'Espagne et donnent ainsi à penser que derrière cette opacité complote se traitent des affaires sensationnelles que tous les passants ne sauraient en supporter la vue !

D'autres, au moyen de panneaux, entendent prouver en donnant les prix normaux, regusément barrés de rouge et en regard les prix « soldes », « Hyper-soldes », « Coup de balai général », « Liquidation sous la pression des circonstances. D'autres encore, désireux de battre leurs concurrents à la baisse, annoncent par voie d'affiches : « Super-soldes », « Hyper-soldes », « Coup de balai général », « Liquidation totale ». Cela pourrait faire croire aux naïfs que, en insistant un peu, le marchand acharné à se débarrasser de sa marchandise leur donnera celle-ci pour rien, avec peut-être, en prime, un petit cadeau !

Les maisons renommées, les fournisseurs qui portent griffe, procèdent souvent par vagues sélectionnées. Ils envoient des bristols à leurs clients et clientes, les convient à des sessions de soldes privées et sur invitation, « tenue de campagne de rigueur ». Ainsi, dans des salons culturels, où ils sont introduits par groupes décomptés — comme à la Tour de Londres — ces privilégiés ont le droit de choisir — avant que ne déferlent les chasseurs de soldes qu'on ne voit jamais en cours d'année — le meilleur des « laissés-pour-compte » de la saison.

Car tout observateur averti le remarquera, la marchandise qui apparaît en période de soldes dans les vitrines ne retient pas l'attention en temps ordinaire. On se demande même comment tel « habilleur » des beaux quartiers peut détenir de pareils vestons vert épinard à correaux jaunes et d'aussi curieux pantalons en fibres vert imitation tweed...

C'est à croire qu'il existe quelque part en France, dissimulées dans des provinces où le sous-emploi invite à la décentralisation, des fabriques de vêtements, de chaussures et d'objets de soldes. On imagine des stylistes pervers, forçant leur talent pour réaliser des modèles spécialement laids, se délectant en dessinant des gilets vieillots, des imperméables spongieux, afin de fournir sur « soldes » des stocks à bon marché, qu'ils vendront juste un peu moins cher que la meilleure qualité, ce qui leur laissera tout de même un gentil bénéfice.

Mais l'important en période de soldes, c'est d'acheter. On ne choisit pas la marchandise, on choisit le prix sans toujours faire les comparaisons desquelles il ressort souvent que le bon marché coûte cher !

Ainsi si je rencontre, les bras chargés de paquets, mon ami Tristan, un bon jeune homme très soigné de sa personne, plutôt timide, qui passe une demi-heure chaque matin à choisir sa cravate.

« Je viens, m'a-t-il dit, de faire les soldes de chez Boboli. J'ai trouvé un petit pull cachemire pour 280 francs. Bien sûr, il est gris tourterelle et je l'aurais préféré bleu natter ! Il a un décolleté en pointe et je l'aurais mieux aimé à col roulé et il est été plus sobre évidemment sans cette petite poche de poitrine où l'on ne peut rien mettre. Mais enfin, quelle affaire, hein, moitié prix, mon vieux ! Et je pourrais le mettre en week-end, dès que j'aurai maigri un peu, parce qu'il ne restait que du 40 et que je porte habituellement du 44 ! »

MAURICE DENUZIERE.

Maison

AU BOIS

Un récent Salon professionnel du meuble, la tendance en faveur du bois s'est affirmée, et l'on a vu les essences claires — comme le pin, le hêtre ou le frêne — utilisées pour les meubles que les jeunes acquièrent en premier équipement, ceux réalisés en loupe (d'orme ou de frêne), aux précieuses veinures, faisant plutôt partie des achats de biens durables que l'on peut se permettre plus tard.

Et le plastique — enfant du pétrole — a pâti du renchérissement des cours : son prix n'est plus désormais compatible avec la vente de petits meubles dont la mode colorée est éphémère.

Le rotin joue — comme le bois — l'atout du matériau « naturel », ce qui est actuellement un gage de succès. Modélisé par les « designers », il a perdu cette rusticité qui le destinait hier au jardin. Réalisé en rotin de Manau, un nouvel ensemble de repas présenté par Steiner comprend des chaises à haut dossier en forme d'ogive, et une table dont le plateau hexagonal a ses faces voutées en miroir oxydé : une dalle de glace fumée de 130 mètres y est posée (« Esmeralda »). C'est en moelle de rotin tressée à la main qu'est fait tout un coin de repos de ton naturelivoire ; la pièce la plus originale est un canapé-rangement à deux places, dont les accoudoirs sont remplacés par deux petits meubles de rotin (à trois tiroirs chacun), deux autres tiroirs étant logés sous l'assise du canapé. On a remarqué aussi des tables basses et des chauffeuses d'angle en moelle tressée.

C'est dans la lignée des sièges larges et bas que Jean-Claude Prunthuis a dessiné pour Roset le programme nommé « Alderney ». Le fauteuil a des accoudoirs incorporés à l'assise, qui n'apparaissent que lorsque le poids du corps creuse le siège. Un canapé-lit, l'un des plus bas qui soient, s'intègre à l'ensemble des chauffeuses, droites ou d'angle. Roger Le Bihan, qui les présente dans son magasin de la rive gauche, propose aussi une table de repas pliante (fort pratique dans un studio) dont les proportions sont une réussite ; elle est en frêne, naturel ou teinté noir, et mesure, dépliée totalement, 130 x 82 centimètres. Ses deux abat-jour repliés, elle ne fait plus que 15 centimètres d'épaisseur (1315 P).

Parce qu'il croit à la valeur d'avoir des très beaux meubles modernes, Claude Danant a ouvert, rive droite, une « Galerie Regency » consacrée au contemporain. S'il affectionne toujours l'élégance britannique des meubles de l'époque Regency (présentés aux 45 et 60, rue du Bac), il a été séduit par l'imagination des Italiens contemporains. Sélectionnée dans la collection Elio Cittoni, une grande table de repas à son plateau fait d'une barre en cuivre poli qui trace un dessin rigoureux, d'un seul jet, apparaissant en trois points asymétriques sur un plateau de granit noir ou de travertin. De Manuel de Costa, une table de canapé dont le dessus de cuir blanc, travaillé en damier, est encastré dans une monture en bois laqué noir.

JANY AUJAME.

★ Steiner : 63-67, boulevard Raspail, 75006 Paris.  
Le Bihan : 7, rue de Solferino, 75007 Paris.  
Galerie Regency : 94, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

**POTERIE ÉMAUX STAGES**  
D'INITIATION, DE PERFECTIONNEMENT  
UN  
SPÉCIALISTE  
PRODUITS ET  
MATÉRIELS

**LOISIRS CERAM**  
4, rue Boursat - PARIS (19)  
Tél. 202-32-45 - 205-94-48  
MAGASIN LIBRE-SERVICE  
130, rue du Mont-Cenis  
Tél. 606-41-99

**odette**  
mince et élégante  
avec une ligne légère  
et efficace « sur mesure »  
soutien-gorge, combiné  
maillot de bain  
sur rendez-vous 770 42 77  
66 rue d'Anvers 75010 Paris  
4<sup>e</sup> étage avec ascenseur

Infidélités

QUICONQUE s'adresse à un vendeur de haute fidélité se voit proposer une « chaîne », CHAÎNE et haute fidélité sont des mots qui, aujourd'hui, sont toujours accolés — non sans raison. Un appareil de reproduction sonore se compose de plusieurs éléments. L'information musicale passe de l'un à l'autre pour aboutir au haut-parleur. Il y a bien donc une chaîne d'éléments dont les principaux maillons sont : le disque, la tête de lecture, le bras, le tourne-disque, le préamplificateur, les amplificateurs et les haut-parleurs. Les premiers éléments (disque, tête de lecture, bras et tourne-disque) peuvent être remplacés par un tuner (récepteur radio) ou par une bande magnétique et un magnétophone (qui comporte, lui aussi, outre une partie mécanique d'enregistrement, des têtes d'enregistrement et de lecture et une préamplification).

Il y a un vieil adage de la haute fidélité qui affirme que « la qualité d'une chaîne est déterminée par celle de son plus mauvais maillon ». Cette affirmation est exacte. Mais elle ne suffit pas. Soit en effet une chaîne composée de tout un élément (fréquemment les haut-parleurs) et beaucoup moins bien que les autres. Quelle que soit la qualité du reste, le résultat sonore sera médiocre. L'élément le plus faible — les haut-parleurs — aura déterminé la qualité générale de la chaîne. L'adage est respecté.

Mais il s'agit là d'une approche très grossière des choses. L'adage exige seulement que la qualité des divers éléments de la chaîne soit homogène, ce que la simple intuition permettrait de deviner. Une fois ce point requis, il ne sert plus.

Qu'est-ce que finalement la qualité d'un maillon de chaîne haute fidélité ? C'est sa capacité de restituer à la sortie le plus fidèlement possible — c'est-à-dire sans déformation, — le message fourni à l'entrée. Par exemple, le disque sert à transformer en mouvement mécanique de la pointe de lecture le mouvement du burin qui l'a gravé ; la tête de lecture transforme le mouvement de la pointe en signal électrique ; les amplificateurs, eux, amplifient ce signal électrique ; quant aux haut-parleurs, ils transforment en onde acoustique les signaux électriques qu'ils reçoivent.

Chacun de ces maillons, dans la pratique, transforme le signal d'une manière imparfaite. Il apporte des défauts. Ces derniers sont repris par les maillons suivants, de telle sorte que les défauts des différents maillons s'ajoutent les uns aux autres (1). L'adage sur le maillon le plus faible ne signifie en fait qu'une chose : quand on fait le total des défauts des différents éléments si un élément a un défaut bien supérieur à tous les autres, la somme des défauts sera voisine du plus gros défaut. La qualité de la chaîne sera définie par celle du maillon le plus mauvais. Dans les autres cas, le résultat final sera défini par la somme des défauts des divers éléments. Chacun d'eux comptera donc.

Il existe deux grandes catégories de défauts. Les premiers cor-

respondent à la suppression d'une partie du message musical : au-delà de telle fréquence, par exemple, le haut-parleur ne reproduit plus les sons. La chaîne manquera d'aigus. Les seconds, au contraire, proviennent de l'addition au message sonore de vibrations qui n'y étaient pas. C'est ce qui arrive, par exemple, quand il y a une distorsion harmonique.

D'une manière générale, les « sons » supplémentaires sont plus gênants que les sons qui manquent : l'oreille ne sera pas choquée par une absence de basse, mais elle réagira violemment à un bourdonnement à 50 périodes. Les techniciens classent les défauts en de nombreuses catégories : limitation de bande passante, non-linéarité, distorsion harmonique, diaphonie, « rumble », directivité, etc. Chacun de ces termes sert à définir un défaut plus ou moins facilement mesurable avec les moyens actuels. Mais il existe bien d'autres défauts que l'on ne prend pas en compte et qui, éventuellement, peuvent détériorer la reproduction musicale. Des normes officielles (en général trop laxistes d'ailleurs) définissent le niveau maximal que peut atteindre

Haute fidélité

chacun des principaux défauts mesurables. Mais une chaîne qui les respecterait tous ne serait pas pour autant très bonne.

D'autres défauts, non répertoriés couramment par les techniciens, sont susceptibles de la rendre médiocre. L'acheteur doit certes vérifier que tous les chiffres mesurant les défauts classiques sont satisfaisants. Mais il doit aussi se rendre compte par lui-même que la chaîne n'a pas de défauts non répertoriés. Cela ne peut être obtenu que par une écoute critique.

Un tel essai global est souvent fait dans des conditions médiocres. L'acheteur devrait pouvoir écouter des enregistrements de sources sonores qu'il connaît bien. Du piano, par exemple, s'il joue du piano. Le chant et la parole sont généralement d'excellents tests : chacun de nous a l'oreille éduquée à l'audition de la voix humaine. Il faudrait aussi écouter la chaîne pendant longtemps (plusieurs heures de suite !). Une mauvaise chaîne ne tarde pas à laisser l'auditeur, même s'il ne perçoit pas de défaut apparent.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

(1) Physiquement il s'agit d'additions plutôt d'une multiplication.

**Mal de gorge ? Passez à l'action.**

Les tablettes Humex Fournier Kinaldine Vitamine C contiennent de la Kinaldine, antiseptique puissant qui combat l'infection. A base de Vitamine C, elles renforcent et stimulent les défenses de l'organisme. Et comme la gorge c'est aussi le palais, les pastilles Humex ont un bon goût de citron.

**HUMEX**  
Fournier  
Demandez-les à votre pharmacien.  
Laboratoires Fournier, Dijon  
Visa n° GP 207 E 478

**Études gratuites**  
pour tout problème d'Agencement et d'Architecture intérieure  
Tél. : 498-32-09











## THEATRE D'ORSAY

**CHRENAUD-BARRAULT**

**PETIT ORSAY**

samedi 31 janvier 20 h 30

dimanche 1<sup>er</sup> février 18 h 30

2 dernières

**le cantique**

**des cantiques**

Emmanuelle Riva - Magdalith

à partir du mardi 3 février 20 h 30

10 représentations

exceptionnelles

**les libertés**

**de La Fontaine**

par Jean-Louis Barrault

en alternance

dans la grande salle

**les nuits de Paris**

**des journées entières**

**dans les arbres**

**Harold et Maude**

7, quai Anatole-France - tél. 548.65.90

CE SOIR VENDREDI

**ATHENEE LOUIS JOUVET**

**JEANNE MOREAU**

**LULU**

mise en scène

**CLAUDE REGY**

073.82.23 et agences

6<sup>e</sup> MOIS DE SUCCÈS DE

**ICE-DREAM**

de Mario FRANCESCHI

« Un comique très juste, très

« De la folie à l'état pur. Drôle

(L'EXPRESSION).

(NOUVEAU OBSERVATEUR).

**THEATRE DU LUCERNAIRE**

20 h. 30

18, rue d'Odessa-14 - DAN, 37-23

10 représentations

exceptionnelles

**GRENIER DE TOULOUSE**

**LA VIE DE GALILEE**

Bertolt Brecht

mise en scène

Maurice Sarrazin

THEATRE GERARD PHILIPPE

DE SAINT-DENIS

réservé collectivités 243.18.92

location théâtre 243.00.59 - FNAC-agences

## SPECTACLES

### théâtres

#### Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Hommage à Babel

(d'Israël).

Comédie-Française, 20 h. 30 : Tar-

zuffe.

Odeon, 20 h. 30 : Don Juan ou

L'Amour de la géométrie.

Petit Odeon, 18 h. 30 : Etolles rouges.

Petit TNP, 20 h. 30 : Gloguon.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

Chaillot, 18 h. 30 : Téliélique.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

20 h. 30 : Vingt-quatre heures.

### DERNIERES

**THEATRE DE LA TEMPETE**

carroucherie 328 36 36

le théâtre de l'unité joue

**phénoménal**

**football**

du 6 janvier

au 8 février

ROLAND HUBERT et JACQUES BOUY

**SIM**

une nouvelle vedette... une nouvelle salle

**PALAIS DES CONGRES, SALLE BLEUE**

location tous les jours, Palais des Congrès, de 12h30 à 19h - Par téléphone 758.22.03 et 22.04 et Agences

les mardis et jeudis à 20h30

**LE CLUB DU CINEMA ET DE LA TELEVISION**

Des programmes surprenants et inédits

les mardis et jeudis à 14h et 16h

«CINEMA POUR LA JEUNESSE» 758.27.81 82

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

Palais des Congrès

### LE POINT

Exceptionnel. Un petit chef-d'œuvre de drôle-

rie farouche et de tendresse pudique. Depuis

les "Zozos" de Pascal Thomas, auquel ce film

fait parfois penser, on n'avait pas tant ri, et de si

bon cœur, au cinéma.

PIERRE BILLARD

### FRANCE-SOIR

De la grâce, du charme et juste ce qu'il faut

d'audace un peu canaille pour séduire un public

ravi de se divertir en compagnie de garçons sym-

patiques et de filles avenantes.

ROBERT CHAZAL

### PARIS-MATCH

"A nous les petites Anglaises".\*\*

Un film joyeux, gai, truffé d'observations justes

(pas une fausse note) et très chaste : pourtant

on s'y embrasse à toutes les scènes. Très joli.

NICOLAS DERABAUDY

### LE JOURNAL DU DIMANCHE

En bien, pour une fois, voilà un film qui, bien

que premier, mérite les applaudissements. "A nous

les petites Anglaises" nous révèle un cinéaste,

Michel Lang, en nous offrant deux heures de

divertissement : ce sont deux cadeaux qu'on

trouve rarement associés.

PIERRE BILLARD

### NOUVEAU OBSERVATEUR

C'est un peu l'"American graffiti" de la bonne

bourgeoisie française. D'un éclat de rire continu,

assez grinçant, il règle ses comptes à son adoles-

cence, non sans nostalgie d'ailleurs.

MICHEL GRISOLIA

### L'AURORE

Depuis "La guerre des boutons", le n'avais

jamais ri d'aussi bon cœur.

ROBERT MONANGE

### LE FIGARO

Les intermittences du cœur, les brouilles lé-

gères, les repentirs, les raccommodements, Michel

Lang raconte tout cela avec infiniment d'humour

et de tendresse.

MICHEL MOHRT

### EUROPE 1

C'est un triomphe justifié. C'est un miracle selon

mon cœur.

FRANÇOIS CHALAIS

### L'EXPRESS

"A nous les petites Anglaises" : un accent

nouveau dans le cinéma français de 1976. Un

accent de jeunesse, d'allégresse et de charme.

MICHEL DELAIN

### TÉLÉ-7-JOURS

Une piquante pochade, savoureuse et sans











هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi

## ALTRA

### FILIALE SONATRACH

### RECHERCHE

Pour ses ateliers régionaux

## 4 INGÉNIEURS SOUDEURS

28 ans minimum - Diplômés E.S.S.A.

2 à 5 ans d'expérience dans domaine

Contrôle et Soudage (notamment en soudage automatique).

ÉCRIRE à ALTRA  
Département du Personnel  
114, rue de Tripoli,  
Hussein-Dey - ALGER

Parmi ceux ou celles qui la volonté  
ou la nécessité disposent  
à s'insérer dans la vie active

CERTAINS CONSIDÈRENT QU'IL EST EN-DESSOUS  
DE LEUR VALEUR, DE LEURS ÉTUDES OU DE  
LEUR DIGNITÉ D'ÊTRE UN VENDEUR GAGNANT  
DE 80.000 A 120.000 FRANCS PAR AN.

### LES AUTRES

Peuvent envoyer leur C.V. succinct + photo à Le Dées  
n° 2.050 - B.P. 5 - 77500 Salat-Cy-Thurys, qui  
transmettra. Il s'agit de vente de services de diffusion  
maîtrisée, unique sur le marché, concernant dans  
une entreprise de tout premier ordre. Il faut avoir  
21 ans au moins, être libre à partir du 15-2 et disposer  
d'une bonne formation générale.

### GROUPE BANCAIRE PRIVE - 8<sup>e</sup> arrondissement pour son service de Relations clientèles

## ATTACHÉ COMMERCIAL

Age 33 ans minimum. Bonne formation générale.  
Bac minimum. Brevet de banque ou, ou formation  
professionnelle similaire.

Connaissance approfondie des services bancaires  
et expérience du contact clientèle indispensables.

Envoyer C.V., prétentions et photo, à numéro 5.072.  
COPAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

### Centre Médico-Chirurgical de VILLIERS-SAINT-DENIS (93210 - Chardy) 30 km. de Paris - 800 lits - 300 employés cherche

## RESPONSABLE DE PERSONNEL

de formation supérieure (niveau licence ou maîtrise  
souhaitée) ayant expérience de la gestion humaine,  
technique, commerciale, législative, sociale, droit du travail  
et formation professionnelle (poste à créer  
si possible, connaissant le milieu hospitalier).

Conditions intéressantes. - Possibilité de Promotion.  
- Logement assuré.

Ecrire avec C.V. et photo au Médecin-Directeur  
Tél. (33) 82-01-40.

Demande préparateur de tra-  
vaux pour service exploitation  
place stable. Bien rémunéré.  
Avantages sociaux. Tél. 265-97-21  
ou 263-27-50.  
Mme Rakdost.

### BANQUE PRIVEE quartier Champs-Élysées recherche

## RÉDACTEUR

pour service juridique  
et contentieux. Licencié en droit  
et expert professionnel. Adres.  
C.V. et prétentions à M. Vialat,  
rue de la Harpe, Paris 13<sup>e</sup>.

Centre Psychopédagogique  
LE PETIT SÉNART  
à TIGERY ESSENNES, rech.  
ÉDUCATEURS - TRICES  
spécialisés. Tél. : 496-06-04

### UNIVERSITÉ DE ZÜRICH

L'Institut de Mathématiques de l'Université  
de Zurich cherche

## PROFESSEUR DE THÉORIE DES PROBABILITÉS

Les activités comprennent, en dehors de la  
recherche et de cours spécialisés en théorie des  
probabilités, la participation à l'éducation de  
base en mathématiques.

Candidature avec C.V. et liste de publication  
doivent être adressées avant le 15-4-76 au  
Doyen de la Faculté des Sciences (Phil. II)  
de l'Université de Zurich, Rämistr. 8006 Zurich.

Important Groupe multinational d'agences  
de représentation publicitaire  
cherche

## DIRECTEUR

pour la gestion commerciale et administrative  
de sa société à Paris.

Ce poste ayant des perspectives de développement  
de carrière rapide est offert à un Cadre commar-  
cial ayant 35 ans minimum, de formation générale  
supérieure, possédant par ailleurs une expérience  
administrative approfondie (financière, sociale et ju-  
diciaire) pour assurer avec autorité et efficacité  
les activités des différents services et superviser  
les contacts à haut niveau.

Trilingue : français, allemand, anglais.

Réponse et discrétion assurée à toute lettre manus-  
crite + curriculum vitae + prétentions + photo.  
adresser sous pli fermé à : 115027 à PUBLICITAS,  
9-11 rue du Prince, 1211 GENEVE 3 - Suisse.

### Société Banlieue Ouest pour la vente de biens d'équipement recherche

## ingénieur responsable des marchés sidérurgie-mécanique

Il sera chargé :  
- de la réalisation des budgets et de l'accomplis-  
sement des actions commerciales et de la réalisa-  
tion et de la rentabilité des affaires négociées.  
- de la pénétration de la Société dans ces  
marchés.

Il aura :  
- une formation d'ingénieur et une pratique  
de l'anglais courant et la connaissance du milieu  
sidérurgique (Services énergie et/ou fluides).

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo  
+ prétentions sous référence 134.

SEXTANT/OPA  
150 rue de la République de Gaulle  
92200 NEUILLY

### LES ÉCOLES POLYTECHNIQUES FÉDÉRALES DE LAUSANNE ET DE ZÜRICH (SUISSE)

## DEUX POSTES DE PROFESSEURS DE RÉSEAUX ÉLECTRIQUES DE PUISSANCE

Il existe la possibilité d'occuper une des chaires  
à temps partiel.

Le domaine à couvrir comprend les méthodes de  
calcul des réseaux de puissance, la conduite des  
réseaux, la planification, la sécurité, l'optimisation.  
Les deux professeurs sont appelés à coordonner  
leur travail.

Exigences : expérience étendue dans le domaine  
de calcul des réseaux par ordinateur - aptitude  
de travailler en collaboration avec les instituteurs  
occupant de domaines voisins, des entreprises  
électriques et de l'industrie - capacités didactiques  
- maîtrise de la littérature spécialisée en français,  
en allemand et en anglais.

Les personnes intéressées recevront les dossiers  
relatifs à ces deux postes jusqu'au 15 mai 1976  
en écrivant à l'une des adresses suivantes aux-  
quelles elles peuvent également adresser leur  
candidature :

Monseigneur le Président de la République  
de l'École Polytechnique fédérale de Lausanne,  
Fédération de Lausanne, Hochschule Zürich  
33, avenue de Cour, Leinhardstrasse 33,  
CH - 1007 LAUSANNE CH - 8006 ZÜRICH

### EXPERIENCED PERSONNEL MANAGER

For International non-profit organization based  
in New York. Duties include supervision of re-  
cruitment, staff counselling, training, manpower  
planning and allocation of personnel resources.  
Supervision of preparation and management of  
administrative budgets. Professional support of  
personnel administration in organization's offices  
in developing countries.

University degree plus formal training in man-  
agement and personnel administration required.  
Experience in international or transnational or-  
ganization preferred. Fluency in English. Ability to  
work in French or Spanish. Experience in develop-  
ing countries desirable.

Send detailed resume before 10 March, 1976 to  
room A-6143, Grand Central Station, P.O. Box 20,  
New York, N.Y. 10017, U.S.A.

### Société Allemande

recherche  
pour sa filiale française  
(S.A.R.L. avec siège à Versailles/Paris)

## DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- ayant plusieurs années d'expérience dans  
le domaine d'INGÉNIEUR POUR LES  
AGITATEURS-MÉLANGEURS.

- Solide formation complémentaire en éco-  
nomie.

- Allemand parlé/écrit indispensable.

Salaire annuel pour cette position d'import-  
tantes responsabilités : environ 140.000 francs.

Ce poste peut convenir à un

## INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(ECP - AM - ENSI, etc.)

Adresser C.V. dét., en langue allemande,  
à n° 8.097 « le Monde » Publicité »,  
5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9<sup>e</sup>.

### SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE cherche

## JEUNE SECRÉTAIRE

pour activités intéressantes à Düsseldorf, mais aussi  
temporairement à Paris et à Munich.  
Condition : parfaite connaissance de l'Allemand  
et du Français.

Envoyez votre sollicitation avec photo à DAYTOP  
Gesellschaft für soziale Planung und Alternativen,  
Odeonsplatz 2, D-8000 München 2.  
Tél. Munich (089) 283200.

### CR

Branch médicale du Groupe  
THOMSON-BRANDT  
recherche

## PROGRAMMEUR

Expérience min. 2 ans  
dans assemblage, mini-  
ordinateur, si possible  
connaissance de l'anglais.

Pour applications médicales  
de l'industrie.

Lieu de travail provisoirement :  
Les-les-Moulineaux  
définitivement à Stains-93,  
courant 1976.  
Avantages sociaux, 13<sup>e</sup> mois.  
Base 40 h. Self-service.

Adr. C.V. et photo à C.R.,  
ISSY-LES-MOULINEUX 92133.

### IMPORTANTE ENTREPRISE MULTINATIONALE DE L'INDUSTRIE DE LA BONNETERIE recherche

## ATTACHÉ COMM.

bien introduit dans les  
affaires d'achat et de  
commerce de gros dans cette  
spécialité. Rémunération  
intéressante, salaire fixe + %.  
IIEP FRANCE,  
141, rue de la République, 92200  
Neuilly-sur-Seine, 75-26-50.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS PARIS recherche

## JEUNE CADRE

30 ans minimum.  
SUP. DE CO. ou SIMILAIRE.  
Avt. expérience transports rou-  
liers et camion de transport  
(ter. - mer - air)  
pour poste

### CADRE COMMERCIAL

qualifiant dynamisme et compé-  
tence. Préférence pour candidats  
en province et à l'étranger.

Envoyer C.V. manuscrit, photo  
(retourner) et prétentions sous  
le n° de référence 107, à :

### Centre de Psychologie et d'Efficiences

17 r. des acacias Paris

### INSTITUT GUSTAVE-ROUSSEY

16 bis, av. P.-V. COURTURIER  
92099 VILLEJUIF  
T. 726-09-09, poste 37, recherche

### 1 MÉDECIN OU INTERNE

en médecine pour travail  
à temps partiel (documentation,  
dossier médical). Bonne connais-  
sance anglaise écrite.

### BUREAU D'ARCHITECTES à ALGER

Architecte D.P.L.G.  
Pr. conception et surveillance de  
chantiers. Dénier immédiat.  
Bon salaire - Tél. 639-36-31.

### CABINET BREVETS D'INVENTION

Chaussée d'Antin  
rech. Employé administratif,  
dactylo niveau Bac avec no-  
tions approfondies anglais et  
allemand. Poste d'avenir pour  
personne sérieuse.  
Tél. : Tr. 30-36

### Recherche MÉCANOGRAFIE

sur Philips P 330 Trax dactylo  
aide-comptable, 9 h.x.5, 13<sup>e</sup> m.  
Brut 2.50 mens. Avantages de  
l'imprimerie, ill. de suite, se  
prés. P.R.S., 8 imp. Guéméné,  
Paris-8. Ne pas téléphoner.

Bibliothèque, Gare Austerlitz  
(charlots) ch. Vendeur (euse)  
S'adresser M. LIBER.

### CIE D'ASSURANCES - VIE

Proche ST-LAZARE-EST-NORD  
recherche DEUX  
TECHNICIENS  
D'ACTUARIAT

AYANT BONNE EXPÉRIENCE  
Ecrire N° 4.097 L.T. 3<sup>e</sup> bd  
Bonne-Nouvelle, Paris-2<sup>e</sup>, et tr.

### Société produits chimiques Levallois pour service

## DIRECTION FINANCIÈRE

recherche

## JEUNE FEMME

bon anglais, capable initiative,  
excellente dactylo, 8 h. 45 à  
17 h. 45, 5 x 8, restaur. entrép.  
Tél. 72-74-00, poste 224.

### G.I.E. de formateur recherche temps partiel

## ANIMATEUR DE FORMAT.

spécial. fruits et légumes.  
Expérience hyper-marché.  
Ecr. P.A.C., 10, Clos du Plateau,  
92520 OSNY.

### SITUATION D'AVENIR

à jeune homme dynamique  
notions anglaises.  
Expérience vente directe à  
l'industrie mécanique.  
Ecr. avec C.V. à  
N° 8.100 « le Monde » Pub.  
5, rue des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>.

### CREUSOT-JOIRE ENTREPRISES

Entreprises  
d'entreprises industrielles  
TOUR GAN - CEDEX 13  
92682 PARIS - LA DÉFENSE  
recherche

### COMPTABLE à ECHENON

Pour son service comptable  
pour travaux comptables  
clients fournisseurs.  
Min. 5 ans expérience cabinet  
expertise ou entreprise  
de travaux.

Env. C.V. manuscrit, photo et  
prét. Service de Pers. ou  
référence 416.

### Société d'ingénierie en Electronique recherche jeune

## INGÉNIEUR

diplômé Contr. Arb. et Métiers  
ou équivalent, quelques années  
expérience si poss. domaine HF.  
Instrumentation ou vice pour  
commercialisation et service  
après-vente d'équipements desti-  
nés à l'industrie des semi-  
conducteurs.

Bonnes connaissances anglaises.  
Adresser C.V., photo, lettre man. et  
prétentions à S.E.J.,  
7, avenue de l'Industrie,  
78170 LA CELLE-STE-CLOUDE.

### VILLE DE PANTIN

recherche pour sa bibliothèque  
municipale :  
une bibliothèque 2<sup>e</sup> catégorie.

### représent. offre

REPRESENTANTS (TES)  
Exclusivité ou N.C. visitant clien-  
tèle industrielle de la région  
parisienne ELKA Carbonnages,  
163, r. des Princes, Paris-20.  
Pour prendre R.V. 37-01-54.

### formation profession.

### COURES D'INFORMATIQUE

DEVENEZ PROGRAMMEUR  
ou ANALYSTE-PROGRAMM.  
en cours du soir ou de jour.  
début du cours : 28-2  
COBOL, ANS et METHODE LCP  
100 H. DE COURS EN 4 M. 1/2.  
Renseignements au 77-64-12.

### ORGANISATION - SOFTWARE

15 r. des Petits-Hôtels, Paris-10<sup>e</sup>

### capitaux ou proposit. com.

Artisans, commerçants, P.M.E.  
soeur créer, s'écarter ou développer  
votre entreprise.

CABINET CONSEIL  
Tél. : 75-12-46, poste 326.  
Garanties contractuelles.

**INGÉNIEUR CONSEIL**  
(A.M. ou équivalent)

Filiale de 5 établisse-  
ments financiers  
de l'Ouest spécialisée  
dans l'élaboration  
et l'exécution des plans de développement des  
P.M.E. crée un poste de Conseiller de Synthèse.  
Le candidat retenu, 35 ans mini, aura, si possible,  
participé à la gestion générale d'une entre-  
prise tout en y assumant des responsabilités  
techniques.

Poste évolutif dans le cadre d'une  
très large autonomie.  
Adresser lettre de candidature  
+ C.V. à :

CEIP  
Conseil d'entreprises  
20 résidence An Ermitage  
35740 PACE  
qui garantit réponse  
et discrétion.

**RENNES**

**IMPORTANTE INDUSTRIE TEXTILE  
REGION SUD-EST**  
recherche

**CHEF PRODUITS**  
pour secteur MERCEDES  
FORMATION MARKETING  
Connaissances ALLEMAND, ANGLAIS

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER**

Adresser C.V. et photo sous n° 222.408 M à REGIE-  
PRESSE, 83 bis, rue Beaumour, Paris (20), qui tr.

**STE CYCLES PEUGEOT**  
cherche  
**JEUNE AGENT  
TECHNICO-COMMERCIAL**  
Niveau B.T.S. ou équivalent  
Bonne formation, aillant contacts  
humains, form. de technicien en  
général ou bonnes connais-  
sances en architecture et décoration de  
bâtiment pour aménagement des  
magasins de son réseau comm.  
en France. S'écarter de l'ordi-  
naire, assurés. Secteur à visi-  
ter étendu. Résidence souhaitée  
à Montbéliard.

Ecrire avec C.V. et photo, à  
CYCLES PEUGEOT  
Service du Personnel  
25700 VALENTIGNEY

**NOUS RECHERCHONS**  
pour une société de la région  
RHONE-ALPES  
(ville universitaire)

**UN DIRECTEUR  
D'USINE**

Cet ingénieur, A.M. ou équi-  
valent, devra prendre en  
charge les différents ser-  
vices : chaudronnerie, mon-  
tage, mécanique et usinage,  
méthodes, lancement et  
ordonnement.

Expérience confirmée en fa-  
brication mécanique fine et  
montages d'engins.

Env. C.V. manuscrit, photo  
(retour) et prét. s/n° 1.086.

Centre  
de Psychologie  
et d'Efficiences  
17 r. des acacias Paris

**UN CHEF DE SERVICE  
ADMINISTRATIF**

Après 2 à 3 ans d'expérience, pas  
nécessairement dans la presse.  
Ce poste convient à un diplômé  
d'une école de commerce ou  
similaire, s'intéressant à la  
V.P.C., possédant un excellent  
esprit de méthode et d'organisa-  
tion, ayant le sens des res-  
ponsabilités et les capacités de  
participer à notre croissance.

Envoyez C.V. + photo et prét. à  
Inter Conseil P6 réf. 176, 84, r.  
Perronet, 92221 Neuilly, qui tr.

**ORGANISME FORMATION**

Recherche pour Marseille  
**CADRE COMMERCIAL**

Bonne culture générale  
aptitudes à négociations  
et à gestion.

Expérience formation souhaitée.

Ecrire avec C.V., photo, résum.  
candidat. 1049, 26, rue de  
Lamy, 93100 MONTREUIL

**Entreprise METALLURGIQUE**  
implantée région AIXOISE  
recherche

## UN CHEF COMPTABLE

Connaissance et expérience en comptabilité  
analytique, paye, exécutées.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à N° 39885  
CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra  
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ROBERT BOSCH  
(FRANCE) S.A.**

Groupe BOSCH

- Equipements automobile,
- Appareils ménagers,
- Autoradio Blaupunkt,
- Caméras et projecteurs Bauer,

recherche pour son Département  
**EQUIPEMENTS AUTOMOBILE**

## UN CHEF DE DISTRICT

Formation ESC ou équivalent  
Expérience de l'automobile 2 ans minimum.  
Responsable de la distribution régionale  
pour l'équipement automobile et d'atelier.  
Animation de l'équipe technique et com-  
merciale.

Lieu de résidence LYON

Véhicule indispensable.

Adresser C.V. manuscrit, prêt. et photo au  
Département du Personnel,  
22, avenue Michelet. - 93404 BAGNY-OUEN

**INGÉNIEUR CONSEIL**  
(A.M. ou équivalent)

Filiale de 5 établisse-  
ments financiers  
de l'Ouest spécialisée  
dans l'élaboration  
et l'exécution des plans de développement des  
P.M.E. crée un poste de Conseiller de Synthèse.  
Le candidat retenu, 35 ans mini, aura, si possible,  
participé à la gestion générale d'une entre-  
prise tout en y assumant des responsabilités  
techniques.

Poste évolutif dans le cadre d'une  
très large autonomie.  
Adresser lettre de candidature  
+ C.V. à :

CEIP  
Conseil d'entreprises  
20 résidence An Ermitage  
35740 PACE  
qui garantit réponse  
et discrétion.

**RENNES**















## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

Un rapport de l'O.C.D.E. sur les aéroports.

### A l'écoute des riverains

L'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) vient de rendre public un rapport intitulé « Les aéroports et l'environnement » (1). Le groupe de travail qui l'a rédigé, estimant que le trafic aérien va continuer à progresser, envisage

les choix qui s'offrent aux vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. pour s'adapter à cette demande croissante. Il note d'entrée que, pour être acceptés par les citoyens, ces choix, quels qu'ils soient, devront tenir le plus grand compte de l'environnement.

L'O.C.D.E., créée il y a seize ans pour favoriser la croissance des vingt-quatre pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie les plus riches du monde, se préoccupe donc de la qualité de la vie. Elle l'a fait déjà montré en lançant, dès 1972, une vaste enquête sur la pollution atmosphérique à travers les frontières (le Monde du 2 avril 1974). Cette fois, elle manifeste une inquiétude plus profonde face à une certaine conception du « progrès ».

On a déjà pris bien des mesures pour atténuer leur nuisance. En Allemagne, les aéroports sont soumis au couvre-feu. Un peu partout, on interdit de construire dans les couloirs d'approche et d'envol. A Heathrow, l'un des aéroports de Londres, on a insonorisé quatre mille logements.

En 1971 (meux vaut tard que jamais) l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a recommandé de réduire le bruit des appareils, ce qui a été fait pour les jets modernes. Pourquoi ne pas poser des silencieux sur les avions d'été ? Hélas ! ceux-ci sont trois mille fois plus bruyants que les avions d'été.

Il faut pourtant inciter les constructeurs à concevoir des moteurs silencieux. Le rapport de l'O.C.D.E., actuellement à l'étude pour l'été, suggère un moyen : modifier la taxe d'aéroport qu'accablent tous les appareils en fonction des décibels qu'ils émettent. C'est l'application du principe, « qui pollue paye ».

Pour l'avenir, le rapport de l'O.C.D.E. demande surtout que des études plus sérieuses soient faites avant d'installer ici ou là de nouveaux aéroports. L'analyse économique classique coûts-avantages est par trop sommaire. Il faut y inclure d'autres facteurs touchant à la santé, à la sécurité, à l'équité, à l'attractivité de l'environnement. Ces études doivent porter sur plusieurs alternatives (y compris celle de choisir un autre moyen de transport comme le train rapide ou même de ne rien faire). Ces choix doivent être clairement présentés au public, afin que celui-ci participe au processus de planification. Voilà trait pour trait ces études préliminaires d'impact sur l'environnement que réclament toutes les associations écologiques du monde. En France, elles ne deviendront obligatoires qu'après le vote du projet de loi sur la protection de la nature qui sera discuté par le Parlement en avril prochain.

Ce que murmure à demi-voix l'étude de l'O.C.D.E. est pourtant tout simple. Les aéroports sont très coûteux à construire et à exploiter. Ils en coûtent sans doute autant. Jusqu'à ce jour on n'avait écouté que les premiers. Il faut désormais entendre les autres et parmi ceux-ci d'abord les riverains. C'est la voie de l'équité... et de la prudence. Sinon le transport aérien aura du plomb dans l'aile. Voyez Concord...

MARC AMBROISE-RENDU.  
(1) O.C.D.E., 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16.

### Faits et projets

#### Circulation

● L'A-86 EN QUESTION. — M. Charles Pasqua (U.D.R.), président du conseil général des Hauts-de-Seine, s'est déclaré opposé au tracé de la route à 86 retenu par le conseil d'administration du District, et auquel le conseil général des Yvelines vient de donner son accord. (Le Monde du 30 janvier.) « Ce tracé apportera plus d'inconvénients que d'avantages aux communes riveraines », a déclaré M. Pasqua. Un tracé plus sûr et plus sûr de Versailles épargnerait, d'autre part, les espaces verts mutilés par le projet actuel.

#### Région parisienne

● ENQUÊTE À LA GRANDE-BORNE. — Une commission d'enquête de l'Office d'I.L.M. de la région parisienne s'est réunie, le jeudi 29 janvier, à Grigny (Seine-et-Oise), pour constater les détériorations des appartements du grand ensemble de la Grande-Borne, et décider des mesures à prendre. Cette commission a été créée après les déclarations de M. Pierre Perrin, conseiller général de l'Essonne et administrateur de l'Office public d'I.L.M. de la région parisienne, propriétaire de la Grande-Borne. D'après M. Perrin, quatre cent cinquante logements du grand ensemble seraient vides actuellement en raison de malfaçons.

#### Transports

● RELANCE EUROPÉENNE POUR LE TUNNEL SOUS LA MANCHE. — Un an, presque jour pour jour, après la décision britannique d'abandonner la construction du tunnel sous la Manche, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a lancé mercredi 27 janvier un pressant appel aux gouvernements britannique et français pour qu'ils reprennent les négociations. Elle a proposé d'associer les institutions européennes, essentiellement de la C.E.E. et la Conférence européenne des ministres des transports, à sa réalisation et à son financement. — (Corresp.)

### CORRESPONDANCE

#### La Lorraine et l'autoroute Toul-Langres

Après l'article publié dans le Monde du 15 janvier sous le titre « Toutes les ressources de la région lorraine, dotées-elles être consacrées à l'autoroute Toul-Langres ? », M. Michel Fève, directeur des routes au ministère de l'équipement, nous écrit :

Les deux estimations de cette autoroute citées au début de l'article ne sauraient en effet être placées sur le même plan. Le préfet de la région de Lorraine indiquait au début de 1974 aux responsables régionaux que le coût de l'autoroute Toul-Langres devait être compris entre 600 et 650 millions de francs en valeur de l'année 1973. Il ne pouvait s'agir à l'époque que d'une première approximation, puisque le tracé n'était pas encore défini. De plus, à la suite de la crise de l'énergie, le coût de construction des ouvrages routiers a presque augmenté de moitié en deux ans. C'est ainsi que l'index général des travaux publics T 24 a varié de 46 % entre janvier 1973 et janvier 1976. Il n'est donc pas étonnant que l'estimation en valeur actuelle soit fortement majorée par rapport aux chiffres initiaux.

Enfin, le coût de 1 400 millions de francs auquel il est fait allusion à la fin de l'article correspond à celui de l'ensemble de la liaison Toul-Dijon, évidemment beaucoup plus important que celui de la seule section Toul-Langres.

### TRANSPORTS

UNE FACTURE DE 9 MILLIARDS DE FRANCS PAR AN

### La S.N.C.F. à la recherche d'une « introuvable » rentabilité

Pour la S.N.C.F. 1975 aura été une très mauvaise année, en raison, d'une part, de la baisse du trafic et, d'autre part, du niveau des tarifs. A défaut d'autre chose, ne serait-il pas possible pour redresser les comptes de « procéder à un rattrapage tarifaire important », comme le souhaitent les responsables de la société ? De juillet 1972 à juillet 1975, les barèmes du rail ont augmenté respectivement de 22,6 % pour les voyageurs et de 29,5 % pour les marchandises, alors que dans le même temps l'indice national des salaires a progressé de

60,5 % et le prix des produits énergétiques de 69,3 %.

Les auteurs du VII<sup>e</sup> Plan préconisent, dans une croissance modérée de l'économie, une hausse significative des tarifs publics à seule fin de soulager les finances de l'Etat. Cette initiative permettrait-elle à la S.N.C.F. d'équilibrer son bilan ? Le nouveau contrat de programme que la société nationale négocie avec les pouvoirs publics impose-t-il, comme le précédent, cette condition jamais réalisée ?

L'Etat a versé, l'an dernier, à des titres divers, plus de 9 milliards de francs à la S.N.C.F. Sur la nature de ces contributions, les avis sont partagés. A en croire les transporteurs routiers, il s'agit, pour une large part, de subventions déguisées qui faussent le jeu normal de la concurrence. Selon les responsables ferroviaires, il n'y a rien d'autre que le remboursement de charges anormales imposées à la société nationale.

Lors de la récente discussion budgétaire à l'Assemblée nationale, M. Maurice Papon, rapporteur général de la commission des finances, s'était inquiété de l'importance de ces transferts : « En valeur absolue, les chiffres sont préoccupants, a-t-il notamment déclaré. En 1976 les seules subventions de fonctionnement à la S.N.C.F. et à la caisse des retraites s'élevaient à 84 % de l'exercice des concours financiers de l'Etat à toutes les entreprises publiques. Sans tenir compte de la caisse des retraites, les versements à la S.N.C.F. en représenteront encore 30 %. C'est beaucoup ».

Les pouvoirs publics pourraient-ils continuer à régler une addition aussi lourde si, dans les prochaines années, la croissance économique marque le pas ? Ceux qui préparent le VII<sup>e</sup> Plan insistent sur la nécessité d'opérer des coupes claires dans les subventions accordées aux entreprises nationales. Mais, sur la liste noire, ils omettent d'inscrire la S.N.C.F. C'est ainsi reconnaître que les versements qui lui sont faits répondent, pour la plupart, à des obligations contractuelles nées de la convention du 31 août 1937 et de son avenant du 27 janvier 1971, que, dans leur ensemble, elles correspondent à de véritables subventions. Il est vain, enfin d'attendre, d'ici à 1980, une diminution sensible de leur montant ?

On ne contestera pas que la S.N.C.F., en tant que service public, connaisse des contraintes très lourdes, qui, de la part de l'Etat, méritent compensation. Ainsi en va-t-il de l'application des tarifs sociaux. Cela dit, sous couvert d'une « normalisation des comptes », la société nationale ne demande-t-elle pas plus que son dû aux pouvoirs publics ?

Comment justifier les sommes qui sont versées au titre du report de majorations tarifaires ou la « provision pour imprévu ».

qu'il d'une année sur l'autre, est reconduite ? Les transporteurs routiers se plaignent de ne jamais obtenir en temps voulu les relèvements de leurs barèmes, faisant ainsi, comme tout un chacun, les frais des orientations de politique économique générale. Faudrait-il donc les indemniser ? Pour avoir subi de plein fût l'augmentation du prix du carburant, pourquoi ne bénéficieraient-ils pas, eux aussi, d'une « dotation pour imprévu » ?

#### Clarification

Au demeurant, plus que le montant de ces contributions, c'est la philosophie qui préside à leur distribution qui paraît critiquable. Les pouvoirs publics justifient leur assistance à la S.N.C.F. par le souci qu'ils ont de la voir réaliser son équilibre financier. Dans le contrat de programme signé entre l'Etat et la société nationale en juillet 1969, rendez-vous était pris pour le 31 décembre 1973 : l'exercice se solda alors par un déficit de 285 millions de francs. Dans un avenant signé en mars 1974, l'échéance fut repoussée au 31 décembre 1975 : à cette date, le bilan faisait apparaître, à cause de l'effondrement du trafic de mar-

chandises, une perte d'au moins 1 600 millions. Il est vain d'obliger la S.N.C.F. à courir après un impossible équilibre financier. Il y aura toujours des « accidents de parcours » qui l'empêcheront d'atteindre cet objectif. En finissant cette ambition, l'Etat répond en fait aux critiques de ceux qui l'accusaient de prêter à fonds perdus sans contrepartie, sous prétexte de corriger certaines inégalités de traitement. Désormais, l'aide des pouvoirs publics se comprend mieux : elle ne vise pas à combler indéfiniment un trou, mais à rétablir progressivement un équilibre ; elle invite la société nationale à la rigueur plutôt qu'à la paresse.

Cet appel à la rigueur mériterait d'être lancé, la S.N.C.F. ayant pris la mauvaise habitude, au fil des années, de se faire assister par l'Etat. Une clarification des comptes s'imposait. Etait-il pour autant nécessaire d'aller au-delà, de laisser croire que la société nationale est une entreprise commerciale presque comme les autres, qu'elle utilise les mêmes armes et qu'elle nourrit les mêmes ambitions ?

Un service public comme les chemins de fer ne peut être « ren-

### CHÈRES RETRAITES...

VERSEMENTS DE L'ETAT (en millions de francs courants)	1974	1975 (estimations)	1976 (prévisions)
Egalisation des conditions de concurrence	5 082	5 969	6 678
dont :			
— Contribution aux charges d'infrastructure (voies et passages à niveau)	1 941	2 160	2 335
— Versement à la caisse des retraites	3 232	3 800	4 335
Réductions tarifaires (passagers et marchandises)	1 113	1 400	1 500
Report de majorations tarifaires	805	680	625
Obligations de service public : trains omnibus	842	1 000	1 150
Provision pour imprévu	100	100	100
TOTAL	7 933	9 068	9 745

table ». Il n'est pas choquant que, bon an mal an, l'Etat — donc les contribuables — verse quelque 9 milliards de francs à la société nationale. Pourrait-on tenter de les dissimuler derrière des artifices comptables ? Le tout est de veiller à une bonne adéquation entre le coût et la qualité des prestations. Affaire de « rentabilité sociale ».

JACQUES DE BARRIN.

La Résistance mise à nu  
(Philippe Bernert, L'Aurore)

andré figueras

Scandale de la Résistance : 28 F.  
Faux résistants : 35 F.  
Vrais résistants : 35 F.  
La Croix de Lorraine qui tue : 35 F.  
(relié : 65 F.)

André Figueras, entré dans la Résistance en février 41 et qui fut le grand chef de Pierre Brossolette, sait de quoi il parle.

Adressez commandes et règlement à André Figueras, 21 rue du Bouloi, 75001 PARIS CCP Nantes 606-91.

DEVENIR PROPRIETAIRE A PARIS POUR 1.700 F PAR MOIS

(les 2 premières années pour un 3 pièces) et un apport personnel de 20 %

Appartement modèle : 131, rue de Flandre 75019 Paris - ouvert de 10 h à 19 h sauf le mardi. Tél. : 205.31.68



ZURICH: 2 HOTELS HOLIDAY INN

Zurich, première ville de Suisse possède 2 hôtels Holiday Inn gérés par Mövenpick, la plus réputée des entreprises suisses de restauration. Cela signifie : chambres confortables et haute gastronomie sous un même toit. Des locaux de réunion adaptables à tous égards, un service prévenant et des prix avantageux sont autant de gages de meetings réussis.

Holiday Inn MÖVENPICK

ZURICH AIRPORT - ZURICH-REGENSDOFF  
Tél. 01 810 111 33 ou 5274 - Tél. 01 840 25 20 ou 5365

Bureau de réservation France: Rungis, Tél. 686 50 87, Téléc. 246 96

EN PLEIN PARIS un demi hectare de JARDIN

de la chambre au 5 pièces avec téléphone, salle de bains décorée, dressing, pour

3.400 F le m<sup>2</sup>

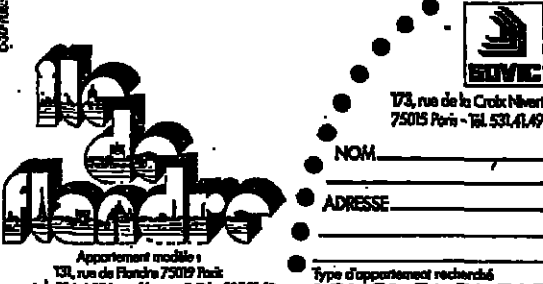
prix moyen ferme et définitif



Appartement modèle : 131, rue de Flandre 75019 Paris - ouvert de 10 h à 19 h sauf le mardi. Tél. : 205.31.68

VIVRE A PARIS AU PRIX DE LA BANLIEUE 3.400 le m<sup>2</sup>

prix moyen ferme et définitif



Appartement modèle : 131, rue de Flandre 75019 Paris - ouvert de 10 h à 19 h sauf le mardi. Tél. : 205.31.68



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## BILLET

### Le gouvernement et les pharmaciens

#### Un étrange libéralisme

Les mutualistes annoncent qu'ils pourraient descendre dans la rue pour manifester leur mécontentement ; les pharmaciens du secteur commercial menacent de se mettre en grève. L'éventuelle ouverture d'une pharmacie mutualiste à Libourne est à l'origine de ce renouveau. D'un côté, les propriétaires des officines à but lucratif entendent s'opposer à toute création de pharmacie mutualiste. Ils déclenchent au besoin « l'opération boule de neige » qui consisterait à fermer leurs établissements dans la ville où une telle implantation deviendrait effective, en généralisant progressivement cette action à toute la France. De l'autre côté, la Fédération nationale de la Mutualité française, qui regroupe vingt millions d'adhérents, affirme ne plus vouloir accepter l'opposition systématique des pouvoirs publics à la création de pharmacies mutualistes.

Il faut reconnaître que les différents gouvernements qui se sont succédés depuis 1945 ont largement favorisé dans ce domaine le secteur privé aux dépens du secteur social. En outre, et un peu plus récemment, il n'y a eu que cinq créations de pharmacies mutualistes. Il n'en existe que cinquante-sept en France alors que, ces dernières années, il se crée une officine privée par jour. Au total, on en compte dix-huit mille.

À la différence du secteur médical, où règne le libéralisme — tout médecin pouvant installer son cabinet où il l'entend, — la création des pharmacies privées est soumise à des règles corporatives qui datent de 1942 : l'ouverture d'une officine est en effet subordonnée à l'octroi d'une licence par le préfet et au système de « numéros clous » qui garantit aux apothicaires une clientèle de deux mille à trois mille personnes. En revanche, la création d'une pharmacie mutualiste est soumise à l'autorisation du ministère de la Santé, qui la refuse systématiquement. Dès lors, les mutualistes, qui, avant le dépôt de toute demande, doivent posséder un local et supporter les frais de location, n'ont de recours que judiciaire.

Neuf fois sur dix le tribunal administratif donne raison aux mutualistes. Qu'importe ! le ministère renouvelle son refus et les mutualistes doivent alors faire appel au Conseil d'État. Celui-ci, dans le cas de Libourne, vient, par un arrêt du 23 janvier 1976, de donner tort au ministère de la Santé. Mais que de temps perdus, puisque la procédure dure huit, voire douze ans, comme cela a été le cas au Havre et à Neu-

ville-lès-Dieppe. Procédure coûteuse aussi qui — ô paradoxe — sera supportée par le contribuable.

La mutuelle de Dieppe, qui s'est heurtée durant des années au refus du ministère et a souffert d'un manque à gagner, a intenté un procès en dommages et intérêts. Elle vient de gagner, et l'État devra lui verser près de 35 000 F. La Mutuelle de la presse parisiennaise, qui attend toujours une autorisation et loue à perte depuis cinq ans et demi un local à raison de 2 500 F puis 3 000 F par mois, entend, elle aussi, réclamer réparation. L'opposition des pouvoirs publics à la création des pharmacies mutualistes et l'appel que l'État donne ainsi aux officines commerciales en renforçant leur quasi-monopole aboutissent à faire payer par le contribuable une politique que la justice condamne.

Étrange libéralisme qui ne repose sur aucun critère sérieux, à moins que la gratuité des médicaments assurés par les pharmacies mutualistes ne soit une cause réelle de consommation abusive. Or un récent rapport de l'inspection des affaires sociales a démontré qu'il n'en était rien, puisque la mutuelle, qui se soigne mieux, va moins à l'hôpital ; ce qui lui coûte en médicaments est ainsi source d'économie pour la Sécurité sociale, où le poste de l'hospitalisation est de loin le plus élevé. En outre, pour éviter l'extension du secteur mutualiste, les officines ont multiplié les accords avec des mutuelles piliers, en 1975, avec la Sécurité sociale pour assurer elles aussi la gratuité des médicaments.

Cette évolution signifie-t-elle qu'il n'y a plus de différence entre ces deux types de distribution ? En fait, il en reste une et de taille ! Les pharmacies privées font, pour leur propre compte, des bénéfices non négligeables. En revanche, les pharmacies mutualistes consacrent les excédents financiers à des investissements dans des réalisations sociales au profit des assurés.

Dès lors, la politique du gouvernement est trépidement critiquable : elle s'oppose à la jurisprudence, ce qui constitue, comme l'affirment les mutualistes, « un déni de justice » ; elle privilégie des intérêts privés au détriment de la collectivité et, comble d'ironie, elle renforce la concurrence au nom du libéralisme.

JEAN-PIERRE DUMONT.

● LA BANQUE MONDIALE a accordé à la Thaïlande ses deux premiers prêts au titre du « troisième guichet » (nouveau mécanisme permettant d'aider les pays les plus pauvres à des conditions plus favorables).

● LES PRIX NATIONAUX DE LA FONDATION « J. J. », d'un montant de 4 000 F à 10 000 F, ont été remis à cinq lauréats (premier prix : Mlle Thérèse Mary, pour une étude intitulée « Le phénomène Hii-Parade chez les jeunes ») au cours d'une cérémonie présidée par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie.

Créée par le groupement de commerçants succursalistes Paradox, la Fondation « J. J. » distribue tous les ans cent bourses de 2 000 F destinées à

contribuer aux frais d'un voyage d'études économiques entrepris par un jeune. En 1976, le thème choisi est « Formation et information du consommateur ». Date limite d'envoi des dossiers de candidature : 15 mars 1976. (288, avenue Napoléon - Bonaparte, Neuilly-Malmaison.)

● ÊTES-VOUS À LA PAGE ? Toutes les adresses : Bonnes et mauvaises - du quartier de l'Odéon - 27 vins exceptionnels, méconnus et bon marché - Le Guide de Rennes - « Allégories » pays de cocagne - Martingale ? fines les cartes postales. Vous serez toujours à la page en lisant Le Nouveau Guide Gault-Millau.

## ARTISANAT

### L'AIDE AUX MÉTIERS D'ART

#### UN PREMIER PAS

Un conseil restreint, réuni le 29 janvier à l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, a pris, on le sait (« le Monde » du 30 janvier), en faveur des métiers d'art environ soixante-dix mesures basées sur le rapport de M. Dehay, directeur de la Monnaie.

« Ces mesures ont le mérite de mettre l'accent sur les problèmes de ce secteur ; maintenant, le travail va commencer », remarque-t-on au ministère du Commerce et de l'Artisanat, chargé d'appliquer une large part des quelque soixante-dix mesures d'écoulement, en faveur des artisans d'art. Travail de débroussaillage, tout d'abord : le programme d'action du gouvernement ne risque pas de passer par omission. L'ensemble est, à ce point, tout au plus, pas plus que les intéressés — qui n'ont d'ailleurs guère été consultés — les porteurs du gouvernement ne semblent pas en avoir maîtrisé la complexité. Travail de recensement ensuite : le rapport sur lequel est fondé le programme ne fournit aucune définition précise des métiers d'art, et par conséquent aucune statistique ; le nombre d'artisans concernés varierait de trois à douze mille.

Le rapport de M. Dehay cite, certes, diverses spécialités (feronnerie, tapissier, dentelle, vitraux) ; il s'agit pour l'essentiel d'activités traditionnelles, où l'on trouve les plus grosses entreprises artisanales. Pas un mot, en revanche, des métiers moins prestigieux (poterie, tissage), moins représentatifs du « patrimoine historique et culturel de la France », qui n'en attirent pas moins un nombre croissant de jeunes, parfois marginaux, en quête d'une autre qualité de la vie. Seront-ils également concernés par ces mesures ? Tout dépendra des attributions et surtout des moyens financiers donnés au Fonds d'encouragement des métiers d'art. Il pourra seul financer les actions de promotion et de commercialisation, qui sont les plus urgentes et les plus indispensables. — V. M.

## ÉNERGIE

### DES INDICES D'HYDROCARBURES SONT DÉGELÉS EN MER D'IROISE

Des indices d'hydrocarbures ont été dégelés, pour la première fois, en mer d'Irlande, le 29 janvier. C'est le

#### L'AGENCE DE L'ÉNERGIE ÉTUDIE LA MISE EN COMMUN DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

Les délégués des dix-huit pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIEA) se sont réunis ce vendredi matin 30 janvier au siège de l'OCDE à Paris. Le programme de coopération à long terme figurait à l'ordre du jour de cette session, qui a été précédée jeudi d'une séance de travail au niveau des chefs de délégation.

Officiellement, il ne reste plus qu'à se mettre d'accord sur le dernier chapitre du programme : la mise en commun des ressources énergétiques entre les participants. En fait, il est vraisemblable que la question du « prix minimum de sauvegarde » (P.M.S.) du pétrole importé, appelé encore « prix-plancher », reviendra sur le tapis. On avait pu croire le principe de ce P.M.S. adopté lors de la dernière réunion de l'Agence en décembre. Or, face à l'attitude intransigente du Canada, qui se refusait à accepter une mise en commun des ressources d'énergie, certains pays comme le Danemark et le Japon étaient revenus sur leur accord (le Monde du 24 décembre).

(1) Font partie de l'Agence : les Pays nordiques (le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège), le Canada, l'Espagne, les États-Unis, le Japon, la Suède, la Suisse et la Turquie, auxquels il faut ajouter, avec un statut spécial, la C.E.E. en tant que telle, et la Norvège.

● M. HENRI THIÉRY PREND LA DIRECTION DE L'UNIOFSS. — M. Henri Thiéry, directeur adjoint de l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOFSS), vient d'être élu directeur général de cette association. Il succède à ce poste à M. Robert Prigent, ancien ministre, lequel a atteint l'âge de la retraite. M. Thiéry avait été élu directeur général du Centre d'études, d'information et de recherches sur les personnes âgées (CERIPA). Jusqu'en 1973, M. Thiéry avait été délégué général de la Fondation pour la recherche sociale et de l'Institut Culture et Promotion.

## MINES

### L'accord pour l'indemnisation des actionnaires de l'ancienne Miferma a été signé

Un accord a été signé mercredi 28 janvier à Nouakchott entre le gouvernement mauritanien et les actionnaires de la Société des mines de fer de Mauritanie (Miferma), nationalisée le 28 novembre 1974. Il prévoit le versement d'une indemnité de 90 millions de dollars (environ 400 millions de francs), payable à raison de 40 millions de dollars comptant et 50 millions sur cinq ans. De leur côté, les actionnaires de l'ancienne Miferma se sont engagés à acheter annuellement à la Mauritanie un minimum de 3,5 millions de tonnes de minerai de fer pendant les trois prochaines années.

Cet accord met un point final à quatorze mois d'âpres négociations, marquées par plusieurs incidents : le gouvernement mauritanien, notamment, avait menacé d'indemniser une amende de 100 millions de dollars à la BIMA, filiale mauritanienne de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale (B.I.A.O.) qu'il tenait pour responsable du blocage en France de 20 millions de dollars reçus en paiement pour le minerai de fer livré avant la nationalisation.

De plus, la proposition mauritanienne en matière d'indemnisation était très éloignée de ce que demandaient les actionnaires. Au début de l'hiver, néanmoins, la relance de la coopération entre Paris et Nouakchott et la situation délicate de la Mauritanie dans le conflit du Sahara occidental conduisaient à un assouplissement des attitudes de part et d'autre. En outre, la dégradation très profonde du marché mondial du minerai de fer, qui a fait tomber de 1 million de tonnes à 500 000 tonnes les exportations mensuelles de l'ex-Miferma, a pu faire réfléchir un gouvernement qui avait décidé la nationalisation pendant l'été 1974.

Il s'agit maintenant d'assurer l'avenir et de conserver des clients sur un marché où les producteurs actuels ou potentiels sont nombreux, notamment en Afrique (Guinée, Libéria, Côte d'Ivoire, Gabon), c'est-à-dire à la fin de cette année que la Mauritanie devra prendre la décision d'exploiter, au coût de 400 millions de dollars, les gisements à basse teneur (Cuelles) quand les gisements riches commenceront à s'épuiser, à partir de 1982.

En outre, la Mauritanie se doit de réserver un contentieux pour bénéficier éventuellement de la garantie de stabilisation des prix des matières premières prévue par l'accord de Lomé avec la C.E.E. Certes, le compromis qui vient d'être signé ne satisfait pas pleinement les actionnaires, du secteur industriel

ou financier, parmi lesquels figurent pour 19 % la très nationalisée British Steel Company, pour 15 %, la société italienne Finisider, non moins nationalisée, pour 14,4 %, le groupe sidérurgique français Denain-Origny et pour 11,4 %, le groupe Rothschild-Imetal, qui demanderait beaucoup plus que la valeur nette comptable non réévaluée. Mais il permet de ne pas interrompre trop brutalement la première grande opération d'assistance technique industrielle lancée au début des années 1950 sous les auspices du Bureau de recherches géologiques et minières, émanation de l'État français, et premier actionnaire de l'ex-Miferma avec 24 %.

F. R.

## CONFLITS

### LA POLICE EXPULSE LES OCCUPANTS D'UNE BIBLIOTHÈQUE DE GARE

À la suite du licenciement de Mme Hays, bibliothécaire de la gare du Nord, qui, conformément aux accords professionnels, avait fermé sa librairie le samedi, — des militants syndicaux ont occupé jeudi 29 janvier cette bibliothèque de gare et se sont opposés à un huissier commis d'office pour l'inventaire. Ils ont été expulsés de la gare par la police.

Des responsables syndicaux C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de la société Hachette se sont rendus ensuite au ministère des transports pour protester contre cette intervention policière. Ils ont également demandé audience à Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine.

La direction de la société Hachette invoque, pour sa part, le contrat de concession qu'elle a passé avec la S.N.C.F.

● Le tribunal des référés de Rouen a ordonné, dans la matinée du jeudi 29 janvier, l'évacuation sous quarante-huit heures des locaux occupés depuis quatre mois par les ouvriers de l'imprimerie rouennaise (IMRO). Les responsables syndicaux du Livre tiendront vendredi avec l'union locale et l'union départementale C.G.T. un comité extraordinaire pour délibérer sur l'attitude à suivre après ce jugement.

(PUBLICITÉ)

## Air Flight (West-Flug)

Executive Air Business

offre :

### Mystère 20

dernier modèle au prix de 5.000 francs français par heure plus frais d'atterrissage et frais de déplacement pour le pilote.

Possibilité de charter à long terme

et/ou leasing avec équipage expérimenté (5.000 heures de vol).

Veuillez vous adresser à :

Air Flight (West-Flug)  
D-4000 Düsseldorf-Lohausen  
Flughafen Halle 3  
Tél. : 8585571  
Téléphone : Düsseldorf (221)/4216728.

cette semaine

## L'ennemi N°1 du Concorde révèle son dossier au Nouvel Economiste.

La bataille du Concorde sera peut-être perdue à cause d'un seul homme : l'Américain John F. Hellegers. Dans une interview exclusive accordée au Nouvel Economiste,

John F. Hellegers révèle ses arguments anti-Concorde... Des arguments auxquels les défenseurs répondent point par point dans le même numéro.

MIEUX CONNAÎTRE POUR MIEUX PRÉVOIR.

## LE NOUVEL ÉCONOMISTE

CHAQUE VENDREDI

هكذا من الأصل



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## MINES

### L'indemnisation des actionnaires Mifarma a été signée

Le mercredi 28 janvier, la Société des Mines de France (Mifarma) a signé avec les actionnaires une convention d'indemnisation. Cette convention, qui a été approuvée par le conseil d'administration, prévoit le versement d'une somme de 50 millions de francs, payable à raison de 10 millions par trimestre, à compter du 1er mars 1976. Cette somme sera versée aux actionnaires de la Mifarma, y compris ceux qui ont quitté la société depuis sa création.

## CONFLITS

### LA POLICE EMPLOIE LES OCCUPANTS D'UNE BIBLIOTHÈQUE

À Paris, la police a utilisé la force pour évacuer les occupants d'une bibliothèque. Les occupants, qui étaient des étudiants, ont été expulsés de la bibliothèque et ont été arrêtés. La police a déclaré que les occupants avaient violé les règles de la bibliothèque et qu'ils avaient causé des dommages matériels.

## (West-Flug)

## ère 20

5.000 francs...  
Chercher à tout...  
Région...

West-Flug  
4000 Düsseldorf-Lohausen  
München 2  
Téléphone : 05353371

## rd de Economista

## ISTE

## EMPLOI

Selon la C.G.T.

### CINQ MILLE EMPLOIS SONT MENACÉS DANS L'INDUSTRIE DES GUIRS ET PEAUX

« Depuis septembre 1975, nous assistons à une accélération de la dégradation de l'emploi dans l'industrie de la chaussure et de la tannerie », a affirmé la fédération C.G.T. des cuirs et peaux, le 27 janvier. Sur un effectif total de soixante et onze mille salariés, on comptait en décembre 1975, ajoutant que cinq mille emplois sont actuellement menacés dans trente-six entreprises.

Cette dégradation s'explique, pour la C.G.T., par la politique menée depuis plusieurs années par les patrons de la chaussure, politique basée sur l'exportation à outrance, la restructuration de l'industrie et une augmentation de la productivité qui a porté atteinte à l'emploi et à la qualité

des produits. La montée des importations de chaussures et la chute des exportations françaises, arguments invoqués par la fédération de la chaussure pour les cégétistes des « causes secondaires », ont fait remarquer que les plus gros importateurs étaient souvent les industriels français de la chaussure eux-mêmes (Eram, Bally, André, Myrès, Rauffaut, etc.) et que les produits importés étaient défectueux pour l'essentiel des chaussures de qualité « à dessus cuir » et non des produits bon marché. Pour dénouer la crise, la C.G.T. a proposé de relancer la consommation intérieure en diminuant notamment la taxe à la valeur ajoutée pesant sur les articles chaussants.



Deux univers (Dessin de KONEJ.)

### RONÉO-FRANCE MENAGE DE LIGENCIER SEPT CENTS PERSONNES

La direction de la société Ronéo-France, spécialisée dans la fabrication de matériel de bureau, a annoncé le jeudi 29 janvier qu'elle envisageait de licencier tout ou partie de son personnel de l'usine de Noyon (Oise), où sont employés quelque sept cents salariés. Elle pourrait aussi mettre en chômage technique les deux mille personnes de son unité de production située aux Lilas (Seine-Saint-Denis). La société Ronéo-France conseil de

graves difficultés financières depuis deux ans. À l'initiative de la C.F.D.T., le personnel de l'usine de Noyon s'est mis en grève depuis jeudi matin, avec occupation des locaux. Les négociations, portant aussi sur des revendications salariales, se poursuivent, suivies par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. et les délégués du personnel.

LA REUNION DES COMITES DE CHOMEURS DE LA REGION PARISIENNE, qui se tient ce vendredi 30 janvier à Paris, n'a pas lieu 62, boulevard de l'Hôpital, comme initialement prévu (le Monde du 30 janvier), mais 21, avenue de Choisy. Les organisateurs précisent que cette réunion n'est pas publique.

## EUROPE

### La Grèce déçue par le délai d'attente que préconise la Commission avant son adhésion au Marché commun

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission a adressé le 29 janvier aux Neuf son avis sur la demande d'adhésion de la Grèce à la C.E.E. L'accueil qu'elle réserve à la candidature déposée par le gouvernement hellénique est très précautionneux. Le collège européen propose qu'une période de « pré-adhésion » précède l'entrée dans le Marché commun.

Refusant une attitude purement politique ou sentimentale, la Commission européenne a estimé, non sans de solides raisons, qu'étant donné le retard économique de la Grèce, par rapport aux pays de la C.E.E., il n'était pas réaliste d'envisager pour un avenir proche son entrée dans le Marché commun à titre de membre à part entière. Sur treize commissaires, quatre — les deux français et les deux italiens (M.M. Ortoli, Chrysos, Spinelli et Scavacchia-Magnozzi) — ont voté contre l'avis adopté, le jugeant trop restrictif. Un autre, M. Borschette (Luxembourgeois), s'est abstenu.

La Commission se déclare favorable à l'idée d'une adhésion grecque à la C.E.E. et propose d'engager des négociations dans ce sens, mais elle ajoute immédiatement qu'une période de pré-adhésion sera en tout état de cause nécessaire. Durant cette phase, dont la Commission indique qu'elle devrait être d'une durée « limitée » — sans préciser davantage, — la Grèce ne participerait pas aux institutions de la Communauté. Dans cette mesure, la période de pré-adhésion se distingue considérablement des périodes de transition qui avaient été décidées pour le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande.

Cependant, durant le délai d'attente, un certain nombre de mécanismes de solidarité communautaire (Fonds régional, Fonds social, Fonds agricole) pourraient être aménagés afin de jouer au profit de la Grèce. La Commission souligne à ce sujet la nécessité de mettre en œuvre un programme d'urgence permettant à Athènes d'accélérer les réformes structurelles nécessaires à son adhésion.

### La « question turque »

Comment s'explique une telle prise de position ? Sur le plan politique, le Collège européen note l'existence de la « question turque ». Il faut éviter à tout prix, estime-t-il, que l'évolution des relations entre la Grèce et la Communauté n'entraîne cette dernière à devenir, même indirectement, partie au différend grec-turc. La Commission rappelle que le conseil des ministres des Neuf a adopté, en juin 1975, une déclaration selon laquelle la demande d'adhésion d'Athènes ne devrait pas affecter les relations entre la C.E.E. et Ankara. Ce même texte faisait allusion à la nécessité de trouver des solutions propres à donner satisfaction à la Turquie.

Sur le plan économique, la circonspection des Neuf s'explique aussi par le fait que l'économie grecque n'a pas atteint un stade de développement comparable à celui de la C.E.E., restant mar-

### De notre correspondant

quée par la faiblesse de sa base industrielle et par le caractère peu moderne de son agriculture. Le vice-président Soames a noté que « les modifications structurelles considérables qui sont nécessaires ont conduit la Commission à envisager un certain délai, avant qu'elle ne soit en mesure de proposer des dispositions transitoires ».

La troisième raison invoquée par la Commission pour justifier sa position a trait au développement interne de la Communauté. Celui-ci, constate-t-elle en substance, s'est déjà trouvé ralenti par la force des choses à la suite de l'élargissement des Six au Royaume-Uni, au Danemark et à l'Irlande. La Communauté n'a pas eu encore le temps de pleinement mener à son terme l'effort d'adaptation et d'assimilation qu'implique l'adhésion de trois nouveaux États membres. Peut-être impuissante à envisager, pour un avenir proche, un nouvel élargissement ?

La Commission, qui est hostile à l'idée d'une « Europe à plusieurs vitesses », croit plutôt que

Dans une conférence de presse qu'il a donnée jeudi, Sir Christopher Soames, vice-président de la Commission, s'est attaché à faire ressortir l'aspect positif de la solution ainsi envisagée. Mais, à Athènes, on se montre déçu par le délai d'attente envisagé par la Commission. Le gouvernement attendra toutefois la réunion du conseil des ministres des Neuf avant de faire connaître sa position définitive.

progrès significatifs dans ce sens, avant d'être en mesure d'accueillir efficacement un nouveau membre.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

### ATHÈNES : une affaire politique liée au différend avec la Turquie

#### De notre correspondant

Athènes. — La Grèce réagit nerveusement à la prise de position de la Commission européenne, qui ne fixe aucune date pour l'adhésion d'Athènes à la C.E.E.

Dès la réception du document mis au point par Bruxelles, le premier ministre, M. Karamanlis, a présidé, le 29 janvier, une réunion groupant plusieurs ministres. Dans un communiqué publié à l'issue de celle-ci, il est souligné que « l'avis consultatif de la Commission présente des aspects positifs et des aspects négatifs », mais qu'il va à l'encontre de la volonté politique des gouvernements des pays membres de la Communauté qui sont favo-

rables à l'adhésion immédiate de la Grèce, tant dans l'intérêt de la C.E.E. elle-même que de l'Europe démocratique.

L'opinion grecque n'est pas surprise par les obstacles surgis à Bruxelles. Ces derniers jours, la presse athénienne laissait clairement entendre que l'adhésion de la Grèce à la Communauté serait retardée par divers problèmes techniques, économiques et autres.

Pour les Grecs, les arguments d'ordre économique cachent tout simplement une opération politique. Les journaux athéniens soulignent que leur pays est soumis à une pression liant son entrée dans la Communauté à l'attitude qu'il observe vis-à-vis de l'OTAN ainsi qu'au règlement de la question de Chypre et des problèmes de la mer Égée qui l'opposent à la Turquie. Le président du parti de l'Union du centre exprime, quant à lui, sa satisfaction et relève que l'Irlande, qui n'est pas plus développée que la Grèce, est membre de la C.E.E. Il proteste contre le fait que la question grec-turque conditionne la position de la Commission européenne.

Pour sa part, M. Papandréou, président du parti socialiste Pasok, estime que l'avis de Bruxelles justifie la position de son parti, qui est hostile à l'adhésion de la Grèce et qui se prononce « pour l'Europe des peuples et contre l'Europe des monopoles ». Il estime également que la décision des technocrates de la C.E.E. est un coup sensible porté à la politique suivie en ce domaine par M. Karamanlis et le parti de l'Union du centre. Selon lui, les États-Unis et leurs alliés européens profitent de la hâte manifestée par les dirigeants d'Athènes pour leur imposer de lourdes concessions tant sur la question de Chypre que sur celle de l'ensemble de ses relations avec la Turquie.

Les deux quotidiens communistes *Avghi* et *Rizospastis* soulignent aussi que le facteur économique n'est qu'un prétexte et que la Communauté fait pression sur la Grèce afin qu'elle cède sur les problèmes nationaux. Enfin, le quotidien libéral *Vima* résume le sentiment quasi général des Grecs en titrant en première page, sur six colonnes : « L'OTAN et la Turquie nous ferment la porte de la Communauté européenne ».

MARC MARCEAU.

## RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

### MINISTÈRE des TRAVAUX PUBLICS de l'URBANISME et des TRANSPORTS

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé par la Direction des Travaux Publics du Sénégal pour des travaux d'aménagement et de bitumage de la route ZIGUINCHOR - OUSSOULE - CAP-SKIRING, avec la construction d'ouvrages d'art.

Les travaux seront financés par la Banque Africaine de Développement, avec participation de la République du Sénégal. La participation à l'appel d'offres est ouverte aux entreprises de tous les pays, sauf la Rhodésie et l'Afrique du Sud.

Le dossier pourra être retiré auprès de la Société LOUIS BERGER S.A.R.L., 71, rue Fondary, 75015 PARIS, contre versement d'une somme de 100.000 francs CFA.

Les offres seront reçues jusqu'au 25 mai 1976 à 10 heures (heure locale), à la Direction des Travaux Publics, B.P. 240, DAKAR (Sénégal).

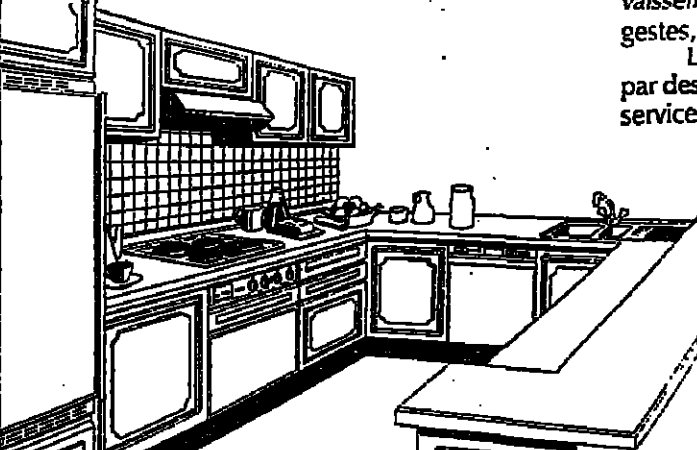
## Quand on a pris son temps pour bien choisir sa cuisine, on n'aime pas attendre. Bauknecht vous livre la vôtre en 15 jours.

Oui, en quinze jours seulement, vous pouvez avoir chez vous livrée et installée, votre "Cuisine Complète" BAUKNECHT, toute la gamme des stratifiés et un modèle en bois massif rustique. Les cuisines Bauknecht sont belles, parce que chaque couleur, chaque matière, chaque forme est conçue pour créer chez vous un ensemble harmonieux et personnalisé. Les Cuisines Complètes BAUKNECHT sont fonctionnelles : la place de chaque meuble, du réfrigérateur, du four, du lave-vaisselle, de chaque appareil est calculée pour économiser vos gestes, augmenter votre confort. Les cuisines Bauknecht sont vendues, livrées et installées par des spécialistes qui vous conseillent avant et vous assurent le service après-vente.

### \* Liste des concessionnaires spécialistes Bauknecht : région parisienne :

COMMERCELEC : 69 rue du Commerce - 75015 Paris - 250.44.04  
C.P.A. : 106 avenue Philippe-Auguste - 75011 Paris - 371.09.19/371.05.13  
CUISINES ET BAINS : 1 rue du Maurepas - 92500 Rueil-Malmaison - 977.06.28  
326.95.47  
CUISINES 17 : 17 rue de Grignon - 78450 Chavenay - 461.34.98  
CUISINES LAPEYRE : 43 rue Damrémont - 75017 Paris - 606.24.30/254.97.25  
CUISINES LAPEYRE : 6 boulevard Beaumarchais - 75011 Paris - 700.84.46  
VOUTURIEZ : avenue Georges-Clemenceau - 60300 Senlis - 453.04.50

Une cuisine est faite de meubles et d'appareils. Bauknecht fabrique le tout.



Je désire recevoir une documentation gratuite sur :  
- les appareils Bauknecht ☐  
- la gamme des cuisines complètes Bauknecht ☐  
NOM .....  
ADRESSE .....

Bauknecht France 12, quai de Berry 92200 Charenton

**Bauknecht**  
Ce que femme veut, Bauknecht le fait.



## LA VIE ÉCONOMIQUE

## CONJONCTURE

## Le taux annuel d'inflation est revenu à 8,2% au dernier trimestre de 1975

Le ralentissement de la hausse des prix de détail en France, déjà sensible en novembre, s'est confirmé en décembre. L'indice calculé par l'INSEE (Institut national de la statistique) s'est inscrit pour le dernier mois de 1975 à 158,2 contre 157,3 en novembre (sur la base 100 en 1970), soit une augmentation de 0,8 % en un mois (voir nos dernières éditions du 30 janvier).

Les prix de l'ensemble des produits manufacturés ont été influencés par la hausse importante des produits pétroliers (+ 1,3 % (voir tableau ci-dessous)). Au cours du dernier trimestre de 1975, le taux d'inflation annuel est revenu à 8,2 %, alors qu'il était de 12,5 % un an plus tôt à la même époque. De même, la hausse des prix en un an est repassée en dessous de la barre des 10 %, s'inscrivant à 9,6 % (INSEE, 8 décembre 1975 comparé à décembre 1974). Il y a un an (c'est-à-dire en décembre 1974, par rapport à décembre 1973), la hausse annuelle était de 15,2 %.

Le mieux est donc indiscutable. Il a été chèrement payé : une récession économique sans précédent depuis la fin de la deuxième

un an c'est-à-dire presque deux fois l'augmentation moyenne des prix manufacturés (+ 9,6 %). Le fait que M. Fourcade n'ait pas réagi à ce dérapage montre les limites de l'action des pouvoirs publics dans ce domaine ; l'hésitation gouvernementale est permanente entre deux attitudes : « tenir » les prix, laisser aux chefs d'entreprise la liberté de reconstruire leurs marges bénéficiaires pour qu'ils investissent. M. Fourcade a choisi depuis quelques mois la seconde solution pour l'industrie.

A ce facteur conjoncturel de hausse vont s'ajouter d'autres éléments : des hausses de tarifs publics plus importantes que par le passé auront lieu, l'Etat voulant réduire le déficit extrême-ment important des finances pu-

## LES INDUSTRIELS SOUHAITENT DES MESURES PLUS RADICALES

« La profession est satisfait, mais il faudrait prendre des mesures plus radicales et plus spécifiques. » Tel est le jugement d'ensemble que M. Georges Durand, président du Syndicat des constructeurs français de machines-outils (S.C.F.M.O.), porte sur le contenu du plan sectoriel de la machine-outil. Présenté officiellement il y a une quinzaine de jours par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche (le Monde du 13 janvier), ce plan fixe des objectifs à atteindre par la profession d'ici à 1980. Si certains paraissent réalistes aux professionnels, d'autres, par contre, leur semblent normales des entreprises en difficulté de consommation (par exemple), soit trop audacieux (en matière de couverture du commerce extérieur notamment).

Le S.C.F.M.O. « regrette » que le plan n'ait rien prévu pour améliorer le financement des stocks. Il juge pourtant « capital » que des mesures dans ce sens soient prises. Elles permet-

traient à cette industrie cyclique d'avoir une meilleure régularité dans ses activités.

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
60 heures	4 3/8	5 3/8	3 7/8
1 mois	4 3/4	5 3/4	3 7/8
3 mois	5 1/2	5 1/2	4 1/4
6 mois	5 3/4	5 3/4	4 1/2

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## LA BANQUE NATIONALE DE PARIS VIENT DE CRÉER NATIOTREDIBAIL

La Banque nationale de Paris désire offrir à l'ensemble de sa clientèle commerciale et industrielle et notamment celle des P.M.E./P.S.I., un service complet et efficace en matière de crédit bail immobilier, vient de créer une filiale Natiotredibail dont l'objet est d'effectuer des opérations de crédit bail immobilier dans tous les domaines industriels et commerciaux et pour tous les types de construction.

La nouvelle société Natiotredibail au capital de 25 millions de francs est située à Paris-8<sup>e</sup>, 65, rue d'Angoulême.

Le conseil d'administration présidé par M. Jacques Masson, directeur central de la Banque nationale de Paris, est composé de M. Coplain, directeur général, M. Andrieux, M. Gagne, représentant la Banque nationale de Paris, M. Gervel, M. Philippon, M. Vuarat.

## BURROUGHS CORP.

Le chiffre d'affaires de 1975 s'est élevé à 1 702 000 000 dollars, en augmentation de 11 % par rapport à l'année 1974 (1 532 528 000 dollars).

Les bénéfices sont en progression de 25 % par rapport à 1974 avec 164 400 000 dollars contre 131 932 000 dollars.

Le revenu par action a été de 4,4 dollars (+ 22 %) sur un nombre moyen de 39 673 149 actions en circulation.

Le carnet mondial de commandes de l'année 1975 a augmenté de 8 % par rapport à l'année précédente.

## ROUDIÈRE

Les ventes hors taxes de la société pour l'année 1975 se sont élevées à 280,3 millions de francs, montant analogue à celui de 1974 (280,5 millions de francs).

En dépit d'une conjonction et d'une concurrence internationale très difficile apparue dans le courant du deuxième trimestre 1975, les ventes sur les marchés étrangers ont atteint le chiffre de 115,3 millions de francs contre 131,7 millions de francs, l'année précédente.

Les exportations ont ainsi représenté, en 1975, 40 % du chiffre d'affaires total de Roudière.

L'activité des quatre derniers mois a connu une nette reprise, qui a permis au début de 1976, cela est notamment dû à la percée de Roudière sur le marché de la confection féminine.

## CAECL

Messieurs

SCHLOSSING, président du conseil d'administration de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL).

et PEROUX, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ont reçu les personnalités financières et bancaires à l'occasion du lancement du premier emprunt 1976 de la CAECL dont l'émission aura lieu le 2 février pour un montant de 700 millions au taux de 10,20 %.

Le président Schlossing a souligné que la CAECL était le seul établissement dont les ressources soient intégralement consacrées au financement des investissements des communes et départements.

Dans sa réponse, M. Chaine, président-directeur général du Crédit lyonnais — qui est le chef de file de cette émission — a déclaré que les comptes publics, Caisse d'épargne et les banques réunies autour de son établissement étaient particulièrement heureux d'apporter leur concours au placement de ce nouvel emprunt dont l'accueil se présente de manière favorable.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

INDEMNISATION DES AYANTS DROIT DES SOCIÉTÉS HOUILLÈRES

Pour permettre la préparation du vingt-cinquième tirage d'amortissement des obligations d'indemnisation 3 % à intérêt complémentaire variable Charbonnages de France, prévues pour le vendredi 2 avril 1976, les opérations d'indemnisation et de regroupement des coupures de 10 F et 10 F en obligations de 100 F seront suspendues à partir du 17 février 1976, pour être reprises le lundi 5 avril 1976.

En conséquence, les justificatifs représentant les droits à l'indemnisation, ainsi que les demandes de regroupement, devront être déposées chez les établissements agréés de telle sorte que ceux-ci puissent présenter leurs remises à la Caisse nationale de l'énergie, au plus tard le lundi 16 février 1976.

## BANQUE HERVET

La Banque Hervet s'est dotée, en 1975, d'un nouveau siège central au 127, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly.

Elle a poursuivi sa politique d'expansion en ouvrant un certain nombre de nouvelles agences : en province, à Tours, à Paris, avenue des Ternes, place d'Italie et en acquérant d'autres locaux d'ores et déjà ouverts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976 : Hôtel de Ville, rue de Courcelles ou qui le seront très prochainement : Cligny, gare du Nord, Vaugrassat, Courcouronnes et en province à Moulins (Allier).

Malgré une conjonction plus difficile, l'exercice 1975 apparaît pour le groupe des résultats consolidés satisfaisants :

Dépôts (au 31-12-75) : 2 110 550 000 F (+ 13,5 %).

Emprunts (au 31-12-75) : 1 832 783 000 F (+ 13,9 %).

Les résultats sociaux (estimés) atteignent environ 27 000 000 de francs (+ 12 %) après provisions pour créances douteuses (la créance B.F.I. a été pour sa part largement provisionnée).

Louer une voiture c'est moderne

europcar ©  
645.21.25

## LA HAUSSE DES PRIX EN DÉCEMBRE (en %)

	EN 1 MOIS (déc. 1975 comparé à nov. 1975)	EN 6 MOIS (déc. 1975 comparé à juin 1975)	EN UN AN (déc. 1975 comparé à déc. 1974)
ENSEMBLE	0,6	4,3	8,6
ALIMENTATION	0,7	4,8	10,3
Produits à base de céréales	0,2	5,5	10,3
Vianes de boucherie	0,8	4,7	12,5
Pois et charcuterie	0,9	7,3	15,7
Volailles, lapins, produits à base de viande	1,3	6,8	12,3
Produits de la pêche	1,9	3,7	6,9
Lait et fromages	0,4	3,7	10,3
Œufs	3,2	15,8	— 4,4
Légumes et fruits	0,5	— 2,7	— 4,5
Corps gras et beurres	0,5	2,4	10,8
Autres produits alimentaires	0,7	2,5	6,3
Boissons alcoolisées	2,3	6,4	8,6
Boissons non alcoolisées	0,7	3,3	7,8
PRODUITS MANUFACTURÉS	0,4	4,7	9,7
1) Habillement et textiles	0,5	4,7	9,7
2) Autres prod. manufacturés	0,3	4,7	9,7
— Meubles et tapis	0,3	1,8	5,6
— Appareils élect. et gaz	0,1	1,2	5,1
— Autres articles d'équip. mén.	0,2	2,6	4,3
— Savons et produits d'entretien	0,1	0,3	5,7
— Articles de toilette et soins	0,2	5,1	13,9
— Véhicules	0,2	5,9	12,5
— Papeterie, librairie, journaux	sans chang.	0,2	2,5
— Photos, optique, élect.-acoust.	0,7	1,1	10,2
— Autres articles de loisir	1,9	5,2	5,8
— Combustibles, énergie	0,2	1,9	2,6
— Tabac et prod. man. divers	0,4	5,4	11,4
SERVICES	0,1	4,8	11,4
— Services relatifs au logement	sans chang.	5,1	10,2
dont : loyers	0,4	6,4	12,1
Soins personnels, habillement	sans chang.	7,6	11,2
Santé	0,8	3,4	12,6
Transports publics	0,4	4,2	19
Serv. d'utils. de véhicules	0,6	5,3	12,4
Hôtels, cafés, restaur., caennés	0,6	5,3	12,4

guerre mondiale, qui a vu la production nationale baisser de 2,5 % en volume et le nombre de chômeurs atteindre le million. Le ralentissement de l'inflation enregistrée cette année ne nous ramène pas pour autant dans le groupe des pays industrialisés qui ont obtenu les meilleurs résultats dans ce domaine : le Japon (8,1 % de hausse annuelle des prix), les États-Unis (7,3 %) et surtout l'Allemagne (5,4 %). La comparaison ne peut qu'inciter à la modestie.

M. Fourcade ne s'y trompe pas, d'ailleurs, qui a déclaré, en commentant le résultat du mois de décembre : « Le résultat de décembre est encourageant. Il confirme la tendance au ralentissement de l'inflation, qui se traduit par une réduction de moitié de son rythme en dix-huit mois : la hausse du premier trimestre de 1974, a été ramenée à 2 % au dernier trimestre de 1975. Il est nécessaire que ces progrès se poursuivent. Il ne suffit pas que la hausse soit revenue inférieure à ce qu'elle est en moyenne chez nos partenaires. Nous devons maintenant nous rapprocher de ceux dont le taux d'inflation est le plus faible. C'est à cette condition seulement que notre pays pourra retrouver un taux de croissance élevé et assurer son équilibre extérieur sur la base d'une monnaie forte. »

Echaudés par l'expérience, les pouvoirs publics se gardent donc de pavoler. Ils savent qu'avec la reprise économique les industriels et les commerçants vont avoir tendance à majorer leurs prix. Les enquêtes de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise montrent un parallélisme presque parfait entre l'optimisme renaissant des industriels et des commerçants et le nombre croissant de ceux qui prévoient des hausses de prix au cours des mois à venir.

Il n'est pas sûr que la crise ait changé en profondeur ce comportement typiquement français qui veut que quand un problème se pose il soit résolu par une augmentation des prix. Le cas de l'automobile est caractéristique à cet égard : + 13,8 % de hausse en

bliques par compression des subventions aux entreprises nationales. Ainsi, il est probable qu'après les élections cantonales les tarifs de l'E.D.F. et de G.D.F. augmentent.

Le rythme de l'inflation va-t-il de nouveau s'accroître au cours des prochains mois ? Probablement pas. Après un mois de janvier qui devrait être mauvais (+ 0,9 % environ), les résultats des mois suivants devraient osciller autour de 0,7 %, les prix des produits manufacturés à écrouler sur le marché ayant été fixés à partir des conditions de production des derniers mois. A partir de juin, le danger d'une relance de l'inflation sera plus grand.

ALAIN VERNHOLES.

## CHAMPAGNE : + 15,8 % EN 1975

Les ventes de champagne ont progressé de 15,8 % en 1975, dépassant 122 millions de bouteilles — l'année record a été 1973 avec 124 millions de bouteilles —, vient d'annoncer le Comité interprofessionnel des vins de Champagne. Les ventes à l'étranger ont baissé de 5,7 %, tandis que la consommation nationale a progressé de 24,3 %.

Au reste, le produit des ventes a progressé de 12,7 % pour le Cognac (Hennessy) et de 18,5 % pour les parfums (Christian Dior).

(PUBLICITE)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

## SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULIÈRES, MEUNERIES, FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS

S.N. - S.E.M.P.A.C.

6, boulevard Zirout Youcef - ALGER

## AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres est lancé pour la fourniture de moteurs électriques.

Les cahiers des charges peuvent être retirés à la S.N. SEMPAC - Direction de la Maintenance - 5, rue Aristide-Brion, EL HARRACH, ALGER, à partir du 9 janvier 1976.

Les offres devront parvenir à la S.N. SEMPAC, 6, bd Zirout-Youcef, ALGER, avant le 28 février 1976, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi, sous double enveloppe et pli cacheté portant la mention :

« A NE PAS OUVRIR  
APPEL D'OFFRES MOTEURS ÉLECTRIQUES »

L'enveloppe extérieure ne devra porter aucun signe de reconnaissance du soumissionnaire.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours.

## Air France à Roissy: chaque semaine 83 vols vers l'Allemagne.

## Roissy: l'Allemagne à votre porte.

Chaque semaine, au départ de Roissy-Charles de Gaulle, Air France assure

83 vols vers l'Allemagne :  
25 vols vers Francfort,  
13 vers Berlin via Cologne,  
13 vers Düsseldorf, 13 vers Hambourg,  
13 vers Munich et 6 vers Stuttgart.

## Province: des liaisons régionales vers Francfort.

Que vous habitez Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille ou Toulouse, Air France est la seule compagnie à vous assurer plusieurs fois par semaine, des liaisons régulières vers Francfort. Ces vols permettent d'excellentes correspondances vers les principales villes d'Allemagne.

## Air France: l'élite sur tous les vols.

Vous vous déplacez fréquemment en avion. Vous voulez être détendu à l'arrivée pour traiter vos affaires, alors voyagez en 1<sup>re</sup> classe Air France.

Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou d'Air France. Ils vous en diront davantage.

**AIR FRANCE**  
Le réseau le plus dense vers l'Allemagne.



فكر من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
30 JANVIER

Forte hausse des pétroles  
dans un marché très sélectif

La découverte d'indices pétroliers en mer d'Irlande a déclenché une véritable ruée sur les actions des compagnies pétrolières, dans les cours ont monté au pas de charge. Baisse ainsi progressée de 5 %, la Française des pétroles de 7 %, la Française de pétrole de 4 %, l'Agip de 4 % et l'Elf de 4 %.

Ce « bouillonnement » d'or n'a pas tâté le marché à sortir un peu de sa torpeur, mais il s'en est suivi une véritable ruée sur les actions des compagnies pétrolières, dans les cours ont monté au pas de charge.

Reprise très sélective, au demeurant, dans les autres compartiments, d'assez nombreuses baisses, de faible ampleur.

La semaine ne s'en est pas moins terminée sur une note un peu plus optimiste.

En reprise, le marché a reculé sur l'affaiblissement du dollar et les indications décevantes de Londres.

Le volume des transactions a augmenté : 949 millions de francs contre 775 millions.

LONDRES

Encouragé par la hausse de Wall Street, mais aussi par les déclarations optimistes du chancelier Heath...

Table with 3 columns: Valeurs, Cours, Différence. Rows include various UK stocks like Anglo-Siam, Anglo-Iranian, etc.

INDICES QUOTIDIENS (Base 100 à 31 déc. 1975.)

Indice général : 103,9 (103,7)

Indice des actions : 103,9 (103,7)

Indice des obligations : 103,9 (103,7)

NEW-YORK

Nouvelle hausse

Wall Street n'aura pas mis bien longtemps à retrouver ses forces. Jeudi, au lendemain d'une séance de consolidation, le marché a repris son mouvement ascensionnel.

L'activité a augmenté : 29,80 millions de titres ont changé de mains.

La séance de récapitulation du marché est décidément incomparable.

Sur 1.800 valeurs traitées, 1.200 ont monté, 300 ont baissé et 300 sont restées stables.

BOURSE DE PARIS - 30 JANVIER - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

VALEURS

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Différence, % de variation.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. AFRIQUE
  - LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL : « Le grand jeu politique dans le désert », par G. Solvay.
3. DIPLOMATIE
4. PROCHE-ORIENT
  - LIBAN : inquiétude, confusion et désarroi dans le ghetto chrétien.
5. AMERIQUES
6. ASIE
7. EUROPE
8. POLITIQUE
9. MEDICINE
  - L'Assemblée du Conseil de l'Europe demande la création de commissions d'enquête sur le droit des mourants.
10. RELIGION
11. EDUCATION
  - Un Livre blanc sur l'université de Toulouse-Le Mirail.
12. VOILE : le Salon de la reprise ?
13. SOCIÉTÉ

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- PAGES 13 A 19
- La montagne truquée.
  - Le vent revient sur les moulins.
  - La bataille des Antilles.
  - PLAISIRS DE LA TABLE : Un Parisien vers la Côte.
  - SPORTS : Pages au galop.
  - MODE : Les collections de printemps.
  - HAUTE FIDÉLITÉ : Infidélités.
  - Maison, Jeux, Philatélie.

### 21 à 23. ARTS ET SPECTACLES

- THEATRE : le Juit de Malte, à Genève.

### 28. JUSTICE

- Après la grève des avocats : « Du bon usage de la querelle », une libre opinion de M<sup>re</sup> Georges Flécheux.

### 29. EQUIPEMENT ET REGIONS

- TRANSPORTS : l'aide de l'Etat à la S.N.C.F.

### 30 à 32. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

- Le gouvernement et les pharmaciens : un étrange libéralisme.

### LIRE EGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (20)
- Annuaire classés (25 à 27)
- Aujourd'hui (20) ; Carrière (20)
- « Journal officiel » (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20) ; Finances (20).

## SÈVRES "33"

PULL-OVERS  
DE MARQUES  
EN SECOND CHOIX

33, rue de Sévres, Paris  
tél. : 548.66.73

du 31 Janvier au 28 Février

offre spéciale  
d'avant-saison

## NICOLL

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle 850 F  
avec gilet 950 F

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN  
23, RUE TRONCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

A B C D E F G

## M. Giscard d'Estaing reçoit les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs de Madagascar, du Bénin et du Burundi

Le président Giscard d'Estaing a reçu, jeudi, les lettres de créance de trois nouveaux ambassadeurs.

M. Henri Raharjaona (Madagascar), a indiqué que les relations franco-malgaches sont plus

### M. JEAN-PIERRE SEGUIN EST NOMMÉ DIRECTEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE DU CENTRE BEAUBOURG

Par décret publié au Journal officiel du 30 janvier, M. Jean-Pierre Seguin, conservateur en chef des bibliothèques, est nommé directeur de la bibliothèque publique d'information. Cette bibliothèque est celle du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, plus communément désigné sous le nom de Centre Beaubourg.

(M. Jean-Pierre Seguin, né le 7 mars 1920 à Avranches, qui fut conservateur à la Bibliothèque nationale, avait été nommé directeur de la bibliothèque du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, et plus particulièrement à celle de la bibliothèque, dont il avait été chargé de l'organisation. La direction et le fonctionnement de celle-ci relèvent désormais du secrétariat d'Etat à la culture, et plus particulièrement de la direction du livre récemment créée au sein de ce département ministériel.)

M. Seguin est l'auteur de divers ouvrages consacrés à l'histoire de l'information. Il a été directeur de la Bibliothèque de la ville de Paris de 1961 à 1964. Il a été directeur de la Bibliothèque de la ville de Paris de 1964 à 1967. Il a été directeur de la Bibliothèque de la ville de Paris de 1967 à 1970. Il a été directeur de la Bibliothèque de la ville de Paris de 1970 à 1973. Il a été directeur de la Bibliothèque de la ville de Paris de 1973 à 1976.

## LA PRÉSIDENTIE DES CONSEILS RÉGIONAUX

CENTRE : M. Sudreau succède à M. Boisdé.

(De notre correspondant.)

Orléans. — M. Pierre Sudreau, député réformateur de Loir-et-Cher et maire de Blois, a été élu vendredi 30 janvier en fin de matinée président du conseil régional du Centre. Sur 67 votants, il a obtenu 48 voix contre 6 à M. Nespoulet, conseiller général (P.S., Eure-et-Loir), et une voix à M. Delaunay, député (R.I., Indre-et-Loire) n'étant pas candidat. M. Sudreau succède à M. Raymond Boisdé, député R.I. du Cher et maire de Bourges, qui occupait la présidence depuis 1974. Agé de soixante-deux ans, M. Boisdé n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat.

Au nom du groupe socialiste, M. Lemine-Guénée, conseiller général d'Eure-et-Loir, faisant remarquer que « dans les cinq régions dirigées par des socialistes tous les courants politiques ont eu droit à une représentation proportionnelle à leur importance numérique », a demandé au conseil d'être M. Nespoulet à l'un des postes de vice-président à pourvoir, ce qui fut fait.

Le nouveau bureau

PRESIDENT : M. Pierre Sudreau, anc. min., député de Loir-et-Cher (réf.), maire de Blois.

VICE-PRESIDENTS : MM. Trochu, adjoint au maire de Tours, mod. maj.; Pagot, prés. cons. gén. du Loir-et-Cher (ind.); Bénard-Moussaux, sén. de l'Indre (rép. ind.); Nespoulet, cons. général de Beaugency (Eure-et-Loir), P.S.

COUVERTS - PLATERIE

Acier inoxydable

## SOLDES

à partir du 1<sup>er</sup> FEVRIER

Fabricant - Vente directe

FRANOR Tél. : 700-67-94  
70, rue Améot  
St-Sébastien, Dev. les jours de samedi.

## « LA FRANCE DOIT ESSAYER DE SERVIR DE CONCILIATEUR ENTRE L'ALGERIE ET LE MAROC » déclare M. Couve de Murville

M. Maurice Couve de Murville, ancien premier ministre, ancien ministre des affaires étrangères, a estimé, vendredi 30 janvier, au micro de R.T.L. que « dans les circonstances actuelles, ce qui est le plus préoccupant, c'est le conflit qui commence à se dessiner et à s'aggraver tous les jours entre l'Algérie et le Maroc ». Il a conclu : « Le destin normal de la France est d'essayer de servir de conciliateur entre ces deux pays qui furent jadis sous sa domination et qui restent ses amis ».

## LA PROPOSITION OCCIDENTALE SUR LES ARMES NUCLÉAIRES TACTIQUES « N'EST PAS SUFFISANTE » déclare le porte-parole du pacte de Varsovie

Vienne (U.P.I.). — Les délégations des pays membres de l'O.T.A.N. et du pacte de Varsovie à la conférence sur la réduction des forces en Europe centrale ont repris leurs travaux vendredi 30 janvier à Vienne après une suspension de plus d'un mois.

Le chef de la délégation polonaise, M. Dabrowski, a évoqué la proposition faite précédemment par les Occidentaux, et aux termes de laquelle Washington accepterait de retirer d'Europe un millier de ses ogives nucléaires tactiques et vingt-neuf mille de ses soldats si l'Union soviétique acceptait de son côté de retirer mille sept cents de ses chars et soixante-huit mille de ses soldats.

Le chef de la délégation polonaise, parlant au nom des délégations du pacte de Varsovie, a déclaré à ce sujet : « Nous regardons cette proposition comme une initiative qui reconnaît la nécessité d'inclure les armes nucléaires dans la réduction des forces, mais nous ne pouvons pas ne pas observer que cela n'est pas suffisant ».

● Un local de l'Association pour l'unification du christianisme mondial (A.U.C.M.) — c'est-à-dire la secte de Moon — a été envahi et mis à sac, jeudi 29 janvier, rue Bertrand, à Rennes, par un groupe de manifestants se réclamant d'un comité rennais « anti-Moon ».

Une douzaine d'adeptes de Sun Myun Moon présents sur les lieux avaient trouvé refuge dans une chambre. Ils y restèrent jusqu'à l'intervention de la police, alertée par le propriétaire d'un appartement voisin, a fait évaluer le siège de l'A.U.C.M. (Corr.).

## Dans le Nord et le Pas-de-Calais

## LES NÉGOCIANTS EN POMMES DE TERRE SUSPENDENT LEURS OPÉRATIONS POUR PROTESTER CONTRE LA TAXATION.

(De notre correspondant.)

Lille. — Les négociants en pommes de terre du Nord et du Pas-de-Calais ont décidé de suspendre leurs achats à la production, ainsi que l'approvisionnement du marché intérieur. Cette décision a été prise jeudi 29 janvier, au cours d'une réunion qui s'est tenue au marché d'intérêt national de Lille.

Cet arrêt des achats à la production est destiné à protester contre l'arrêt de taxation du 18 janvier, qui, selon les négociants, les contraint à vendre à perte, car les prix à la production ne sont pas bloqués. Les négociants avaient envisagé un moment le non-respect de la taxation, mais ils y ont renoncé. En effet, l'administration a reçu des ordres stricts : des contrôles effectués ont déjà donné lieu à certains procès. La Fédération du Nord a d'ailleurs décidé à ce sujet de se pourvoir en Conseil d'Etat.

La décision des négociants va mettre en chômage technique quelques centaines d'employés. Les délégués de la Fédération générale des syndicats de salariés des organisations professionnelles de l'agriculture signalent de leur côté que la fermeture immédiate des centres de conditionnement a été décidée, ce qui entraîne la suppression momentanée de quarante emplois.

(Les départements du Nord et du Pas-de-Calais produisent environ 1,2 million de tonnes de pommes de terre, soit 20 % de la production française. Au ministère de l'Agriculture, une enquête est entreprise pour déterminer quelle est la situation exacte de la production.)

Au ministère des finances, on remarque que la situation n'est pas sans rappeler la « pénurie » de sucre de 1974. On estime, Rue de Rivoli, que la production française et les stocks sont suffisants pour assurer la consommation française. On pense également que l'arrêt de taxation est raisonnable, compte tenu des prix pratiqués l'an dernier (inférieurs de 50 %), mais que dans certaines régions les producteurs abusent de leur position et maintiennent les prix dans une situation difficile. On souhaite enfin, au ministère, que les consommateurs refusent de payer trop cher les pommes de terre pour favoriser une baisse des cours.)

## Le projet d'autoroute Nancy-Dijon

## LA LORRAINE PROPOSE UN CONTRAT A L'ETAT ET AU SECTEUR PRIVE

(De notre correspondant.)

Metz. — Parlant du projet d'autoroute Nancy-Dijon devant le conseil régional de Lorraine qu'il préside, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a proposé, ce vendredi 30 janvier, de modifier complètement la procédure financière présentée par l'administration préfectorale. Il s'agit de négocier les termes d'un contrat, d'une part avec l'Etat et, d'autre part, avec les sociétés concessionnaires pour que ceux-ci augmentent leur participation. Le coût du tronçon Toul-Langres est actuellement évalué à 920 millions de francs. Initialement, la part de la région aurait dû être de 250 millions de francs. M. J.-J. Servan-Schreiber espère faire tomber cette part à un peu plus de 160 millions.

Par ailleurs, un emprunt de 100 millions de francs serait émis auprès de la Caisse des dépôts. Il a été proposé aux conseillers régionaux la création d'un fonds d'intervention pour l'emploi, et un fond d'action pour l'industrialisation et pour la formation professionnelle. Ces fonds seraient dotés d'une somme de 15 millions de francs.

## TISSUS D'AMEUBLEMENT de merveilleuses nouvelautés...

oui,  
merveilleux  
ces nouveaux velours  
contemporains,  
style "design" et "patchwork",  
ces superbes jacquards,  
ces imprimés américains,  
anglais, suédois, italiens,  
ces douppions unis,  
ces tapisseries  
et lampas de style.

les prix  
de 28<sup>fr</sup> à 175<sup>fr</sup> le mètre  
(tous nos articles sont en stock)

## RODIN

36, CHAMPS-ELYSEES - PARIS

## VOTRE MAISON : L'ACHAT LE PLUS IMPORTANT DE VOTRE VIE

L'achat d'une maison n'est pas seulement un acte financièrement important. Il engage votre avenir, celui de vos enfants, la qualité de votre vie future. La situation, l'environnement, la construction, les plans d'une maison digne de ce nom doivent être parfaits. Les maisons réalisées par Breguet Construction dans ces deux Domaines tiennent compte de ces exigences. Demain, ces maisons, si proches de Paris, seront aussi recherchées que les appartements du Bois de Boulogne.



"Orange", 224 m<sup>2</sup>, 7 pièces, 3 s. de b., garage 2 voitures.

### DOMAINE DE MONTMELIAN

95 St. Witz  
Tél. 471.56.55

à 25 km de Paris  
à 2 km de l'Autoroute du Nord



"Chelsea", 120 m<sup>2</sup>, 5 pièces, 2 s. de b., garage.

### DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX

77 Pontault-Combault.  
Tél. : 406.53.56 et 64.63.

à 18 km  
du Bd Périphérique.  
A 12 mn à pied de la gare.

Près de la prestigieuse forêt d'Ermenonville, le 1<sup>er</sup> Domaine de grande classe situé au Nord de Paris et desservi par l'Autoroute. Piscine chauffée, tennis, club-house, école, commerces. 4 modèles de maisons, de 136 à 224 m<sup>2</sup>, 5 à 7 pièces, idéalement luxueuses, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Chauffage électrique intégré. Garage 1 et 2 voitures. Jardins 700 à 2000 m<sup>2</sup>. CREDIT AGRICOLE.

Le Grand Calme à 18 km de Paris par la Porte de Bercy, l'autoroute A 4 et la N 4. A 12 minutes à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris). Tout près d'un centre ville. Parc privé de 18 ha. Tennis, club-house, école. 5 modèles de maisons, de 93 à 155 m<sup>2</sup>, 4 à 7 pièces, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Garage. Grands jardins. Crédits LA HENIN. Prix : 250.400 à 400.000 F.

VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.

Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

## Breguet



هكذا من الأصل